méricaine

PRINTED AND THE PRINTED AND TH

there is the contract of the c

department in the second from the or - the state

Property and Control

Federation of the second

THE REAL PROPERTY AND LAND ASSESSMENT

RESEARCH COMMENTS OF THE PROPERTY OF THE PROPE

PROPERTY OF THE LAND OF SHORE

mark to New 19 mg

pa happinga. 22 year

franchise if a recount to

PRINTED IN THE SECOND THE

fremate por at the Section of the second of the s

COME NO STORES OF THE CASE

appei de Direc

agistrats et pole

THE TOTAL WITH THE

Highwarm Cale of the Control of the

de la jour la range

ದೇ ಓದಿಯ ಅದೇ

Vente folk

副子にも しゃけいか 声響す

100

 $= F_{i_1}$

Market

414-01-01-0

養物 本の 田田 か

September 1 क्रा स्टब्स्टर स्टब्स

per worth on the party

and the state of the state of

Market Comments

THE STATE OF THE S

MCR. 4001

Reported Section 1

tolies, No.

No act of

House

Marie and the second

de not mile

Temp de

Winner Committee Committee

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

SE 77... -

CLAUDE SAFRED

the file payment with Agree may an abuse Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 5-LUNDI 6 AVRIL 1987

Crise à Lisbonne

L'arithmétique parlementaire est une donnée implacable de la vie politique des démocraties. M. Anibal Cavaco Silva, premier ministre portu-gais, vient d'en faire l'amère expérience le vendredi 3 avril. Le gouvernement monocolore du Parti social-démocrate (centre droit) a été renversé par une coalition rassemblant les socia-listes, les communistes et les députés du Parti rénovateur démocratique dirigé par l'ancien président de la République, M. Ramalho Eanes.

L'incontestable succès, sur le plan économique et social, de la politique de M. Cavaco Silva et sa popularité grandissante auront paradoxalement hâté sa chute. Surmontant leurs divergences, les partis d'opposition sa sont alliés pour stopper l'ascen-sion de l'ambitieux premier

Au-delà des prétextes avancés pour censurer le gouvernement - mépris du Parlement et pratique du clientélisme par le PSD, - le souci commun des formations composant la gauche portugaise est de ne pas laisser M. Cavaco Silva et ses amis tirer souls les bénéfices d'une conjoncture favorable au Portu-:

L'adhésion à la Communauté européenne, assortie des mesures transitoires permettant à l'économie du psys de faire. face au choc de l'intégration, s'est révisée – en dépit des craintes de certains augures. notamment communistes — un formidable tremplin pour le redé-marrage du pays. La gauche tient à taire la preuve, en reprenent les rênes du pouvoir, qu'elle est aussi capable de mener le Portugel vers la modernité.

Le Parti socialiste est impetient de voir son image dissociée de la période noire où il gouvernait un pays en prole à une grave crise économi-que, où les salaires n'étalent pas payes, où l'inflation galopante amputait les revenus des plus défavorisés.

Communistes et partisans de M. Eanes semblent aujourd'hui prêts à soutenir un gouvernement dirigé par les socialistes à seule fin d'éviter des élections anticipées qui risqueraient, à leurs yeux, de se transformer en un piébiscite en faveur de M. Cavaco Silva. La décision de dissoudre ou non le Parlement appartient au président de la République, M. Mario Soarea. C'est la première véritable épreuve politique à laquelle celui-ci est confronté depuis son arrivée au palais de Belem.

Sil cède aux appels du Parti socialdémocrate, qui exige un retour mécontenter ses anciens compa-gnons du Parti socialiste. Si, au contraire, il charge un dirigeant socialiste de former un nouveau gouvernement dans le cadre de l'actuelle législature, il met le Parti communiste portugais de M. Alvaro Cunhal en position d'arbitre au Parlement. Or M. Soares, du temps où il exerçait les fonctions de premier ministre, s'était attaché à établir un cordon sanitaire autour du plus sectaire des partis communistes d'Europe occidentale.

Le PCP fait preuve dans la crise politique d'une incontesta-ble habileté : en n'exigeant pas de participer au futur gouvernement tout en acceptant de le soutenir, en affichant son intérêt pour le processus de « démocratisation » en cours à Moscou et, surtout, en renouant tout récemment des contacts rompus depuis longtemps avec un Parti communiste espagnol jugé jusqu'alors « révisionniste », il se met en position d'effectuer un grand retour aux avant-postes de la vie politique portugaisa.

Le voyage du pape au Chili

Emeutes à Santiago autour de Jean-Paul II

dont deux par balles – ont marqué, le vendredi 3 avril, la messe célébrée par Jean-Paul II dans le stade O'Higgins, à Santiago. Le pape, lui-même, a semblé incommodé par les gaz lacrymogènes. Il avait condamné « toute violence et tout terrorisme d'où qu'ils viennent ». Avant de se rendre, lundi, à Buenos-Aires, le pape devait effectuer, samedi et dimanche, un tour dans la province

SANTIAGO

de nos envoyés spéciaux

Six cents blessés dont deux par balles: tel est le bilan provisoire des violentes échauffourées qui ont éclaté à Santiago le vendredi ont eclate a Santiago le vendredi
3 avril pendant et après la cérémonie de béatification qui avait
lieu an pare O'Higgins de la capitale. Une journaliste chilienne, du
magazine d'opposition Analisis, a
été atteinte par deux balles à
l'épaule. Les incidents ent commencé lorsque le cortège papal est mencé lorsque le cortège papel est arrivé, escorté de plusieurs voi-tures de police. Colles-ci ont été aussitôt criblées de pierres par plusieurs milliers de jeunes mani-festants résolus. « Nous voulons voir le pape sans les flics » crisit l'un d'eux.

... Les affrontements ont rapidepant dégénéré: Tout le secteur méridional de l'esplanade est devesu le théâtre d'une betaille rangée. Retranchés dans leurs véhicules, les carabiniers out fait usage de leurs canons à eau pour tenter de disperser des groupes de jeunes gens allumant des feax d'arbres et de pneus. En vain. Des tentatives de charge de la police sont restées sans effet.

La confusion s'est aggravée lorsque deux voitures de police sont entrées en collision. Une scène étrange: la cérémonie offi-cielle a continué au milieu des cris, des jets de gaz lacrymogène, et le pape a développé son homé-lie condamnant « toute violence et tout terrorisme de quelque côté qu'il vienne ». Alors que les heurts se poursuivaient à moins de deux

De violentes émeutes - qui ont fait six cents blessés,

cents mètres. Près de la tribune, des participants restaient agenouillés, abimés dans leurs prières. Les policiers multipliant les jets de grenades lacrymogènes, l'atmosphère est devenue totalement irrespirable et l'on a

> de quitter la tribune. GILLES BAUDIN et MARCEL NIEDERGANG. (Lire la suite page 4.)

> > Le millénaire de la France

M. Mitterrand a ouvert, à Amiens, l'année capétienne

en présence du courte de Paris.

Lire nos informations pages 7 et 12.

entendu le pape toussoter, avant

Révision à la baisse des investissements

La croissance devrait être moins forte que prévu

L'investissement industriel en France, qui n'avait presque pas progressé en 1986 (+1 % en volume), va s'accélérer légèrement cette année (+3 % prévus), selon les données fournies par l'INSEE, au vu de son enquête de mars auprès des chefs d'entreprise. Ce progrès constitue cependant une grosse déception. Le taux de progression des dépenses d'équipement industriel retenu jusqu'à présent était de 6 % en volume; sa révision à la baisse devrait avoir des conséquences négatives sur la croissance.

taux de croissance des investissements industriels de 6 % en volume pour cette année, après une pro-gression de 5 % en 1986. Ces chif-fres, sans être mirifiques, soutenaient, vaille que vaille, un taux de croissance économique déjà en perte de vitesse : + 2 % prévu pour 1987, lors de la réunion de la commission des comptes de la nation, qui s'était tenue le 23 mars dernier

Les dernières prévisions qui au ministère de l'économie et des avaient été faites tablaient sur un finances. Presque un point de moins que le chiffre fixé à l'automne 1986 (+ 2,8 %).

Dans un contexte de rigueur salariale - le ponvoir d'achat des salariés devrait à peine progresser cette année - et de manvais environnement international, les investissements apparaissaient jusqu'à présent capables de soutenir un minimum de croissance.

En publiant les tout premiers résultats de son enquête de prin-temps sur les investissements dans l'industrie, l'INSEE a jeté une can glacée sur les espoirs qu'avaient nourris, en novembre dernier, les réponses des chefs d'entreprise.

Le recul est en effet général et fort important. Il s'explique, notamment, per une mauvaise cor-rection faite par l'INSEE des don-nées de l'enquête (1). Il y a quatre mois, les entreprises employant moins de cent salariés déclaraient avoir l'intention d'accroître leurs dépenses d'équipement de 21 % en valeur, soit 23 % en volume pour 1987. La dernière enquête de l'INSEE ramène ce chiffre à 9 %. ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 13.)

(1) Traditionnellement les chefs d'entreprise, lorsqu'ils répondent aux questions de l'INSEE en novembre, minorent les dépenses d'investissement qu'ils prévoient pour l'année suivante. Cette minoration, dans la mesure où elle est systématique, est -redressée - par l'INSEE. L'enquête de mars 1987 montre que la correction de novembre 1986 a pour une fois - et pour des raisons encore mexpliquées - ésé beaucoup trop forte.

Dernière minute

TF 1 attribuée à Bouygues

PAGE 8

Terrorisme en Ulster

Recrudescence des atten-

PAGE 3

Incident à Super-Phénix

Une fuite de 20 tonnes de sodium.

PAGE 16

Congrès du PS

Les rocardiens soulagés. PAGES 5 et 6

Théâtre public et libéralisme

Rencontre avec M. Abirached, directeur du théâtre. PAGE 9

Le Monde

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

Elections législatives en Egypte

Sous la direction de Michel Clévenot

En plus de 150 articles, l'exposé des croyances et de l'histoire des grandes religions. I l'analyse du fait religieux dans les 183 Etats de la planète, . la présentation des principales théories explicatives de ces réalités. 📗 et le rappel d'événements à dimension religieuse ayant marqué l'actualité récente. - Parmi les auteurs, Paul Balta, Jean Baubérot, Stanislas Breton, Georges Casalis, Yves Congar, Alain Daniélou, Claude-François Jullien, Nicolas Lossky, Michael Lowy, Charles Malamoud, Pierre Massein, Michel Meslin, Guy Petitdemange, Hugues Portelli, Emile Poular, Louis-Vincent Thomas, Antoine Vergote, Alain Woodtow, Relié, format poche, 640 pages, 169 francs.

Une coédition La Découverte - Le Cerf.

Le retour en force des Frères musulmans

Le président égyptien, M. Hosni Monbarak, a mis en garde les partis politiques contre la tentation de faire de la religion un enjeu du scrutin législa-tif du 6 avril. «Il n'y a pas de différence entre un musulman et un chrétien, nous sommes tous des Egyptiens», a-t-il notam-ment déciaré lors d'une tournée en province. D'autre part, le quotidien Al Akhar rapporte, samedi, que plusieurs commu-nistes ont été arrêtés, l'avant-veille, pour avoir appelé « à la révolte » durant la campagne.

LE CAIRE de notre correspondant

tions législatives du lundi 6 avril ? - Posez cette question à un Egyptien et il vous regardera avec les yeux ronds de celui qui vient de rencontrer un martien. En effet, nul ne doute de la victoire du Parti national démocrate (PND) au pouvoir, et notamment pas les formations de l'opposition. Une « défaite du gouvernement » est pratiquement inconcevable dans un pays qui, pour avoir progressé sur la voie de la démocra-tie, n'a pas pour autant surmonté toutes les séquelles de plus de vingt ans d'un régime de parti uni-que (1957 à 1978).

et divise aujourd'hui l'Egypte en aux libéraux non intégristes.

deux camps, même s'ils sont d'inégale importance, est la parti-cipation massive et au grand jour des candidats islamistes. C'est la première fois depuis la grande purge nassérienne de 1954 que ce courant se livre à une telle démonstration. Les Frères musulmans s'étaient bien alliés lors des dernières élections, en mai 1984, au néo-WAFD (le Parti nationaliste), mais leur timide participation était sans aucune mesure avec ce que l'on appelle aujourd'hui - le coup de force islamiste». Ayant répudié le néo-WAFD, qui, après avoir obtenu 15 % des suffrages et 13 des sièges en 1984, a progressivement abandonné sa fougue pour l'application de la Charia (législation islamique), les Frères musulmans et autres islamistes se sont alliés an Parti socialiste du travail (PST) et au Parti des libéraux socialistes.

C'est un nouveau mariage de raison, mais où les islamistes, échaudés, ont cette fois obtenu des garanties de taille. Ils comptent plus de 60 % des quatre cent quarante-cinq candidats de la coalition: la confrérie des Frères musulmans dispose de 50 % des candidats, auxquels viennent s'ajouter 10 % de candidats intégristes ayant noyauté le Parti des libéraux. Cela laisse aux socia-La vraie question qui passionne listes 30 % des candidats et 10 %

guide suprême des Frères musulmans, le cheikh Hamed Aboul Nasr, M. Ibrahim Choucri, président du Parti socialiste, et M. Moustafa Kamel Mourad, président du Parti des libéraux. Pour le cheikh Aboul Nasr, ce qui importait était de trouver une couverture légale à un retour en force des Frères musulmans. La Constitution interdit la formation de partis politiques sur des bases religieuses, et la confrérie avait jusqu'à présent évité d'entrer aussi ouvertement en confrontation directe avec le gouvernement sur la scène politique.

Pour M. Choucri, il importe de dépasser coûte que coûte la barre des 8 %. La loi électorale fixe en effet à ce seuil le minimum de voix requis an niveau national pour qu'un parti soit représenté au Parlement. Les socialistes avaient frôlé la barre en 1984, et M. Choucri s'était consolé en entrant au Parlement grâce aux droits régaliens du chef de l'Etat qui lui permettent de nommer dix députés. Cet ancien routier du Parti fasciste égyptien Misr Alfatat a préparé son alliance avec les islamistes depuis deux ans, quand il a mis à la tête d'Al Chagb, l'organe du parti, un ancien marxiste converti à l'islamisme, M. Adel Hussein.

ALEXANDRE BUCCIANTL (Lire la suite page 4.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Aigérie, 3 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisia, 700 m.; Alternagna, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgiqua, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivokra, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagna, 170 pes.; G.-B., 55 p.; Gràca, 160 dr.; Irlande, 85 p.; Italia, 2 000 L.; Libys, 0,400 DL; Luxambourg, 40 f.; Norvège, 12,70 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 13,70 cs.; Suisse, 1,80 f.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 s.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 5 avril. — Berne : réfé-rendum sur le droit d'asile ; Bonn : nouvelles élections en Bonn: noavelles elections en Hesse; Ottawa: visite de Ronald Reagan, jusqu'au 6.

Landi 6 avril. — Portugal: visite de François Mitterrand (du 6 au 8): Bonn: visite du chef de l'Etat israélien (du 6 au 10): Strasbourg: session de la commission des droits de l'homme

candidature de J. Rem à l'election présidentielle; Moscou :
visite d'une délégation de
l'UEO; Prague: visite de Mikhall Gorbatchev; Le Caire:
élections législatives.

Mardi 7 avril. — Buenos-Aires:
début de la visite du pape en
Argentine (jusqu'au 12).

Mercredi 8 avril. — Strusbourgdiscours du roi Baudouin
devant le Parlement européen. devant le Parlement européen.
Jendi 9 avril. — Tolède : colloque
du Conseil de l'Europe sur les
cultures juive, sépharade et

européenne.

Vendredi 10 avril. — Varsovie :
visite officielle de JeanBernard Raimond; Moscou :
voyage de vingt et un pariementaires américains en URSS
(10 au 20); Algar : réunion
préparatoire au Conseil pelestinien (le 20); Athènes : visite
du ministre ture chargé des
relations avec la CEE.

Samedi 11 avril. — Moscou :
reprise des négociations sinosoviétiques.

soviétiques. Smanche 12 avril. – Tokyo : élections régionales au Japon.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-96-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Habert Beure-Mary (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

eux associés de la société ; Société civile

*Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme Le Mondo-Entreprises, MM. André Fontaine, géran et Hubert Beuve-Méry, fondat

> ministrateur général : Bernard Wouts. Rédocteur en chef : Daniel Vernet. Carédacteur en chef :



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS FEI : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Tèlex MONDPUB 206 136 F



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395 - 2037



TÉLÉMATIQUE Composes 36-15 - Taper LEMONDE

Tel.:(1) 42-47-98-72 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANCERS PAR VOIE NORMALE 17 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANGER (par messagaries) L - BUCGOUZ/LIXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 889 F 1 389 F 1L - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 484 F 1 890 F Par voie africane: turif sur demande. Changements d'adresse définitif ou provisoire: nou abondes sont invités à formeter lour dennande deux semaines avant leur départ. Joindre le dernière bande (l'envoi à toute correspondance.

except Sandays for \$ 480 per year by in Monda a/o Speediaper, 45-45 35 th Street, LCJ. M.Y. 11704. Second class postage paid at Hew-York, M.Y.

Vanificz avoir l'obligeance d'écrire tous les nous propres en capitales d'imprisonie.

Il y a vingt ans

Les colonels prenaient le pouvoir en Grèce

ONTRAIREMENT aux autres ONTRAIREMENT aux autres années, les prisonniers de Korydalos ne féteront pas dans la joie l'anniversaire de leur prise du pouvoir le 21 avril 1967. En effet, un des militaires qui vida le berceau de la démocratie, Odysséas Anghélis, vient de se suicider après douze ans de prison. Il y a vingt ans, lui et ses seize excodéteaus entraient dans l'histoire.

Jeudi 20 avril 1967, les Athéniens s'endorment tranquillement, bercés par une légère brise printanière. Les fleurs de l'Attique ont dejà ouvert leurs corolles multico-lores. Seuls, les derniers noctambules vaquent encore à leurs occupations, le ven-dredi 21, entre 1 et 2 heures du matin. Les dredi 21, entre 1 et 2 heures du matin. Les bars et les cabarets ferment leutement leurs portes. Les chauffeurs de taxi attendent ces quelques joyeux tranards. De-ci, de-là, les premiers couples de touristes musardent. Même atmosphère dans les salles de rédaction qui terminent leur bouclage. Rien d'important à signaler pour les éditions du matin. Aught, l'organe de la ganche, sèche l'encre de son titre : « Pour quelles raisons il m'y a pas de coup d'Etat. »

Cependant, un homme a du mal à trouver le sommeil. Un coup de téléphone tardif, vers 11 heures du soir, tourmente ce vieillard de ixante-dix-neuf ana. Georges Papandréou, chef de l'opposition centriste, vient d'appren-dre qu'une caserne de la ville serait en ébulidre qu'une caserne de la ville serait en ébuli-tion. Avant de se coucher, à 1 h 30, il tente encore de s'informer auprès d'un de ses amis journaliste. Sans succès. Une demi-heure plus tard, un régiment de chars stationné dans le camp de Goudi depuis qu'il a parti-cipé au défillé commémoratif de la fête natio-nale du 25 mars, franchit le portail en ordre de betsille. Le misch a commencé. de bataille. Le putsch a commencé.

de bataille. Le putsch a commencé.

Venant de la proche banlieue, les factieux foncent sur le centre d'Athènes. Vers 2 h 15, 2 h 30, ils approchent déjà de l'Assemblée, du palais Royal, de la radiotélévision et du grand central téléphonique. Juchés sur leurs blindés, Shermann et Patron M-47, les tankistes ordonnent aux derniera passants de reutrer chez eux sous peine de mort. Contrairement à ce qu'affirme le journal Avghi, les prémonitions du vieux Papandréou se révèlent justes, ou presque. Le coup ne pourrait venir que des généraux proches du Palais. Mais ce sont des colonels qui commandent ce régiment de chars appuyé par mandent ce régiment de chars appuyé par quelques autres blindés de la région de Mégare, par la police militaire et des unités de commandos de montagne.

Le silence de la dictature

Parallèlement à cette occupation sans coup férir de la capitale, les putschistes orga-nisent une gigantesque rafle dans l'agglomé-ration d'Athènes-Le Pirée. Près de dix mille nes sout entansées dans la caserne de Goudi, l'hippodrome du Phalère et le stade d'Athènes. Spectacle odieux de camions militaires s'arrêtant devant des maisons bien précises, portes qui éclairent sons les crosses, hommes hébétés jetés en pyjama dans les véhicules vert kalci. Souvenirs de l'occupetion allemande et de la guerre civile. De quinze à soixante-quinze ans, le peuple de ganche est une nouvelle fois dans la ligne de mire. Mais, à l'étounement de tous, ministres de droite et députés centristes sont aussi du

A 2 heures, lamis Katris, reporter et ami de Georges Papandréou, téléphone à ce der-nier. Une voix incomme lui répond : « Nous avons une dictature, les chars descendent et les arrestations commencent. » C'est aussitôt le branle-bas de combat dans les rédactions. Il ne durera guère. Une demi-heure plus tard, des soldats arrêtent tous les directeurs ou rédacteurs en chef des grands quotidiens. Les kiosques à journaux resteront terriblement vides au petit matin. Chez Andréas Papandréou, fils de Georges, et leader de l'aile gan-che de l'Union du centre, la situation est plus dramatique. Sa femme Magarita, de nationa-lité américaine, appelle à l'aide à deux heures trente. Mais, à l'instant même, l'ensemble des communications intérieures et avec l'étranger sont coupées. Athènes est plongée dans le silence de la dictature.

Andréas Papandréou s'est réfugié sur la terrasse de sa villa de Psichiko. Les militaires braquent leurs fusils sur la tête de son jeune fils. Le père sante de sa cachette et se blesse à la jambe. Quant au « vieux Georges », il

suit dignement les soldats jusqu'à Gondi, Chez Panagiotis Canellopoulos, premier ministre en titre et dirigeant éclairé du parti de droite ERE, l'ambiance est quelque peu différente. Lorsque deux capitaines sonnent à sa porte, il dégaine son pistolet et refuse de leur cavrir. Il croit que c'est Andréas Papandates qui lei expresse deux capitaines sonnent à sa porte, il croit que c'est Andréas Papandates qui lei expresse deux capita l'est partie de leur cavrir. dréon qui lui envoie deux tueurs. Finalement, il se laisse convaincre par les deux officiers qui n'ent visiblement rien de gauchiste. Mais le téléphone retentit alors. C'est le jeune roi Constantin en personne qui vient aux nouvelles car il ne sait rien encore. Les deux centurions interrompent brusquement la conver-sation. Canellopoulos vient de comprendre qu'il s'est fait doubler sur sa droite.

Déportés dans les îles

Tout ce petit monde hétérodite se retrouve à Goudi. Les deux premiers locataires du camp sont de vieilles connaissances de bagne: Léonidas Kyrkos et Manolis Glézos.
Tous deux ont été condarmés à mort en 1949
pendant la guerre civile. Tous deux sont
députés de l'EDA (Gauche démocratique unifiée), et travaillent an journal Avghi. Glézos fut même le premier résistant à l'occupation nazie en arrachant le drapeau à croix gammée de l'Acropole, le 30 msi 1941. Lorsqu'il retrouve le vieux Papandréou, l'inquiétude monte. Mais quand arrive peu après Constantin Mitsotakis, leader du cenles coms du sous-brigadier Constantin Kot-

A l'heure où le soleil se lève, la radio dif-A l'heure on le soien se ieve, le raux dis-fuse sans interruption le décret royal numéro 280 : « Sur proposition du conseil des minis-tres, le décret royal met en vigueur la loi sur l'état de siège, suspendant l'application des principales garanties constitutionnelles, des libertés, et instituant les tribunaux mili-

La longue nuit de la dictature des colo-nels s'abat sur la Grèce. L'état de siège ne sera levé dans Athènes que le 20 août 1973, pour être réinstauré le 17 novembre de la même amée, lors de la révolte des étudiants de Polyspophique. Les emprésonnés du de Polytechnique. Les emprisonnés du 21 avril seront rapidement déportés dans les îles où, pour l'occasion, les camps de la guerre civile sont remis en état de marche. Près de sept mille iront pourrir dans la sinistre lie de Yaros, battue par les vents et où ne vivent que des scorpions. D'autres iron à Skala-Oropos, à Hailkarnassos en Crète (pour les femmes) ou dans l'« ile des fous » de Lécos.

En province, personne ne bouge. En effet, les commandants de région sont informés que les commandants de region sont informes que les génératur royalistes premient la direction du mouvement à Athènes, suivant les directives du très officiel plan Prométhée, rédigé par l'OTAN et destiné à contrecarrer une invasion des pays communistes. Lorsque le lendemain, ils s'aperçoivent que le plan Prométhée a été détourné par une junte de colo-

d'œuvre du putsch. Nikos Makazéros, minisd'œuvre du putsen. Nucos Makazèros, minis-tre de la coordination : homme de reaserga-ment et stratège de l'affaire. Sans orbiter Ioannès Lades, organisateur des arrestations du petit matin, et Dimitri Ioannidis, patron de la police militaire ESA et futur tombeur de Papadopoulos.

Les trois premiers colonels est tous en de hantes fonctions dans la KYP, les services hantes fonctions dans la KYP, les services secrets grees. Cet organisme est totalement infiltré et dirigé par la CIA. D'ailleurs, les diplomates américains en poste à Athènes se plaindront du « coup tordu » organisé dans leur dos et contre leur avis par la CIA, léée à un groupe d'hommes d'affaires gréco-américains sans scrupules. La main de Tom Pappas, PDG d'Esso-Pappas, ami de Soprio Agnew, le vice-président de Richard Nixon, est présente tout su long de cet épisole. Pavios Totomis, homme lige de Tom Pappas, devient ministre de l'ordre public dès le leademain du coup d'Etat. Ces Grécodemain du coup d'Etat. Ces Gréco-Américains tremperent ensuite dans le sess-dale du Watergate.

«Tais-tei et signe!»

Quant au jeune roi, îl est placé devant le fait accompli. Les ceaturions les tendent le décret factionx à signer. Après une longue hésitation, il le paraphe, non sans groir entendu la reine mère Frédérikz (ex-cheftaine des Jeunesses hitlétiennes) jui dire: « Tals-tol et signe/» Constantia II vient de récolter ce qu'il a semé. Lonqu'il tentera de reprendre la situation en mais, le 13 décembre 1967, il échouera lamentable-

Le palais et les généraux avaient, oux si, étudié le plan Prométhée et s'apprésussi, étudié le plan Prométhée et s'appro-taient à en user si les élections prévues pour le 28 mai leur étaient défavorables. Si le roi le 28 mai leur étaient défavorables. Si le roi était hésitant, d'autres ne l'étaient pes. Avec deux mois d'avance, un triumvirat de colo-nels venait de leur voler leur coup d'Etat.

Pourtant, ce putsch n'est pes un épiphé-nomène de l'histoire néo-hellénique. L'affaire remonte à novembre 1963 lorsque, à bout de remonte à novembre 1963 lorsque, à bout de course, le régime musclé de Constantin Karamanlis pard les élections sous les coups de butoir de Georges Papandréon. Celni qui înt, ca décembre 1944, le cheval de Troie de Poccupation britannique en Grèce et un des principaux responsables de la guerre civile, devint dans les années 60 le porte-parole d'une majorité de Grecs lassés par les lourdes séquelles de la tragédie fratricide des années 1944-1949, Vecteur de modernité, le vieux 1944-1949. Vecteur de moderaité, le vieux Papandréou accède au pouvoir en février 1964. Rapidement, le système de coercition de la droite s'effondre. Les prisonniers politi-ques sont libérés. Le gauché refait surface, dynamisée par l'alle progressiste de l'Union du centre, conduite per le propre fils de Papandréou et par les Jeunesses Lembrakis de Mikis Théodorakis. Le paisis prend peur et organise le coup d'Etat légal du 15 juillet 1965. Grâce à la distribution de prébendes, une cinquantaine de députés de l'Union de centre, les Apostats, dont Constantin Mitso-takis, rejoignent la droite et font tomber Papandréou. Pendant les deux mois qui vont suivre, le peuple d'Athènes va occuper la rue, y laissant un des siens : Sotiris Pétroules, La pression est telle qu'ancune coalition ne tient bien longtemps. Quatre cabinets se succè-dent en vingt mois. Ainsi, la Chambre est dis-soute le 14 avril 1967. Le 24 avril, la campagne electorale doit s'ouvrir. L'Union du centre s'attend à un raz de marée. L'EDA est aussi optimiste. C'en est trop pour les prétoriens comploteurs, ambitieux et viscérale-ment anticommunistes.

10 mg 25.00 Garage

40 m

74 - ₇₂.

F #2 15 1 1975

اب بحث 1 de 1 m

S. Market

De la lace

AA . LA.

CONFIDENCE AND ADMINISTRATION OF THE PARTY NAMED IN COLUMN TWO IN COLUMN

Service Committee

The is stated

THE PARTY NAMED IN

Car training fifter fifthe

15 MARIE 24 8

ridy : Apple 🌉 1

d'a Daine M THE REAL PROPERTY AND

A SEASON OF THE RESIDENCE OF Same !

14 14 UM. E. 18 18 To seminar of

Maria de Mante

when is specific

... yantan file . Mill

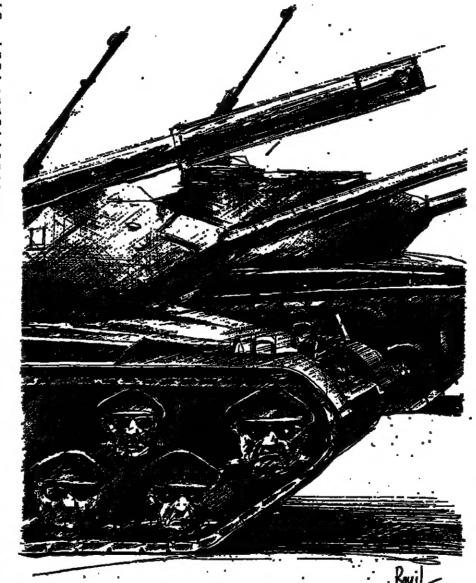
The Residence of

THE AND PARTY St 200 22 30

Ainsi, quand Georges Papandréou est évincé le 15 juillet 1965, c'est déjà le comnent de la fin. Vingt et un mois plus

CHRISTOPHE CHICLET.

RECTIFICATIF. - Dans l'article de Pierre Drouin sur l'amiversaire du traité de Rome (le Monde daté 22-23 mars), des interversions de lignes et des coquilles ont modifié la liste des signataires des traités de Rome. Il fallait lire pour le Luxembourg : MM. Joseph Bech et Lambert Schaus, et, pour les Pays-Bas, MM. Joseph Luns et Linthoust-Homan.

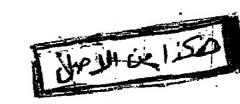


tre droit et adversaire acharné de la gauche, Kyrkos et Glézos sont persuadés qu'ils vont être sommairement exécutés. Pour Ilias Iliou, le leader officiel de la gauche, l'affaire tourne au drame. Parqué avec d'autres dans l'hippodrome de Phalère, il est reconnt par un soldat qui le frappe alors à la tête avec le canon de son fusil. Le vieux lutteur s'écronie, le visage en sang, gravement touché.

C'est d'ailleurs dans cette enceinte qu'anront lieu deux des trois bavures du coup d'Etat. Un prisonnier, qui demandait de l'eau avec insistance au petit matin, est abattu. Quatre jours pins tard, Panagiotis Ellis, mili-tant communiste, succombe à son tour sous nels, il est déjà trop tard pour réagir. D'autant que la nomination de Constantin Kollias au poste de premier ministre, et de Grégoris Spandidakis à la vice-présidence, tous deux royalistes convainces et fidèles du palsis, laisse planer le doute.

Mais derrière ces paravents, qui disparaî-tront dès le 13 décembre 1967, les trois instigateurs du coup apparaissent. Georges Papa-dopoulos, ministre de la présidence. C'est lui qui a transformé à son usage le chapitre du plan Prométhée concernant l'Attique. Sty-lianos Pattakos, un soudard quasi analpha-bète, devient ministre de l'intérieur. C'est le commandant des chars de Goudi et le maître

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON Paul-Jacques TRUFFAU et Dominique PENNEQUIN (RT



n Grèce

to patient and the patient of the pa

feet man in 1,70 mm week greek Cet ergar the surface the se direct par la comme Manager and reasons on participation of the state of the Par d'Esse Par con me or the president to Public la Towns, button to be to the first to the firs mela de cour d'i delenia bemperent en une dan be A Watergale

> «Tais-toi et signe :

Committee proper for a committee of the M. H is paratic, no seen desired to the second training to the second THE PARTY OF THE PARTY OF THE and recorded an area of the land mar deven b'ebiset en lane

Emigration et les génerales abuse The same of the Cost of The And have bengenen ablube betim bi-Tenne (Tennet, and the series ale de letter wilder in it dies die

The second second second second A series of the The State of the S Constitution of the state of PROPERTY OF A SECTION The American to the Sales 😭 👫 😘 traged of that was ab E 🐘 🐧 🛍 elektrisk i der in de entrette en Calculates a service training Marine de la laction de

Se Agranation of the Agranda Product to the M proper d'Anne de la contra ME WAS GOOD BUTTON West Wast Charles and Charles 1292 -We have the same of the same o THE THE PARTY OF T BELTENTY . AT

No. 2.5 Feetons CHOICE TOPINE CHOSE

METHICATT

ect suf

Après l'annonce de l'expulsion de trois diplomates soviétiques en poste à Paris

Moscou manifeste ostensiblement son indignation

Les autorités soviétiques contiment à afficher leur irritation après l'annonce de l'expulsion de trois de leurs diplomates en poste à Paris. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a ainsi déclaré, le ven-dredi 3 avril, que l'URSS n'a « pas d'autre choix que de répliquer », et que « sa réponse sera adéquate. »

En réponse à une question, il a estimé « très étranges » les expul-sions décidées par Paris « alors que M. Chirac envisage de se rendre en URSS », ajoutant que cette décision aurait très certainement « des effets négatifs » sur l'atmosphère de cette visite à Moscou, dont il n'a pourtant pas semblé remettre en cause le

Tandis que M. Guerassimov s'attachait aussi à montrer que TURSS prenait l'affaire de haut, et que l'ambassade d'URSS à Paria protestait de la façon la plus énergique contre l'arrestation arbitraire et illégale de cette ressortissante soviétique », l'agence Tass publisit un récit apocalyptique des conditions de détention de Mª Ludmilla Varyguine, l'épouse de M. Pierre Verdier.

< Les hurlements des femmes violées »

Le texte de l'agence Tass, qui s'ouvre sur les mois « horreur » et « cauchemar », se présente comme un témoignage de la jeune femme qui fait état des « menaces, intimidations et méthodes les plus brutales de pression psychologique -dont elle aurait été l'objet de la part des enquêteurs français.

M= Verdier-Varyguine décrit ensuite la nuit qu'elle a passée après ost interrogatoire, parmi « la racaille, les drogués, les prosti-tuées ». « Toute la mut, des cellules voisines, j'entendais des hurlements de femmes qui se faisaient battre ou

pour me faire flancher. »

Dans le récit qu'elle avait fait aux journalistes français à l'issue de sa soutie de prison, elle avait employé des termes quelque peu différents. C'est ainsi que, évoquant son « cau-chemar », elle avait dit en riant que, « le plus dur en prison, a été de ne pas avoir de parfum ».

«Provocation» en Méditerranée

En outre, nous signale notre correspondant à Moscou, Dominique Dhombres, l'agence Tass a accusé, vendredi après-midi, les autorités françaises de «provocation préméditée » contre un paqueliot soviétique su large de Toulon. Ce navire le Fedor-Podtelkov allait du port de Tarragone, en Espagne, à celui de Poti sur la mer Noire. L'agence soviétique affirme qu'« un avion des

nº 61 et l'inscription « Marine natio-nale » a survolé le navire à cinq reprises à l'altitude de 30 mètres dans les eaux internationales, ce qui a mis en péril la sécurité de l'équi-page». Il est rare que les médias soviétiques rendent compte de ce type d'« incidents».

A Paris, un porte-parole de la Marine nationale a confirmé qu'« un Marme nationale à confirmé qu'« un avion de patrouille Breguet-Atlantique de l'Aéronavale [avait] bien survolé à plusieurs reprises, jeudi, un cargo soviétique dans le but de l'identifier». « A aucun moment, il n'y a eu, de la part du pilose, la volonté de se livrer à la moindre provocation, précise t-on de même source. De tels survois sont réguliers en mer et constituent même une des missions régulières de l'Aéronavale dans les eaux inter-nationales. Il s'agit d'une mission nationales. Il 3 agit a une mission de pure routine. A aucun moment, le suvvol à basse altitude effectué par l'avion n'a pu mettre en cause la sécurité du cargo. »

A Rouen

L'épouse de M. Pierre Verdier a été remise en liberté sous contrôle judiciaire

M= Ludmila Veryguine, trente et un ans, l'une des sept personnes inculpées dans l'affaire d'espionnage visant des installations industrielles en Normandie et, en particulier, les moteurs de la fusée Ariane, a bénéfi-cié, vendredi 3 avril, d'une mise en liberté

La jeune femme, d'origine soviétique, qui reste inculpée de « rassem-blement de nature à nuire à la défense nationale » et d'« intelligence avec une puissance étran-gère » 2 été placée sons contrôle judiciaire. Elle devra se présenter deux fois par semaine au juge d'ins-truction et il lui est interdit de quit-

Mariôe à M. Pierre Verdier, directeur régional de l'INSEE à Ronen, lui aussi inculpé pour les mêmes raisons, elle avait été écronée à la maison d'arrêt de Rouen, le 16 mars dernier. Son avocat, Renaud Delubac, avait déposé une première demande de mise en liberté le 24 mars, qui avait été reje-

ter le territoire de la Seine-

D'autre part, la demande de mise en liberté de M. Verdier a été rejetée dans l'après-midi de vendredi.

TCHECOSLOVAQUIE: avant la visite de M. Gorbatchev

La Charte 77 demande le retrait des troupes soviétiques et une relance de la démocratisation

La Charte 77, organisation civique » tchécoslovaque de défense des droits de l'homme. vient d'adresser une lettre ouverte à M. Mikhali Gorbatcher, attendu pour une visite à Prague lundi 6 avril, et un autre texte aux dirigeants tchécosio-

parole de la charte écrivent notam-

« L'opinion publique tchécoslo-vaque suit avec intérêt ce qui se passe actuellement en Union soviétipasse actuellement en Union soviéti-que, votre programme d'ouverture, de démocratisation et de reconstruc-tion sociale. Cet intérêt va, de façon compréhensible, de pair avec la question de savoir si la nouvelle poli-tique soviétique aura aussi le cou-rage de récxaminer véritablement et de résoudre lucidement tout ce qui affecte les rapports entre nos pays et

» Il y a dix-neuf ans, les troupes de l'URSS et de plusieurs autres pays membres du pacte de Varsovie sont entrées, contrairement au droit international, dans notre pays sans l'accord et contre la volonté de la paysitation et des comes constituis population et des corps constitués, afin de réprimer son développement démocratique. (...) Les consé-quences de l'intervention ont été catastrophiques : le système bureau-cratique de gestion centralisée de l'économie et de toute la vie sociale a été rétabli et développé de manière absurde. L'attitude à maniera absurde. L'attitude à l'égard de l'entrée des troupes devint l'un des principaux critères pour juger les citoyens et leur valeur an travail. Des dizaines de milliers de personnes à l'esprit créateur furent exclues de la vie publique, les libertés politiques, civiques, culturelles élémentaires furent réprimées et les droits de l'homme furent radiet les droits de l'homme furent radi-calement limités. L'économie sta-

gne, le gouffre entre les niveaux de

vie chez nous et dans des pays égale-ment développés ne cesse de

s'approfondir (...).

s'approtondir (...).

Nous n'attendons pas de vous que vous régliez les problèmes que notre société se doit de régler ellemême. Nous estimons cependant qu'il ne faudrait pas laisser passer la chance de revenir à une véritable normalité dans les rapports entre les peuples de nos pays. (...) Nous pensons que vous pouvez influencer de manière favorable la situation tché-coslovague et guronéenne par me coslovaque et européenne par une mesure qui entre directement dans le cadre de vos responsabilités. Ce sersit le retrait de Tchécoslovaquie des troupes soviétiques et des fusées à tête nucléaire.

» Le retrait des troupes démon-trerait donc la compréhension par votre direction de la profondeur des dommages politiques que leur inva-sion a suscités. Ce serait une des mesures pratiques qui pourraient confirmer de manière convaincante aux Tebèques et aux Slovaques que l'ouverture, la démocratie et le res-pect des droits de l'homme et de la paix sont pour vous plus que des slo-gans et que ce que vous appelez la nouvelle manière de penser n'est pas limitée par les sujets tabous accu-mulés par l'ancienne direction de

mules par l'ancienne direction de votre pays. (...)

Si l'Union soviétique supprime la principale barricade qu'elle a ellemême dressée sur la voie du développement démocratique de la Tchécoslovaquie, elle contribuera à l'accélération de son propre processus de démocratisation et renforcers significant la configuration cera simultanément la confiance entre les peuples et les Etats sans laquelle même les initiatives de paix

ainsi que par Rudolf Battek, Vaclav Benda, Jiri Dienstbier, Ladislav Hejdanek, Marie Hroladkova, Eva Kanturkova, Marie Rut Krizkova, Ladislav Lis, Vaclav Maly, Anna Marvanova, Jiri Ruml, Martin et Radim Palous, Jan et Jan Stermova, Janyslav Sabats

Jaroslav Sabata.

Dans la lettre adressée aux dirigeants de Prague, les signataires
leur demandent de « prendre l'initiative de demander un retrait progressif de Tchécoslovaquie des
troupes soviétiques et des fusées à
tête nucléaire », et ajoutent que la
visite de M. Gorbatchev « pourrait
des mes invitations de la lesse de être une incitation à renforcer les efforts pour surmonter la crise poli-tique, économique et morale qui dure depuis près de deux décen-nies » (en Tchécoslovaquie).

 POLOGNE : manifestation contre les hausses de prix. - Plusieurs centaines de personnes manifesté, le vendredi 3 avril à Cracovie, pour protester contre les hausses de prix intervenues au début du mois, à l'appel de la Confédéra-tion pour une Pologne indépendants (KPN). Des sources proches de ce sonnes auraient été arrêtées par la milice, dont deux militants de la KPN. li s'agit de la première manifestation dont on sit eu connaissance contre ces hausses de prix. Ce même ven-dredi, des militants du mouvement déployé sur la façade d'un immeuble du centre da Varsovie une banderole de dix mètres sur trois, demandant la grois et tchécoslovaques : celle de Zsoit Kesthely, étudiant hongrois de pleines de bonnes intentions ne perpleines de bonnes intentions ne pervent qu'échoner ».

Ce texte est signé par : Jan Litomisky, Libuse Silhanova, Josef Vohryzek, porte-parole actuels de la
charte, Vaclev Havel et Jiri Hajek,
ses premiers porte-parole en 1977, emprisonné en Tchécoslovaquie pour

IRLANDE DU NORD

Regain de l'activité terroriste de l'IRA

de notre correspondant

La récente multiplication des opés'est confirmée ces derniers jours de d'influence de la branche politique, façon particulièrement meurtrière.
En fin de soirée, le vendredi 3 svril, ans, le Sinn-Fein a percia du terrain En fin de soirée, le vendredi 3 avril, un policier a été tué et un autre a été grièvement blessé par des coups de feu devant le commissariat de Bally-nahinch, petite ville située au sud de Belfast. Le matin même, à l'ouest de la province, non loin de la frontière, un membre de l'Ulster Defence Regiment (Unité de supplétifs locaux de l'armée britannique) a trouvé la mort au volant de sa voiture, celle-ci ayant été mitraillée par les occupants d'un autre véhicule.

Mercredi à Belfast, deux voitures piégées ont explosé à proximité du stade où allait avoir lieu peu après un match de football opposant l'équipe de l'Irlande du Nord à celle d'Angleterre. Il n'y a pas en de vio-time, le périmètre ayant pu être évacué par la police, grâce à une mise en garde donnée par une communication téléphonique anonyme. Lundi 30 mars, toujours à Belfast, un sol-dat britannique avait été tué par une bombe dans un quartier catholique.

Depuis le début de l'année, huit bres des forces de l'ordre out péri dans des attentats revendiqués par MRA, tandis qu'il n'y en avait eu que trois au cours des trois derniers mois de 1986. Les statistiques de la police sont éloquentes : du le janvier au 31 mars le nombre des attentats à l'explosif (cinquante) et des fusillades (cent vingt-sept) a doublé par rapport au premier tri-mestre de 1986.

Perte d'influence de la branche politique

Durant les trois dernières années, les activités de l'IRA avaient nettement diminué; cela était d'îl en partie à une sensible amélioration des méthodes de la police de l'armée (surveillance systématique des lieux où recrute l'organisation clandestine ct recours accru anx services d'informateurs). Mais, selon le Royal Ulster Constabulary (RUC), la police d'Irlande du Nord), en juillet 1986,

 La Hongrie invite une troupe de théâtre israélienne. — Le théâ-tre national israélien Habimen a été llement invité à se produire à Budapest en septembre, a rapporté le vendredi 3 avril la presse israélienne. Cet échange - le théâtre hongrois se rendra en Israël en 1988 - est le premier du genre depuis la signature récente d'un accord culturel entre les deux pays à la suite de la visite d'une délégation vongroisa en Israci. - (Reuter.)

un nouveau « commandant » pour la zone de Belfast a été désigné par

en Irlande du Nord lors des différents scrutins su profit du parti catholique modéré, le SDL (Parti social-démocrate et travailliste). De surcroît, le Sinn-Fein vient de subir en février un cuisant échec en République d'Irlande lors des élections législatives auxquelles il participait pour la première fois. La tendance « militaire » semble avoir de nouvean pris le dessus au sein du mou-

La situation est d'autant plus inquiétante que le développement des opérations de l'IRA risque de provoquer une réaction de la part des groupes paramilitaires loyalistes dans la communanté protestante. Déjà, jeudi à Belfast, un membre comm de l'IRA a été assassiné à son domicile par un commando de l'Uls-ter Volunteer Force, organisation

FRANCIS CORNU.

ITALIE

Soixante-cinq condamnations à l'issue du procès de la Mafia sicilienne

Le tribunal de Messine a prononcé, le vendredi 3 avril, soixante-cinq condamnations à des peines de prison et cent quatre-vingts acquitteents au terme d'un long procès de la Mafia. La peine la plus lourde, treize ans de réclusion, frappe l'un des chefs de la Mafia, Gaetano Costa. Deux autres parrains, Car-melo Milone et Placido Cariolo, ont été condamnés à six ans de prison. Un quatrième chef présumé de la Cosa Nostra, Lorenzino Ingemi, a bénéficié d'un acquittement.

Le dossier d'accusation reposait essentiellement sur les révélations d'un « repenti », Ginseppe Insolito. Ce dernier avait indiqué que la Mafia de Messine se composait de quatre «familles»; spécialisées dans le trafic de stupéfiants, les hold-up, la prostitution et le racket.

Le procès, qui a duré un an, a été marqué par une série de morts subites : un avocat, et cinq des quatre-vingt-quinze accusés libérés après échéance des délais de détention préventive ont été assassinés, et deux personnes ont été tuées par erreur. Un autre mafioso présumé est mort en prison d'une surdose d'héroine, et un dernier s'est suicide. - (AFP, Reuter.)



Un camion de vivres détruit par les miliciens chiites

Beyrouth. - Six Palestiniens out été blessés, le vendredi 3 avril, alors qu'ils s'approchaient d'un camion de vivres pris pour cible par des miliciens chiites à l'entrée du camp de Chatila dans la capitale libanaise. roquettes anti-chars et d'armes automatiques dirigés contre ce véhicule offert par le Croissant-Rouge saoudien et qui avait réussi à pénétrer dans le camp. Selon des sources du Mouvement chiite Amal qui ont ouvert le feu, détruisant les 16 tonnes de vivres et de médica-ments. Les habitants du camp — il abrite quatre mille personnes assié-gées depuis cent vingt-huit jours n'ont pu récupérer qu'un seul sac de

. Depuis l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth, le 22 février dernier, il s'agit de la troisième tentative infructueuse de ravitaillemen de Chatila. Le 18 mars, une opération similaire avait du être arrêtée à la suite de tirs qui avaient tué un Palestinien. Les habitants, menacés par la famine, n'ont pu être ravi-taillés qu'une seule fois, le

Pen avant l'incident du camion. deux enfants avaient été tués lors d'un bombardement du camp.

Alors que le comité central du Fath, principale organisation palesti-nienne, est réuni à Tunis pour débat-tre de la situation dans les camps, le conseil ministériel de la Ligue arabe devait lui aussi tenir dans cette ville, ce samedi, une session consacrée aux Palestiniens de Beyrouth. Cependant, à New-York, à l'ONU, une initiative de l'Egypte et de l'Irak en faveur des camps assiégés a réserves du Liban et de la Syrie.

Réceverture de l'aéroport ?

D'autre part, le ministre libanais de l'intérieur, M. Abdallah Racy, a assuré, vendredi, que l'aéroport international de Beyrouth (AIB), situé en secteur musulman, devait être rouvert dès ce samedi et appelé les compagnies aériennes à l'emprunter de nouveau. Régulière-ment bombardé, l'AIB est fermé depuis près de deux mois. M. Racy a assuré que la sécurité à l'aérogare et sur les routes y menant serait garantie « dès samedi pour tous les pas-sagers ». « Les voyageurs chrétiens qui viennent du secteur chrétien ou qui s'y rendent pourront traverser la voie de passage du musée où ils disposeront de toutes les garanties de sécurité », n-t-il dit.

Le chef des forces syriemes à Beyrouth, le général Ghazi Kanaan, a indiqué, pour sa part, que la milice chrétienne ne bombarderait pas l'AlB. Les principales formations chrétiennes ont, récemment encore, mis en garde contre une remise en service de l'AIB tant qu'elles n'obtiendraient pas l'ouverture d'un deuxième aéroport à Halate (à 35 kilomètres an nord de Beyrouth) dans les régions qu'elles contrôlent. Ces formations font valoir que de nombreux chrétiens ont été enlevés ou dévalisés en se rendant en secteur usulman pour gagner l'AIB. Enfin, l'hebdomadaire libanais *Al*

Chirag affirmait, vendredi, que l'otage américain Alsan Steen, qui serait très gravement malude, pour-rait être prochainement libéré. Selon le journal, proche de certains milieux extrémistes, M. Steen, deux de ses compatriotes — Jesse Turner et Robert Polhill — et l'Indien Mithileshwar Sing, tous quatre enlevés au Beyrouth University Col-lege le 24 janvier, vont être inces-samment relâchés. Il y a deux jours, M. Turner assurait, dans un euregis-trement vidéo, que le professeur Steen n'avait plus que quelques houres à vivre. — (AFP, AP, Reu-

EGYPTE : les élections législatives

Le retour en force des Frères musulmans

(Suite de la première page.) Pour M. Mourad, enfin, la coalition est une chance inespérée de voir son minuscule parti (0,5 % des voix en 1984) représenté dans l'hémicycle. Lui aussi a joué la carte islamiste depuis plus d'un an en accueil-lant les islamistes au sein de son parti et en leur cédant son hebdomadaire Al Ahrar, sans compter la création d'une revue islamiste Al

Concessions et contradictions idéologiques tissent le programme de la coalition dont l'objectif priori-taire est l'application immédiate de la charia à tous les domaines, à commencer par le droit criminel (châti-ments corporels). La coalition appelle, par ailleurs, à l'application d'une - économie islamique - où les banques ne percoivent pas de taux d'intérêts, et d'où - les étrangers et les sionistes qui ne nous veulent que du mal > doivent être exclus, les boîtes de muits, l'alcool et le jeu, - tolérés sous couvert de tourisme », interdits. Concession accordée par l'extrême droite islamiste et les libéraux : « Le secteur public doit être renforcé ». Contradiction : « L'Etat doit céder au secteur mixte ou privé tout ce qui est en contradicsont les siens. » Le gel des accord de Camp David « avec l'ennemi sloniste - et l'indépendance par rapport aux superpuissances - grâce à une renaissance islamique - coastituent la dernière partie du pro-

Les slogans islamistes ont été pla-cardés aux quatre coins de

COURS DE LANGUES

QUECHUA

Tel. 45 41 39 60

T.S 21 bis, rue des Plantes

(Publicité) -

LIBAN:

12 ANS DE MALHEUR.

Où va le pays du Cèdre, qui entanne le 13 avril sa treizième année de

leur pays du gouffre »? comme le soutient le responsable américain Philip Habib? Dens ce cas, le futur président fibanais, dont Ghassan Abou Riché brosse le(s) portrait(s),

Les Grands ne sont-ils pas mieux placés pour résoudre le problème puisque les Libanais – comme le dit Raymond Eddé – «sont ligotés par le jeu de ieurs puissants voisins »?

ARABIES, le magazine du monde arabe et de la francophonie, répond à ces questions, dans le dossier de son numéro d'avril.

ARABIES, 78, rue Jouffroy, 75017 Paris.

aurait voix au chaoitre.

PORTUGAIS

PRESILEN

ESPAGNOL

ANGLAIS

l'Egypte: « La solution c'est l'islam, Allah est notre objectif, le prophète est notre chef et le Coran notre constitution. - Calicots et affiches sont d'autant plus nombreux que la coalition est riche. Elle a derrière elle toutes les sociétés de placement islamiques, qui représentent aujourd'hui quelque 5 milliards à 8 milliards de dollars, principalement investis sur les marchés des changes. La presse officieuse ne s'est d'ailleurs pas privée d'accuser

Personne ne doutant que le parti du président Moubarak obtiendra la majorité absolue, la seule chose qui passionne l'opinion est ce que l'on appelle au Caire le « coup de force islamiste »...

ces holdings d'avoir joué contre la livre (le dollar a atteint le record de 2.3 livres la semaine dernière) pour discréditer le gouvernement.

Face à cette coalition s'est créée une sorte de ligue tacite comprenant le PND du président Moubarak, le néo-WAFD et le Rassemblement progressiste unioniste (RPV, mar-xiste nassérien). Le raïs n'a pas oublié que le commando qui a abattu le président Sadate et dont les balles l'ont frôlé de près le 6 octobre 1981 appartenait à la mouvance islamiste. Il estime qu'une application de la charia est un engrenage dont mi ne sait où il s'arrêtera. C'est la raison pour laquelle le PND joue la garantie de la stabilité » comme atout majeur dans sa campagne électorale.

Stabilité économique avec le maintien du libéralisme, parallèle-ment à l'activité du secteur public; le gouvernement a évité, à cet égard, de conclure un accord avec le FMI que l'on donnait comme imminent (réduction des subventions et dévaluation de la livre ne sont pas des mesures à annoncer en période électorale, même s'il y a crise économi-

Stabilité diplomatique, avec la conservation de liens privilégiés avec l'Occident, même si les relations avec l'URSS se sont améliorées après la récente signature d'un accord sur le rééchelonnement de la dette militaire égyptienne (4 miliards de dollars). Stabilité régionale avec l'attachement au traité de paix avec l'attachement au traité de l'attachement au traité de la consideration de la que l'amélioration des relations avec les Etats arabes. Stabilité intérieure, enfin, avec la lutte contre « la sédition confessionnelle » après les récents incidents entre islamistes et

Pour se campagne électorale, le PND est gâté. Le président Moubarak a pris son bâton de pêlerin et al-lonne l'Egypte, où il maugure cha-que jour une usine, une école, un pont et un aéroport. Les trois quoti-diens officieux, les grands hebdoma-daires, la radio et la télévision sont

de la majorité en consacrant une bonne part de leurs programmes et de leurs pages aux «réalisations» du gouvernement. Pour mieux soigner son image, le PND jone aussi le sang nouveau en remplaçant cin-quante de ses anciens candidats par des nouveaux venus, sans pour

Si l'on ajoute à cela que 5 des 12 millions de travailleurs égyptiens dépendent de l'Etat-providence et que la majorité d'entre eux détiennent une carte d'électeur - sur 13 millions, - on comprend que le PND n'aura pas de problème pour obtenir la majorité absolue.

Le néo-WAFD a peu changé son programme et ses candidats par rapport aux dernières élections. Ses ligures de proue sont toujours les mêmes, et le parti compte sur une tradition wasdiste qui reste vivace au sein de la bourgeoisie d'affaires et dans de nombreux fiefs ruraux.

Le poids des coptes

Malgré le fait qu'ils ne consti-tuent qu'environ 10 % des 50 mil-lions d'Egyptiens, les coptes ont un poids électoral non négligeable. On trouve donc 14 coptes sur les listes du WAFD, 10 sur celles du RPU, 7 sur celles du PND, et un seul en queue des listes de la coalition. Si un Bourtros Ghali (PND), l'éternel ministre d'Etat pour les affaires étrangères, est pratiquement sur d'entrer au Parlement, on estime que seuls une demi-douzaine de coptes pourront faire de même. Une fois de plus, il faudra que le rais use de ses droits régaliens pour rétablir un semblant d'équilibre en complétant le compte, afin d'arriver au tra-ditionnel chiffre de 10 chrétiens au

Restent, enfin, les 1938 caudidats pour les 48 sièges pourvus au scrutin uninominal, alors que les 400 autres sièges sont pourves par scratin de liste proportionnelle. Ils appartien-nent à tous les milieux et toutes les tendances. On retrouve parmi eux des ténors des partis mais auxi des plantons et un peistre d'affiches, qui a posé sa candidature pour obtenir un congé afin de mieux se mettre au service des concurrents; vaste tra-vail, quand on sait l'importance des symboles picturaux désignant cha-cun des candidats afin de venir en aide aux nombreux électeurs analphabètes. Ces derniers devront choisir entre une quarantaine de symboles, en moyenne, par circonscription : girafe, tortue, éléphant, charrette, auto, couteau, fourchette et cuillère, il y en a pour tous les goûts, même pour les macabres avec le crâse, et les mégalomanes avec la pyramide.

ALEXANDRE BUCCIANTL

 La guerre du golfe. — Trois vedettes iraniennes ont été « coulées tentaient, avec d'autres, de s'approcher de Mina-al-Arniq, terminal ira-kien désaffecté à une trantaine de kilomètres des côtes irakiennes, au nord du golfe, a indiqué vendredi 3 avril un porte-perole militaire à

Amériques

CHILI: le voyage du pape

Emeutes à Santiago

(Suite de la première page.)

Après son départ, le parc O'Higgins a été occupé par des brancar-diers évacuant les blessés.

La jouraée de vendredi à Santiago a été aussi manthonienne et frénétique que la veille. Toute vie dans la capitale a été suspendue depuis mercredi aux déplacements de Jean-Paul II, à ses petites phrases, à ses gestes guettés avec avidité par partisans et adversaires du gouvernement. Partout, des fonles innombrables, enthou ferventes, émos, séduites par la personnalité charismatique d'un

population, de la ferveur des jeunes (jeudi soir, au stade national, les 85 000 jeunes réunis ont scandé en

chœur avant l'arrivée du pape **Liberté, liberté *), de la détermi-nation et de l'agressivité croissante des jeunes militants, des négocia-tions de coulisse entre l'entourage de Jean-Paul II et les représentants des partis politiques chiliens qui ont tous sollicité une audience. José Sanfuentes, représentant du Parti com-muniste, a finalement accepté de signer un texte assez proche de ceui qui avait été suggéré par la délégation vaticane et qui recommandait la condamnation de toute forme de vio-lence. La formule a permis la renmonie de départ. Le chef de l'Etat aurait préféré que cette cérémonie protocolaire se déroule dans la capitale et non pas à 1 400 kilomètres plus au nord. Mais c'est l'Eglise qui établi l'inicraire, et les évêques sont restés fermes sur ce point.

Punts-Arenes, Puerto-Montt, Concepcion, Temuco, Le Serens, Antofagasta: ce sont les villes du hout du monde, de l'extrême sud sustral, du vent furieux et des bour-rasques qui tordent des arbres mai-gres au bord de lacs bordés de glaciers. Des villes de désert an bord du Pacifique, des villes de pionniers, de pétroliers, de marins, d'éleveurs de moutons, de mineurs de charbon et de cuivre. La géographie du Chili est folle, extravagante. La Norvège au sud, et le Sahara au nord. Jean-Paul II doit parcourir près de 5 000 kilomètres en quarante-huit heures pour sillonner cette lanière suspendue entre l'océan et les Andes, truffée de volcans, d'Res par containes, de lacs glaciaires et de dunes géantes.

Le pape remontera ensuite vers le nord, à Puerto-Montt, où sera célébré le premier acte liturgique en mer de son pontificat. Une flotille de escortera Jean-Paul II monté à bord d'un patronilleur de la marine me. Un hommage à tous ceux qui travaillent ou qui out péri dans les eaux du Pacifique et un rappel du début de l'évangélisation de l'Amérique latine, il y a cisq siècies, en République dominicaine. Bariloche n'est pas loin et dix mille argentins sont attendus à Puerto-Monti

Demière escale de cette journée ; Concepción, célèbre pour son uniersité frondeuse, où fut créé le Mouvement de la gauche révolutionneire, qui n'a pas renoncé, maigré one et revers, à poursuivre la latte armée contre le régime Pinochet. Concepcion, troisième ville du Chili, est an centre d'une région industrielle en crise. Les mines de charbon s'épnisent. Jean-Paul II doit passer la mit à Concepcion avant de rencontrer dimanche 5 avril le monde du travail » sur les pelouses du ciub hippique de la ville.

Dimanche encore, crochet à Temucho, au cœur de l'Arancanie, territoire des derniers Indiens Mapuches, descendants des Arancans qui ont opposé une résistance farouche aux conquérants espagnois. Les Mapuches sont environ cinq cent mille, fiers de leurs traditions, de leur culture. Une minorité ethnique mal reconnue, marginalisée. Temuco est aussi la capitale d'une riche région d'élevage et d'agricul-ture. En revanche, La Serena, au nord de Santiago, est une ville colo-niale, pleine de charme, un pen somnoiente. Sef de l'actuel archevêque de Santiago, Mgr Fresno, qui n'a pas quitté Jean-Paul II depuis son arrivée au Chili, mais dont la popularité ne persit pas très grande à en juger par les sifflets qui l'accaeillent à l'occasion de ses apparitions publi-

GILLES BAUDIN et MARCEL NIEDERGANG



pape moderne, actif, attentif à chacun, passant sans effort de la cérémonie liturgique à l'allocation politi-

Partout des pancartes ont réclamé la «liberté» «la fin de la dicta-ture», dénoncé «les assassinats, les tortures et les disparitions». Par-tout, des cris, des slogans au coin des rues et des avennes sur le parcours

Les carabiniers paraissent de plus en plus exaspérés par les consignes de modération qu'ils ont reçues. Chaque jour la liste de leurs blessés s'allonge aimsi que celle de leurs voi-tures endommagées. Jeudi, ils ont, après le départ de Jean-Paul II de esplanade où avait lieu la rencontre avec les habitants des quartiers pauvres, poursuivi des groupes de jeunes gens dans les ruelles de La Bandera.

Le même jour, une personne a été tuée par la police au cours d'une dit Jean-Paul II, ne peuvent plus intervention contre les occupants d'un terrain baptisé «campement Jean-Paul II ». Ces occupations sauvages qui permettent à des sans-abri de « conquérir » un espace où ils ins-tallent des huttes de carton et de toile en attendant mieux sont sévèrement réprimées mais depuis trois jours, elles se mutiplient. Selon plu-sieurs témoignages, des carabiniers ont clairement laissé entendre aux habitants des poblaciones qu'« ils ne perdalent rien pour attendre » et que « l'ordre serait restauré rapidement après le départ de Jean-Paul

Etrange climat, fait de l'indifférence apparente d'une partie de la

ETATS-UNIS

Les villes du bout du monde

contre entre Jean-Paul II et tous les

courants sans exception de l'opposi-tion au gouvernement. Une pre-

mière, et un motif de préoccupation

Pour la première fois, Jean-

Paul II a parlé, vendredi, à l'univer-

sité catholique du Chili, de la

nécessaire rénovation démocrati-

que ». A la CEPAL, devant les

diplomates et les délégnés de la

commission économique des Nations mies pour l'Amérique latine, il a préconisé « une économie de la soli-darité » et, « une relance de la crois-

sance pour tous les pays de la région ». Il a exprimé sa conviction

que seule la coopération « peut sur-

monter les égolsmes collectifs et les intérêts particuliers pour permettre une gestion efficace de la crise de

l'endettement » et favoriser « la

marche vers la justice économique

pour le général Pinochet.

Samedi, Jean-Paul II devait quitter Santiago pour un long périple de deux jours dans le sud et dans le nord du Chili, avant de s'envoler. lundi, d'Antofagasta directement pour Buenos-Aires et de commencer un autre voyage d'une semaine en Argentine. Le pape ne repassant pas par Santiago, le général Pinochet doit être à Antofagasta pour la céré-

L'affaire d'espionnage à l'ambassade américaine de Moscou

Deux nouveaux « marines » impliqués

Washington. — Deux autres
«marines» ont été impliqués dans
l'enquête sur les violations des règlements de sécurité à l'ambassade des
Etats-Unis à Moscou, seion le président (démocrate) de la commission
des forces armées de la Chambre
des représentants, M. Lee Aspin, qui
déclare, le vendredi 3 avril, savoir de
très bonne source que deux autres
«marines» ont été impliqués dans
des violations des règlements interdisant tous contacts intimes avec des
femmes soviétiques et que ces deux femmes soviétiques et que ces deux hommes pourraient avoir agi ensem-

Trois «marines» out déjà été arrêtés dans cette affaire, dont deux out été inculpés d'espionnage. Les problèmes de sécurité à l'ambassade des Etats-Unis à Mosl'ambassade des Etats-Unis à Moscou préoccupent gravement
Washington, à l'approche de la
visite du secrétaire d'Etat,
M. George Shultz, du 13 au 15 avril.
Scion le New York Times, qui cite
jeudi des responsables américains,
l'ambassade serait tellement truffée
de systèmes d'écoute que M. Shultz
pourrait ne pas être en mesime d'y
tenir des conversations à l'abri des
« creilles » soviétiques. Si des doutes
subsistent, précise le quotidien américain, M. Shultz pourrait utiliser les
systèmes de transmissions de son
avion pour communiquer avec
Washington. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

La réduction de la diffusion du « Wall Street Journal » à Singapour

Asie

A la suite de notre article sur la décision prise par Singapour de réduire à quatre cents exemplaires la diffusion de l'édition asiatique du Wall Street Journal (le Monde du 13 mars), Mth Joyce Davamoni, chargée d'affaires a.i. près l'ambasach de Singapour à Paris, nous derit:

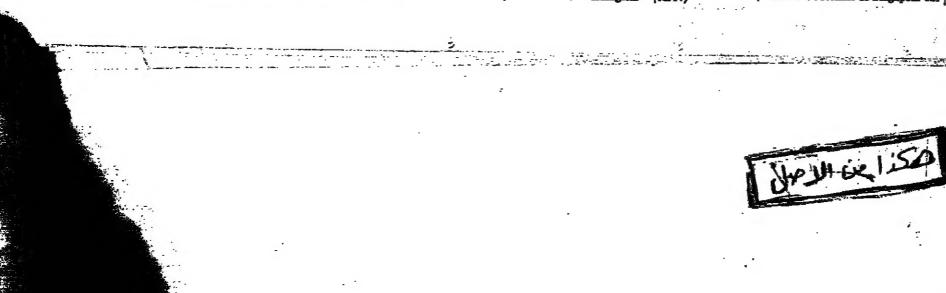
L'article publié par le Wall Street Journal dans son édition du 12 et 13 décembre 1986 contient des allé-13 décembre 1986 contient des allégations graves et non fondées sur une institution nationale et met en cause l'intégrité du gouvernement de Singapour. Il prétend que le second marché boursier de Singapour a été conça par le gouvernement afin de permettre à celui-ci de « se décharger des sociétés sous contrôle de l'Etat ou dans lesquelles l'Etat détient une partie du capital ». L'article du Wall Street Journal laisse ainsi entendre que le gouvernement de Singapour préside à la cession de sociétés en déclin au public.

Le gouvernement a demandé un Wall Street Journal de publier une lettre soulignant les careurs factuelles contenues dans l'article incriminé. Le Wall Street Journal a déclaré que la lettre était diffamatoire. Les autorités de Singapour out

répondu en demandant au Wall Street Journal de leur indiquer quels passages de la lettre avaient un caractère diffamatoire, mais n'out pas reçu de réponse.

Co n'est qu'après le refus répété du Wall Street Journal de publier ses lettres que le gouvernement de Singapour a décidé de réduire sa diffusion. D'après la législation de Singapour, la circulation des publi-cations étrangères à Singapour est considérée comme un privilège accoulé à ces publications.

• PHILIPPINES : rangon. -Mitsul and Co., l'une des plus grandes firmes commerciales du Japon, a payé 1,6 million de dollars Japon, a peyé 1,6 million de dollars de rançon aux ravisseurs du directeur de sa filiale de Manille, M. Nobuyuki Wakaoji, a affirmé, cle samedi 4 avril, le Mainichi Shimbun. M. Wakaoji a été libéré jaudi à Manille après cent trente-sept jours de captivité (le Monde du 2 avril). Le Mainichi Shimbun affirme avoir obtenu, vendred, confirmation de son information de son information de source gouvernementale japonaise. Mitsui a refusé de mentale japonaise. Mitsui a refusé de commenter l'information du journai



A. W. - W- I

-OF THE PERSON NAMED IN COLUMN 1

Arrest to

F427-12

Programme and the second

although a least an agreement

Estate Transfer

State of the state

Transper of the same

Series and the series are series and the series and the series are series are series and the series are series are series and the series are series are series are series and the series are series

State of the state

100 Marie 100 Ma

-

-THERE 100 PHILE !

A SA CONTRACTOR OF THE SAME The second secon And the second s 9# H -Matter page

- # W

Carlotte Man

erabi

Compression to the American design to the State of the St

Section Device of the Section Pacific to the Pacific

percusars and Constitution of the State de contra de la figura

Page ... Sixte a letter w.

विद्यारणा गर्मा । जिल्हा विद्यारणा गर्मा

Andry College College

centure of the

mental or search

100000

71.554

Politique

Le congrès du Parti socialiste à Lille

Tir de barrage contre M. Raymond Barre

La motion de synthèse somnise au vote des délégnés présents au congrès du Parti socialiste a été adoptée, le vendredi 3 avril, à Lille, à Punanimité, moins quatre abstentions. Intitudée «Rassembler pour gagner», cette motion avait fait l'ojet d'un compromis entre tous les courants du parti lors du comité directeur réuni le 8 février

tiellement marquée par une mise en garde adressée à M. Lionel Jospin par M. Jean Poperen, qui va perdre son rang de munéro deux dans la hiérarchie du PS, et, surtout, par un tir nourri dirigé contre M. Raymond Barre par les principaux ténors du parti. L'ancien premier ministre a notamment été pris pour cible par

M. Michel Rocard, qui a ironisé sur le conservatisme incarné, à ses yeux, par la psychologie de la tortne, « ce vieil animal qui n'a décidément rien appris »; par M. Jean-Pierre Chevènement, qui a estimé que derrière M. Barre « se profilent tous les immobilismes », et par M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée untionale, selon le met de la tortne est desemblée untionale, selon le met de la tortne est desemblée unionale, selon le met de la tortne est desemblée unionale. lequel « la tortue est deveune termite », depuis qu'« elle pratique la politique du pire par calcul

politicien » : « Barre est candidat au poste de syndic de faillite », a coaciu M. Mermaz.

La convergence de ces attaques n'est pas surprenante, au demeurant, après que M. Mitter-rand eut donné l'exemple, à mots plus feutrés, en brocardant, le dimanche 29 mars, sur TF 1, les adversaires de la cohabitation réunis dans « la confrérie des gens pressés » de lui succéder.

Heureusement, M. Poperen vint...

LILLE de nos envoyés spéciaux

Un congrès du Parti socialiste, c'est un moteur Diesel par grand froid. Il lui faut du temps, beaucoup de temps pour démarrer. A Bourgen-Bresse (1983), il avait fallu attendre les puissantes invocations de M. Chevènement, alors en désaccard avec la politique économique du gouvernement Mauroy, pour que le congrès adopte son rythme de croissère. A Toulouse (1985), les daels oratoires des posds lourds, Rocard-Japin, avaient rempli le même rôle. Valence (1981) n'a été que l'exception qui confirme la règle. On y avait « coupé les têtes » à l'aube ou presque, dès le premier matin.

Lille, vendredi 3 avril, c'était la Sibérie. Le congrès toussotait, Un congrès du Parti socialiste,

Sibérie. Le congrès toussotait, hoquetait entre deux assoupisse-

ments. Cette première journée du congrès 1987 tirait à sa fin, lorsque M. Jean Poperen vint enfin. Menacé de perdre son poste de numéro deux, se sachant perdu pour avoir de plus en plus conscienciousement « savonné » la planche de son numéro un Lionel Jospin, il catonna

numéro un, Lionel Jospin, il entouna son chant du cygne.

Restituer le fond du discours tiendrait de l'exploit, tant il était à usage interne. Mais la musique — de celles qui font les scies à la mode — est simple et jolle. « Rassemblonmous. Moi, je le veux ! » Autrement dit, le diviseur, c'est l'autre. « La structure d'appareil risque de prendre le pas sur la volonté de plurolisme. » Autrement dit, le sectaire, c'est l'autre. « Il faut écouter la différence. Sinon, si l'on est impatient, férence. Sinon, si l'on est impatient, irrité, aigri, bientôt on n'entendra plus que le stience » : cela se com-prend tout seul.

L'affaire, d'une haute tenue politique, peut se résumer en deux
plurases. M. Jospin reprochait à son
numéro deux de ne pas accomplir
son travail, qui consiste à assister le
numéro un, et même de se comporter à l'inverse. M. Poperen dit en
substance : si l'on m'en veut, c'est
qu'il doit y avoir quelque part un
désaccord politique et « il serait
temps qu'on le sache». C'est ce que
l'on appelle un faux débat ou encore
un dialogue de sourds. Il y avait là,
pour un socialiste normalement
constitué, de quoi se régaler. Le
congrès, en pleine digestion, s'est
soudainement senti de l'appétit.
M. Poperen a donc fait un tabac.

sondainement senti de l'appétit.

M. Poperen a donc fait un tabac.
Les rocardiens « se sont fait mal
aux maius », selon l'expression utilisée par l'un d'entre eux, à sontenir la
ciaque des poperénistes, à laquelle
se sont joints de grand cœur les
fidèles de M. Fabius et ceux de
M. Chevènement. M. Rocard dissimulait un pieux sourire derrière ses
mains jointes. M. Chevènement
était hilare, et M. Fabius avait du
mal à se retenir. M. Hernu se tenait
les côtes. Non pas par sympathie
pour M. Poperen, qu'il déteste
d'ordinaire, mais parce qu'il déteste reisant et recitait à ses vossins, avec délectation, une déclaration de son ememi intime publiée par l'édition Rhône-Alpes du Monde : « Dés 1961, Herms avait intercédé pour faire adhérer Mitterrand au PSU. Nous avons refusé, Nous voulions un parti neuf. >

A la tribune, M. Jospin offrait ann délégués – lèvres pincées, pom-mettres rougies par l'irritation conte-nue – son manvais visage des jours

les plus désastreux. M. Bérégovoy, impénétrable mais fort embarrassé qu'on le soupçonne d'attendre la mort du cygne pour se parer des plumes de numéro deux du parti, confiait tout de même, réaliste mais cruel : « Les minoritaires quand ils cruel: « Les minoritaires, quand ils se préparent à le devenir, ont tou-jours du succès. »

Merci M. Poperen ! Jusqu'à sa prise de parole, dont la scule annonce avait fait courir un frisson de plaisir dans l'assistance, le congrès avait été sinistre. La syn-thèse entre les courants était réalisée depuis longtemps: les congressistes l'ont entérinée presque à la sauvette, à l'unanimité moins quatre abstentions. La direction, pourtant contestée, a obtenu son quitus à l'unanimité moins une abstention.

« L'an prochain nous gagnerous! >

M. Joxe, président du groupe de l'Assemblée nationale, a bien essayé d'avancer l'idée selon laquelle le Parti socialiste, à un an de l'élection Parti socialiste, à un an de l'élection présidentielle, serait en panne de réflexion sur des sujets aussi importants que la défense et l'éducation nationale. Mais il s'y est pris avec tant de subtilité qu'on n'y a guère prêté attention. Il est vrai qu'il s'agissait, en la matière, d'un grand classique du genre : le groupe parlementaire travaille et le parti s'endort : quand ce n'est pas cela. s'endort; quand ce n'est pas cela, c'est l'inverse. M. Joxe s'est donc contenté d'affirmer, après avoir sug-géré le contraire, qu'il « n'y a pas de

discordance entre le parti et le

de France ont eu chaud au cœur.

Le 28 mars, toutes les Grands-Mères

Les cafés GRAND'MÈRE souhaitent

Nous croyons en un mécénat généreux,

remercier tous ceux qui ont fait de la première

fête des Grands-Mères un événement familial

concret et proche de notre vie quotidienne.

et contribué ainsi au succès de notre idée.

groupe parlementaire ». Ce type d'exercice, extrêmement délicat, ne soulève jamais l'enthousiasme.

soulève jamais l'enthousiasme.

Après quoi, M. Fabius, qui avait choisi une entrée type retour du consul à Rome, est passé presque inaperça, pas un applaudissement tout au long du parcours, pourtant effectué à pas lents, qui l'a conduit du fond de la salle jusqu'à la tribune. Dix minutes plus tard, M. Rocard a réussi avec brio une entrée aussi peu remarquée que la précédente. Il a eu la sagesse d'aller s'asseoir à toute vitesse parmi ses camarades de la fédération des Yvelines. Au même moment, l'un de ses amis, M. Umberto Battist, ancien député rocardien, s'efforçait, depuis la tribune, de sensibiliser la foule au danger de la fusion entre M. Manroy et M. Jospin, de la constitution roy et M. Jospin, de la constitution d'un « bloc majoritaire » de nature, si l'on N'y prend garde, à rejeter les

si l'on N'y prend garde, à rejeter les autres « sur les marges ». En vain.

L'heure du déjeuner approchait. On entendait vaguement dans le brouhains des conversations de couloir un orateur affirmeer que « le PS ne peut gagner qu'à gauche », un autre exiger que le Parti socialiste « branche le turbo pour franchir en tête la ligne d'arrivée en 1988 », et une toute jeune femme se demander pourquei « les jeunes socialistes sont obligés, pour se battre contre paures, de le faire en dehors du parti ».

l'heure de la sieste. M. Rocard a tenté d'ébrouer les délégués en sommeil. Il y est parvenn modestement lorsqu'il a évoqué M. Mitterrand,

M. Badinter, M. Pierre Albertini (qui a refusé de témoigner contre les Noirs en Afrique du Sond) et, à un autre titre bien sûr, le général Pinochet. Sur le ton d'un professeur de socialisme — autour des thèmes de la solidarité, du partage du savoir, de l'appanyrissement de la démocratie, — il a développé un discours sans surprise et sans aspérité, présidentiel sans le dire.

M. Fabius, tête penchée, l'écoutait avec un demi-sourire, M. Jospin tirait sur son cigarillo. Attentif, M. Bérégovoy applaudissait quand il fallait. M. Chevènement mettait la dernière main à son discours.

La péroraison de M. Rocard a été

La péroraison de M. Rocard a été longuement applaudie. Nous ne revendiquons pas le monopole du cœur. Notre combat c'est celui de l'intelligence du cœur. Et c'est pour cela que l'an prochain nous gagne-rons! - « Nous gagnerons! » : MM. Fabius et Chevenement n'ont pas bronché. Sans doute n'avaient-ils rien entendu.

ils rien entendu.

Moins applaudi que M. Rocard
au terme de son discours — «Pour
rassembler il faut d'abord exister»,
— M. Chevènement l'a été sensiblement plus au fil de son intervention.
Il a dit ce qu'il fallait pour cela :
dénonciation de M. Barre et de son
« économisme », affirmation que les
aocialistes se distingent de la «économisme», affirmation que les socialistes se distinguent de la droite, mise en garde contre « l'aiternance molle », appel à « l'union des forces populaires ».

M. Mauroy a l'habitude des succès de tribune. Vendredi, il a sans doute été déçu. Son analyse balancée du comportement des socialistes lors de la prochaine élec-

balancee du comportement des socialistes lors de la prochaine élec-tion présidentielle (ils sont pour M. Mitterrand ou, à défaut, pour M. Rocard) a recueilli l'approbation raisonnée du public. La mèche en bataille, les bras dressés en arc de cercle comme pour étreindre un bon millier de délégués à la fois, il a tout de même remué l'assistance en de meme remus l'assistance en revendiquant son comportement «idéologique» à Matignon, en exigeant la renationalisation de TF 1 et, surtout, en saluant la présence dans la salle de la famille de Malik Oussekine. Renseignement pris, elle n'était pas là.

n'était pas là.

C'est alors que M. Poperen a pris la perole. Les suivants de la liste, dont M. Mermaz, ont pâti de son talent. M. Poperen avait abandonné à ses successeurs un congrès en état de choc. Nul n'avait plus la moindre chance d'être entendu, M. Mermaz pas plus qu'un autre, bien qu'il ait appelé ses amis à se défier des centraites et des «combinaison meurrièlères et contre noture», qu'il ait trières et contre nature, qu'il ait situé M. Barre encore « plus à droite que M. Chirac» et qu'il ait souhaité que le PS « prenne sans tarder l'initiative d'un immense rassemblement populaire pour la défense de la Sécurité sociale ».



A Maubeuge, l'angoisse...

MAUBEUGE

Encore quelques efforts et le bassin de la Sambre sera devenu un désert. Un laboratoire social, un désert. Un laboratoire social, où l'on pourra mesurer les réactions d'une région lorsque la crise elle-même repart. « Nous enterrons une entreprise en moyenne par semaine »: les Maubeugeois préférent exagérer. Le bassin a été classé « pôle de conversion » en 1984, lorsque la sidérurgie avait déjà pratiquement disperu. De 16 % le taux de chômage doit passer à 19 % d'ici à la fin de l'année.

porteur, les socialistes pourraient être perclus d'états d'âme, abattus ou revenus de tout, d'autant qu'ils ne tiennent aucone « capitale » des environs et qu'ils ne forment qu'un batal-ion limité (115 adhérents à Mauion limité (115 adhérents à Mau-beuge, 300 sur le bassin). En général, il n'en est rien, ou pres-que. Las électaurs n'ont « pas été très sévères » avec le PS en mars 1986, puisqu'ils l'ont placé pour la première fois devant le PC. « Ils ont compris que nous avions tout fait pour aménager le casse. » Et puis ces socialistes isolés aux confins du Nord ont conscience qu'ils sont les bion-

conscience qu'ils sont les pion-niers d'une expérimentation dans Le congrès de Liëe ne devait pes manquer de mettre en scène l'une des propositions du parti: l'instauration d'un «ravenu mini-mum social garanti», lci, on en est déjà à se demander ce qu'il faudra prévoir su-delà, pour occuper les bénéficiaires de cette aide et éviter leur merginalisa-tion. Les militants de la région de

tion. Les militants de la région de Maubeuge, s'ils n'ont que « peu de goût pour « carter » les sympethisants », s'ils oublient à l'occasion de relancer un adhérent qui a déménagé, s'ils ont été eux aussi atteints par la « résignation face au chômage », agitent toutes sortes de questions. tent toutes sortes de questions.

Les clivages de courants sont bien reconneissables. Les rocardiens, conduits par l'ancien député Umberto Battist, vicaprésident du conseil régional et forte tête, tiennent les environs de Maubeuge mais restent minoritaires. Pierre Bérégovoy, paractuté en 1977 maigré l'opposition du cacique Pierre Forest, maire sortent, a gardé des partisans, dont le conseiller général Alain Carpentier.

Mais, en ce week-end du

Mais, en ce week-end du congrès national, une partie du PS maubaugacis est gagnée par le trouble. La cause en est une expérience de création d'entre-prise où l'ancien instituteur PSU Umberto Battist s'est beaucoup investi et dont l'échec risque de se retourner contre ses promo-teurs, accusés à l'extérieur du perti d'avoir joué les apprentis

Dens une région où les ferme-Dens une region ou tes terme-tures se succèdent à bonne cadence, le dépôt de bilan, le 17 mars, de l'entreprise Coupes de France aurait pu s'inscrire dans le fatalité des choses. Meis cette usine de fabrication de trocette usare de Harmadium con phées aportifs avait été inaugu-née par le ministre du travail socialiste Michel Delebarre en octobre 1985. Elle a été financée

en grande partie sur aldes publi-ques et visitées à l'automne per M. Michel Rocard (le Monde, daté 26-27 octobre 1986). Instailée sur le site Cockerill à Hau

techniques et des erreurs de ges-tion » ? Comme plaide M. Battist qui resta optimiste sur la pour-suite de la production. Des mai-ventations ? La sous-préfecture ne s'est pas privée de faire savoir rum M. Ringrane aupait à passin

conseiller municipal.

Après un appel de jeunes chô-meurs mis à la porte per leurs parents, plusieurs militants socialistes ont monté, en 1985, meurs. La question - ang ser cette décroissance de manière intelligente. La marge de manceuvre du politique se situe là et pas sillours.



(A SUIVRE)

de notre envoyée spéciale

mont, dirigée per un industriel non-membre du PS, M. Patrice Ringrave, elle a repris deux cent querante ouvriers licenciés, y compris des délégués CGT que nui ne se battait pour embau-Y s-t-il eu « des difficultés

des comptes sur l'utilisation des subventions. « C'est atroce, nous avions été les seuls à nous investir dans une solution de remplacement. » Le secrétaire de la section d'Haumont, Noël de Cian, désespère : 20 % de chô-meurs dans une ville où seuls les immigrés resterit, un score de 18 % pour le Front national dans

L'emprise de l'extrême droite

lepéniste inquiète M. Battist. « L'amoindrissement du militan-tisme du PC dans les quartiers populaires a profité au Front national. Dans le Nord, le PS n'a pas su combler ce vide. » A Mau-bauge, les socialistes ont au moins récupéré un quartier de « 620 boîtes aux lettres », mais per l'intermédieire d'une associa-tion syndicale du cadre de vie. « Le perti n'est plus un lieu d'information naturel. L'action vient d'ailleurs », constats un

une Association des chômeurs non indemnisés en difficulté (ACID). « Nous étions contre les petits boulots, et ce sont les mili-tants socialistes qui ont comtants socialistes qui ont com-mencé à les organiser, avant même que Seguin eit lancé l'idée. Nous devenons mainte-nant des partenaires du ministère dans la mise en place des asso-ciations intermédiaires. Quelles limites nous imposons-nous? » Secrétaire socialiste de la cir-conscription. Christian Lamoine conscription, Christian Lemoine est président de l'ACID. Soutenue per des syndicalistes et des nue per des synocasses et des entrepreneurs, subventionnée per sept mairies prosociasites, deux communistes et une de droite, l'association e fourni l'an demier trois mille heures de travall réparties entre soixante chôn'entraîne qu'une mottié de réponse : « Toutes les mauvaises solutions ont tout de même été mises en place par les socialistes >, remarque M. Battist. « L'avenir est à la récession, il faut avoir le courage de le dire. Ce n'est pas gal, mais pas forcé-ment dramatique. Il faut maîtri-

CORINE LESNES.

Politique

Le congrès du Parti socialiste à Lille

Interpellé publiquement par M. Poperen, M. Jospin a refusé de grossir l'« affaire». Le premier secrétaire du PS a proposé à son ancien numéro deux le poste de secrétaire national aux relations extérieures. M. Poperen n'a pas dit s'il accep-

tait. La plupart des autres intervenants out souligné la nécessité de marquer l'ancrage à ganche du PS. En revanche, personne n'a pris l'initiative de lancer un appel à la candidature de M. Mitterrand pour la prochaine échéance présidentielle, à l'exception de

M. Mauroy, qui l'a fait, toutefois, en douceur : l'ancien premier ministre s'est prononcé implicitement en faveur de M. Rocard au cas où le président de la République ne solliciterait pas un nouveau mandat.

M. Rocard : « La tortue est un vieil animal qui n'a décidément rien appris »

Michel Rocard commence son intervention en soulignant que les socialistes sont «rassemblés, très conscients, déterminés». Pour lui, leur unité «est faite de l'addition de nos sensibilités, de nos histoires, de nos expériences, et non de la soustraction de nos différences». Il explique que cela «exclut tout risque d'OPA sur un parti comme le nôtre. Un parti qui a le courage d'organiser la diversité en courants, mais n'est pas et ne sera jamais la propriété de quiconque, »

Le député des Yvelines demande ensuite que soient élaborées « des propositions frappées au coin de ce qui fait notre identité de socialistes : l'alliage du réel et de l'espérance ». S'il se réjouit qu'il y ait « un très large consensus national au sujet des institutions et de la politique étrangère », il ajoute que cet acquis, « la France le doit à François Mitterrand ». Mais il souligne : « Dans ce consensus, il ne faudrait pas que s'estompe la réalité qui fait qu'il y a la droite et la gauche (...) et qu'il existe entre elles une différence fondamentale. » Il insiste : « Autant je suis un adversaire de la guerre civile froide (...), autant je reste convaincu que nous n'avons pas la même vision que la droite de la vie en société, de la place des hommes et des femmes, de l'organisation sociale, du rôle de l'Etat au regard des grandes évolutions qui traversant la société civile. Cette querelle n'a rien de médiocre ni rien non plus de subalterne. » Aussi, pour lui, ce serait « une erreur » pour le socialisme que de « mettre son drapeau dans sa poche et ne plus aborder que la compétence de ses gestionnaires ».

M. Rocard accuse ensuite « les conservateurs qui se disent libéraux » de ne pas garantir la liberté économique et ajoute que « la liberté exige des règles justes », aiors que « dans l'ordre économique tel que l'entend le capitalisme, même civilisé, ces règles n'existent pas », bien qu'elles « n'entravent pas plus la liberté économique que le code de la route n'entrave la liberté pour chacun d'aller où il veut ».

Après avoir critiqué les mesure économiques prises par le gouverne-ment de M. Chirac, qui bénéficient « au patrimoine, à l'usage privé, et ment productif », l'ancien ministre de l'agriculture met en cause M. Raymond Barre qui a repris à son compte la formule de M. Guizot: «Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne. » Il rappelle que cette formule a été prononcée « sous la Restauration », alors que, du fait du suffrage censitaire et de la baisse de leurs revenns, « artisans et ouvriers étaient de plus en plus nombreux à se trouver exclus du suffrage ». M. Rocard en conclut: Vos voyez, d'un siècle à l'autre, la droite ne change guère, ni dans ses raisonnements ni dans ses attitudes. Ah! M. Barre, que vous vous êtes



Notre deuxième jour est consacré à l'ambiance. Les pubs fleurant ban le bois patiné, le cuir et la bière brune. Les hôtels au, le soir, nous dinans et dansons vêtus comme des princes. La rencontre avec les Jessiois si accueillants, fait de cette journée de contact une journée chaleureuse.

JERSEY
Pille Fleur

(A SUIVRE)

Michel Rocard commence son bien démasqué. Comme quoi la torntervention en soulignant que les tue est bien un vieil animal qui n'a poialistes sont «rassemblés, très rien oublié ni décidément rien conscients, déterminés». Pour lui, appris.»

Abordant le dossier de l'emploi, M. Rocard affirme qu'il n'y a pas de « remède miracle pour vaincre ce fléau social qu'est le chômage. Pour autant, dit-il, la lucidité ne saurait, en aucun cas, justifier la résignation». Pour mettre en place l'ensemble des moyens de lutte qu'il propose, il explique qu'il faut que « les salariés et les entreprises y trouvent leur compte» et qu'émerge « un nouveau contrat salarial ». Il ajoute qu'il fant assurer à ceux que le chômage frappe « en en sachant le coût, qu'ils me seront pas abandonnés sur le bord du chemin».

Après avoir insisté sur l'importance de la politique éducative, le député des Yvelines rappelle : « Nous sommes à la merci de mages comme ceux de Tchernobyl. A cela, aucune dissussion ne peut rien. Seule une prise de conscience collective peut mettre le monde en mesure de réagir. Avant qu'il ne soit trop tard. »

Evoquant la défense des droits de l'homme, il donne en exemple l'action de MM. Mitterra det Fabins et dit que M. Pierre Albertini est « l'ambassadeur en Afrique du Sud de la conscience, du courage et de la solidarité ».

M. Rocard conclut son intervention en déclarant : « Il nous reste un an pour convaincre les Français que la France a besoin du socialisme démocratique (...). Nous n'emporterons la conviction que si nous tenons le langage de la vérité en toutes circonstances, sans souci de plaire ni de déplaire, sans masquer la gravité des problèmes qui nous attendent, l'ampleur des efforts et parfois des sacrifices nécessaires. » Son dernier mot : « Nous gagnerons. »

Sous une forme en quelque

sorte paroxystique, l'éclat de M. Poperen a illustré le domi-

e plus à gauche que moi, tu

meurs ». Classique dans tout

congrès socialiste, le syndrome a

pris cette fois une forme assez

virulente, comme pour exorciser

les « défaillances » de l'ancrage,

dans un environnement qui

pousse les socialistes plus vers le

centre que vers une gauche

dans la salle, a été vertement cri-

tiqué par certains, plus genti-

ment par d'autres. Il a, en tout

cas, servi de tête de Turc, après

son souhait d'un « armistice

idéologique s. Plusieurs prateurs,

notamment MM. Chevenement,

Joxe, Laignel, ont insisté sur la

nécessité d'un projet qui identifie clairement les choix politiques du

PS. M. Rocard, à sa manière,

s'est tout à fait situé dans cette

mouvance « de gauche ». D'autres, dont M. Mauroy,

M. Poperen, Mme Roudy ou

M. Mermaz, ont exprime un sou-

hait du même ordre, en insistant

pour que le PS n'ait pes la tenta-

tion, dans son discours et sa pra-

tique militante, de faire abstrac-

tion des situations de pauvreté,

de marginalisation, nées de la

Restait l'élection présiden-

tielle qui, pour l'essentiel, borne

l'horizon. Sur ce point, M. Mitter-

rand peut être assez content de

cette première journée de

congrès : les socialistes n'ent pas fait de bêtise. Ils n'ent pas

défilé à la tribune pour l'exhorter

à être leur super-candidat en

paraît de mieux en mieux ajusté sur la marmita des ambitions de

la petite troupe des « présidentiables » du PS.

6 AVRIL

J.-P. COURTIAL

27 AVRIL

N. DINCBUDAK

25 MAI

1988, et le couvercle socia

M. Jacques Delors, présent

M. Mauroy: « Laboureur dans son sillon »

M. Pierre Mauroy insiste d'abord sur les conséquences de la synthèse opérée entre les différents courants du parti. Pour lui, il est interdit « d'opposer je ne sals quelle modernité en elle-même à ce qui fonde l'originalité de notre démarche socialiste », le PS doit être « le parti de la transformation sociale ». tout en ayant « une claire conscience des réalités ». Il se résume : « Ni révolutionnaire en chambre ni socialiste

Evoquant la désignation du candi-

dat du parti pour la prochaine élection présidentielle, l'ancien premier
ministre explique que la synthèse
interdit que ce choix preme « des
allures de western ». Constatant
qu'« une quasi-majorité de Français
souhaite que François Mitterrand
brigue un second mandat », il
demande : « Dans ces conditions,
comment puis-je éviter de dire que
François Mitterrand m'apparat;
comme étant notre candidat naturel ? » Mais il recomnaît que la décision appartient « à lui-même et à lui
seul ». Il ajoute : « Si, pour des raisons personnelles, François Mitterrand décidait de ne pas se représenter, nous devrions conserver cette
référence à la notion de candidat le
mieux placé. Ne nous leurrons pas ;
lorsque nous connaîtrons la réponse
du président de la République, il ne
sera sans doute plus temps de nous
lancer dans je ne sais quelle compé-

tition interne, dans je ne sais quelle primaire. Puisque la synthèse est faite, nous sommes unandmes; puisque nous voulons construire ensemble le méme avenir, nous devrions pouvoir nous rassembler sans difficulté derrière celui des nôtres qui apparaîtra comme le mieux placé. Et vous savez bien qu'il ne sera guère difficile de le distinguer. A l'unantmité toujours, je le souhaite ».

Abordant le programme des socialistes, le maire de Lille souligne la nécessité de « l'utopie » et du « rève » : « Tout laboureur dans son sillon doit lever les yeux pour interroger l'horizon. »

M. Mauroy fixe un objectif au PS: attendre 40 % des suffrages. Cela implique notamment que « nous récupérions systématiquement les terrains laissés en jachère par un Parti communiste en difficulté » et nécessite une « autorité politique du premier secrétaire et de la direction du PS ». « Il importe que l'équilibre du pouvoir se situe au centre du parti et non sur ses marges ». Il regrette aussi que le PS ne soit pas « suffisamment représentatif des forces sociales que nous entendons mettre en mouvement ». Il trouve « grave » que les employés, les ouvriers, la masse des salariés « ne soient pas davantage associés à la direction de notre parti ».

M. Chevènement : «La gauche n'a jamais gagné sans idées»

M. Jean-Pierre Chevènement critique vivement M. Raymond Barre et invite les socialistes à « montrer de la cohérence » devant son projet « conservateur » et à lui opposet, point par point, leur propre projet. Il affirme que « la logique du barrisme est l'évolution économique à l'anglaise » et remarque qu'il est « inutile d'attendre notre victoire des (...) divisions de la droite », car

Les rocardiens ont tout lieu

d'être satisfaits de la façon dont

tournent les choses. ils crai-

gnaient que M. Mauroy ne fit

ovationner par le congrès l'idée

d'une candidature Mitterrand, ce

qu'ils auraient considéré comme

une « agression ». Ils envisa-

geaient même, en cas de déra-

page trop important, que leur chef de file n'assiste pas à la

⊈ grand-messe » finale, diman-

une petite entaille au contrat, en

faignant de demander : « Puis-je

éviter de dire que François Mit-

candidat natural ? > Mais cetta

incursion en terrain interdit a été

jugée mineure et M. Mauroy n'a

pas cherché à faire jailfir de leurs

bancs les milliers de congres-

sistes pour faire acclamer le pré-

En outre, l'ancien premier

tes conservent leur « una-

lés, qu'au cas où M. Mitterrand

ne sa représenterait pas, les

nimité » pour désigner le candi-

dat le « mieux placé ». M. Mau-

roy n'a pas cité le nom de

M. Rocard, mais il est évident

que c'est bien à l'ancien ministre

de l'agriculture qu'il faisait allu-

M. Mauroy, celui qui est

aujourd'hui le candidat le « mieux

placé » ne le sera peut-être pas

automatiquement dans un an,

meis les rocardiens s'en tiennent

satisfaire du fait que, tout en frô-

lant l'incident, M. Mauroy ait

intronisé leur champion comme

le candidat potentiel de tout le

JEAN-LOUIS ANDRÉANL

Sociologie des sciences, sociologie de l'innovation

et de l'information scientifique.

Industrie de l'information

et filière informationnelle.

Economie informationnelle.

SCIENCES SOCIALES DE L'INFORMATION (3 conférences)

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

54, boulevard Raspail, PARIS-6 - Salle 4 - 13 h 45/15 h 45

Certes, dans l'esprit de

évidemment à la lettre du discours du maire de Lille pour se

sident de la République.

La maire de Lille, certes, a fait

Les rocardiens soulagés

«Raymond Barre ne travaille pas pour la gauche». C'est pourquoi l'ancien ministre

de l'éducation nationale invite avec vigueur le PS à affirmer son exis-tence et à ne pas accepter l'idée que « le projet et la stratégie du parti ne seraient pas de la compétence du parti ». Pour lui, le PS doit moutrer qu'il n'est pas devenu « un simple comité électoral, une sorte de parti démocrate à l'américaine réduit à jeter des confettis sous les pas de son candidat ». Il observe qu'un candidet socialiste, quel qu'il soit, aura « besoin d'une dynamique » et que « François Mitterrand lui-même a besoin d'un parti digne de ce nom ». «Si nous avons changé, lance à plusieurs reprises M. Chevèn « c'est pour rester fidèles à nousmêmes ». Il importe que le PS ne se cantonne pas au « terrain de la gestion », mais invente « une culture de gouvernement qui soit aussi une culture de projets ». Un projet dont la résorption du chômage serait « le cœur ». « La gauche, souligne-t-il, n'a jamais gogné sans idées (...). Croyez-vous qu'on puisse créer un raz de marée avec comme seul slogan: « pas de vagues » ? Il demande qu'un document prioritaire à un tel projet soit « rapidement » mis à la

disposition du parti. Pour le maire de Belfort, c'est du contenu du projet du PS que dépendra le fait qu'il n'y aurait après 1988 « ni dérive centriste ni résurrection de la troisième force ». Dans la perspective de l'élection présidentielle, il ajoute : « Croit-on vraiment qu'il soit possible de mobiliser notre électorat (...) si nous n'offrons pas la perspective d'une véritable politique de progrès? A quoi bon lutter, à quoi bon voter, à quoi bon militer si, pour l'essentiel, il suffit de suivre le courant, de surfer sur la vague. Cette alternance molle par défaut où l'objectif n'est pas de prouver que nous sommes meilleurs, mais simplement d'accréditer l'idée que les autres sont pires, c'est la garantie de la victoire de la droite, parce que c'est l'assurance de la démobili-

sation de la gauche. »

A propos de l'armistice idéologique » suggéré par M. Delors, il affirme : « Ce n'est pas le sens de aune cohérence, mais ce n'est pas la nôtre. » Toutesois, M. Chevènement ajoute : « A tout pécheur miséri-

etrae.»

Le RPR: Le PS retourne à la IV® République. — Le Parti socialiste « est en train de devenir le parti-type de la IV® République », a estimé le vendredi 3 avril M. Frank Borotra « Ce qui domine ce parti, selon le porte-parole RPR, c'est la volonté de paraître uni, de peraître fort, de paraître prêt. Derrière ce parti important et incontournable de la vie publique, il y a une stratégie pour rassembler un maximum de gens quitte, à y perdre son identité et à se positionner au centre de la vie politique. » D'une manière générale, a ajouté M. Borotra, « est en train de se réinstaller dans notre pays l'esprit de la IV® ».

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Mitterrand conforte le point de vue des dirigeants indépendantistes

Les trois présidents indépendantistes des régions de Nouvelle-Calédonie contrôlées par le FLNKS, MM. Jean-Marie Tjimou (Nord), Léopold Jorédié (Centre) et Yeiwéné Yeiwéné (iles Loyanté), ne cachaient pas leur extime satisfaction, le vendredi 3 avril, au terme de leur entrevue, à l'Elysée, avec le président de la République.

«M. Mitterrand a très clairement affirmé sa solidarité avec le peuple canaque, sonliguait M. Tjibaou. Il a répété que le droit inné et actif du peuple canaque à l'indépendance ne pouvait être bafoné unilatéralement et il nous a même aidés en recommissant hismème qu'en l'état actuel des projets du gouvernement, il nous était difficile de participer au référendum prévu par M. Pous. C'est bou pour nous, ajoutait le président du FLNKS, c'est un réconfort certain, c'est un soutien de poids même si l'on ne voit pes ce que M. Mitterrand peut faire dans l'immédiat.»

A l'Elysée on indiquait simplement, de façon efficielle, que le président de la République avait réaffirmé qu'à son avis la consultation référendaire envisagée l'été prochaîn par le gouvernement « ne règle pas la question posée en Nouvelle-Calédonie » et qu'il avait assuré ses interlocuteurs — avec lesquels il s'est entreteun pendant près d'une heure — de son souci de voir, dans ce territoire, « le droit éponser la justice ».

An cours de cette conversation très amicale, M. Mitterrand s'est déclaré extrêmement préoccupé de la dégradation de l'image internationale de la France à cause de la situation en Nouvelle-Calédonie et de sea répercussions à l'ONU. Pariant à nouveau de « situation coloniale », il a donné, une fois de plus, sa caution morale et politique au point de vue des dirigeauts du FLNKS, dont la cause, à ses yeux, procède avant tout d'un combat pour le respect des droits de l'homme en Nouvelle-Calédonie, il a fait deux références an passé en assimilant la situation des Canaques à celle des lindonésiens face aux colonisateurs hollandais.

M. Mitterrand a également posé à MM. Tjibaou, Jorédié et Yeiwéné beaucoup de questions sur le rôle et le comportement des troupes militaires qui contrôlent les tribus canaques. Et M. Tjibaou relevait que, pour la première fois en sa présence, le chef de l'Etat avait évoqué, à ce sujet, le passé algérien de l'armée française.

Un rapport met en cause le rôle de l'armée

L'Elysée a, en effet, trouvé de nouvelles raisons d'inquiétudes dans le compte rendu d'une récente mis-sion envoyée dans le territoire par la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Le député socialiste du Calvados qui en faisait partie, M. André Ledran, a établi un rapport insistant sur l'objectif politique du dispositif militaire déployé en Nouvelle-Calédonie depuis un an. Sous préiexte de rassurer les populations et de protéger contre les prétendues violences du FLNKS, écrit-il, l'armée s'efforce avec persé-vérance, continuité et opiniatresé, mais en excluant toute action de force, d'imposer sa présence aux tribus, par l'intermédiaire des petits et des grands chefs qui se laissent convaincre, ce qui n'est pas encore le cas partout. Pour justifier cette mission, en dehors de tout cadre juridique, les autorités civiles s'appuient sur la tradition de présence de l'armée dans les territoires d'outre-mer. L'armée s'efforce de se rendre utile et elle affirme par lè-mème compenser les insuffisances de l'action des élus qu'elle présente comme plus soucieux de préoccupations politiques que de travail dans l'intérêt des populations. Or, ces structures étant le plus souvent tenues par le FLNKS, cela aboutit à jeter le discrédif sur celui-ci. »

M. Ledran, dont c'était la pre-mière visite en Nouvelle-Calédonie, ajoute : « Cette recherche de contact et ce discrédit insidieux jeté sur les structures administratives sont de façon claire conduits dans le cadre de la préparation de l'opinion au référendum. Il ne s'agit pas, à l'évi-dence, de créer les conditions d'une libre consultation de la population. Il s'agit, d'une part, d'impressionner la population et de faire en sorte que la seule réponse au référendum soit celle qui est attendue par le gouvernement. Ainsi, tout ce qui pourrait aller dans un autre sens n'est pas la légitime expression d'avis différents dans un déba démocratique mais devient « subversion » (le mot a été prononcé). Les subversifs sont par excellence des enseignants, tous classés sous l'appellation « Ligue communiste révolutionnaire », qu'il faut « sur-veiller de près » (...). Il semble dans les intentions du gouvernement de renforcer encore la présence des forces de l'ordre par l'envoi de nombreux escadrons de gendarmerie – une trentaine – dans le cadre de la une trentaine - dans le caure ue un préparation du référendum. S'il en était ainsi, il est évident que ne seraient pas remplies les conditions d'une libre expression des popula-tions : cela renforce notre conviction sur l'inopportunité de ce référendum, d'autant que rien ne peut garantir qu'il n'y aura pas de part

Ce député conclut : « L'armée est utilisée dans des missions à caractère éminemment politique, ce qui n'est pas son rôle. A l'évidence, les conditions ne sont pas encore remplies pour une consultation libre et sereine de la population. »

De toute évidence, le constat fait sur place par M. Ledran, qui est platôt réputé pour a modération, a
impressionné le chef de l'Etat. En
privé, le député du Calvados, qui n'a
pas oublié l'époque où il était luimême enseignant en Algérie, se dit
encore plus inquiet que dans son
rapport : « J'ai retrouré lu-bas la
même croyance illusoire qu'il suffit
de mettre l'armée en place pour que
tous les problèmes soient résolus.
J'ai vu là-bas les mêmes choser
qu'en Algérie. »

M. Mitterrand sait également que le calme qui règne dans le territoire n'est qu'apparent. En témoignent les rapports confidentiels de la gendamerie qui recensent les incidents survenus ces derniers temps entre les militaires qui « nomadisent » et les Canaques. Entre le le janvier et le 22 mars, vingt et un incidents se sont ainsi produits, qui auraient pu tout aussi bien, dans un contexte différent, dégénérer.

Cela explique que le ministre de le défense, M. André Girand, ne soit pas le moins réservé des membres du gouvernement inquiets des conséquences que pourrait avoir le prochain référendum, considéré par les dirigeants du FLNKS comme « sne simple consultation domestique », selon une expression de M. Yeiwené.

« Je verrai ce que je peux faire, a dit M. Mitterrand à ses trois hêtes, mais c'est un dossier difficile, car la Nouvelle-Calédonie est la seule colonie de peuplement de la

Il semble que, dans l'immédiat, le président de la République ait décidé de ne pas chercher à pousser le gouvernement à différer son projet de référendum. Comment le pourrait-Il, d'ailleurs? Selon son entourage, le processus parlementaire engagé « ne le concerne pas ». Il n'est plus question, dans l'immé-diat, d'une éventuelle saisine du Conseil constitutionnel par ses propres soins. En février dernier. les seillers du chef de l'Etat estimaient possible de faire grief à la majorité de ne pas respecter la loi du 17 juillet 1986, selon laquelle le gou-vernement s'était engagé à soumettre à la population du territoire, en préalable au référendum, les «éléments essentiels » du futur statut de la Nouvelle-Calédonie en cas de refus de l'indépendance. Cette idée paraît abandonnée.

En revanche, M. Mitterrand demeure déterminé à mener un combat pied à pied avec le gouvernement, jusqu'à l'élection présidentielle de 1988, dès lors que le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, devra gérer les lendemains d'un scrutin qui risque, si la plupart des Canaques n'y participent pas, d'aggraver les civages locaux. « Cela va durer un an », a déclaré, sibyllin, le président de la République. Le « cactus » calédonien n'a donc pes fini d'empoisonner la « cohabitation » ...

ALAIN ROLLAT.

· Nord : création d'une « coordination départementale des rénovateurs » du PCF. — Au cours d'une réunion, le lundi 30 mars, à Litle, une bonne vingtains de membres du PCF ont créé une « coordination . départementale des rénovateurs communistes ». Elle rassemble des élus locaux, des syndicaet même des membres des instanc fédérales comme M. André Colin. secrétaire fédéral, adjoint au maire de Lille, et M. Jean-Luc Dellacherie, ancien membre du bureau fédéral et ancien responsable départemental du parti pour l'automobile. Les « rénovateurs > nordistes regrettent l'attitude de leur fédération qui « oppose des mesures administratives à leur Le prince

Incul

微· 水色编

The property of the property

2:

120

Strain and

the state of

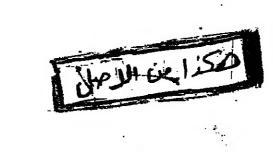
福斯克克 医三氯

To the second se

Participal di la constitución de la constitución de

Control (Control (Con

RSEY Fleur



de laçan officielle, que la constituelle que la constitue de la son per la constitue Andrews of the government of the Colidanic - et qu'il arait me and a s'est entretenu pentan de vote, dens ce territoire, ike

Ce député concur : L'ang. wellinee dans der mission in APPL BRUNKMINGS ... SAN RE Mass pas ton the Charm. Sens from one or historia pareces de la populario De usuto evictore a many was place you by the county est repute out, a mountain engenteement in and on the product of strong out a case to ment applied to the second of the second of

micros plan Belleville of Anna Control of the STREET SEE SEE TO THE THE THE THE THE Fair was Service to retract to gle www.d.genters. M. Matterman, vin ega mit. Maritime to the contraction PRODUCT CONTRACTOR OF COLUMN THE WAY OF LAND ON UP AND parter ar and and the terms of

競技ないできる。 + 5 mileto Carriegate la transferate Marie 10 41 Constitution of the constitution o Mental of the state of the Color of the C The state of the s

M. M. Origen and The Control of the Committee and the second A STATE OF THE STA The second second second second

- 1975 A The state of the second of the state of the state Mar grant is seen

> Market des EKYS! The same of the sa SHEET SALES Se same of a

inte le point de in adependantistes

Atomelle-Calédonie

Des multiples procès suscités par le film *Que la vérité est amère*, réa-lisé par M. Claude Bel et consacré à l'affaire Jean Moulin, le plus attendu était bien assurément celui dans lequel se trouve inculpé de complicité de diffamation Me Jacques Vergès lui-même. Attente

> spectaculairement peu après, Le motif de cette attitude? La demande du renvoi de l'affaire parce que M. Bal, prévenn avec lui en qualité d'auteur principal, est aujourd'hui gravement malade et anjourd nui gravement, maiade et que son absence porte atteinte aux droits de la défense — allait être retenue. Mais avant même que la décision alt été prise, on le vit s'emporter et lancer : « Je suis attrait ici aujourd'hud à raison d'un évènement historique mystérieux qui est la mort de Jean Moulin livré qui est la mort de Jean Moulin livré aux Allamende seu con esteurocce. aux Allemands par son entourage. l'occasion de le faire, et on ne perd rien pour attendre. » Ensuite, celui qui est l'avocat de Klans Barbie, dont le procès doit s'onvrir le 11 mai devant les assises du Rhône, échan-gea avec Mª Yves Jouffa, avocat des

cae, car, si vendredi 3 avril, Me Vergès s'est bien présenté à l'andience de la 17e chambre du tri-

bunal de Paris, assisté de Me Francis Sepiner, ce fut pour s'en retirer

Me Jacques Vergès a refusé le débat

Dans ces conditions les personnes s'étant portées partie civile - aux côtés des époux Aubrac il y avait M. Pierre Guillain de Bénouville se retrouvaient seules pour faire

Ce qu'elles reprochent à M. Vergès et à M. Claude Bai, c'est essentiellement d'avoir plus que laissé entendre qu'elles eurent une responsabilité dans l'arrestation de Jean Moulin, le 21 juin 1943 à Caluire, dans la banliene de Lyon, par Klaus Barbic et ses hommes. Ainsi il avait été affirmé par M. Verges que M. Raymond Aubrac, arrêté une première fois en mars 1943, fut laissé libre par les Allemands, ce qui lui paraissait étrange d'autant plus qu'il devait être arrêté de nouveau, avec Jean Moulin, à Caluire, le 31 juin sui-vant. Cette fois, il n'aurait pes été libéré par un commando de la Résistance, mais de connivence avec Barbie, autrement dit par reconnais-sance pour l'affaire de Caluire.

A cala des témoins de l'époque, tels que MM. Eugène Chandius-Petit, Serge Ravanel et Claude Bourdet, tous anciens résistants, out aisément répondu. D'abord, out-ils exposé, l'arrestation de M. Raymond Aubrac et de quatre autres résistants en mars 1943, à Lyon, fut

époux Anbrac, partie civile contre lni, des propos où il fut question de mépris mutuel. faite par la police française à l'occa-sion d'un contrôle d'identité. Mais les cinq suspects réussirent à faire les cinq suspects réassirent à faire croire qu'ils se livraient seulement à des activités de marché noir. Si les Allemands, auxquels ils furent un moment remis, les ont interrogés, ils n'ont pu, eux non plus, les prendre en défaut et les ont remis à la justice française de l'époque, qui devait finir par les libérer, Mª Aubrac étant allée signifier au procureur de la République de l'époque qu'il ris-quait gros de la part de la Résis-tance en cas de refus.

Prémices du procès Barbie au tribunal de Paris

Inculpé de diffamation envers des résistants

« Une vraie bataille »

Ensuite, ont-il exposé, l'opération montée pour délivrer M. Raymond Aubrac après son arrestation à Caluire le fut au su des principaux chefs de la Résistance, informés du projet et qui fournirent alors les hommes, les armes et l'argent nécessaires à la préparation de l'opération qui devait avoir lieu le 21 octobre 1943 à l'occasion d'un transfert du

« Cette attaque, devait dire M. Serge Ravanel, donna lieu à une vraie bataille. Trois Allemands furent tués. Si Barbie avait été de connivence, je ne pense pas que ça ce serait passé de cette façon. » M. Eugène Bredillot, qui fut l'un des membres du commando, se montra le plus émouvant en livrant les sou-

venirs qu'il garde de cette journée mouvementée. M. Claude Bourdet devait ajouter : « A entendre MM. Vergès et Bal, des gens comme les époux Aubrac et Pierre de Bénouville apparaissent capables de tout. Il faut avoir vécu cette période avec eux pour savoir qu'ils avaient et ont toujours la totale confiance de leurs camarades. Monter de pareilles opérations contre la Résistance me paraît désolant.

Quant à M. Pierre de Bénouville, il se voyait accusé dans le film d'avoir, notamment, demandé à René Hardy de se rendre à la rés-nion de Caluire sachant que ce même Hardy, arrêté par Barbie quelques jours plus tôt, avait été relâché par lui et qu'ainsi il condui-sait inévitablement les Allemands au rendez-vous. Moyennant quoi Barbie, en contrepartie, s'engageait à ne pas inquiéter les dirigeants des mouvements unis de la Résistance.

Pacte ridicule, répliquait Me Henri Noguères, quand on salt que la saur, le beau-frère de Bénouville, ses proches collaborateurs et Claude Bourdet lui-même furent arrêtés et déportés. - Et M- Jouffa : « En réalité, pour défendre Barbie plutôt que de s'expliquer sur les déportements de l'expliquer sur les déportations d'enfants juifs qui lui sont reprochées, on a choisi de salir la Résistance en lançant les accusa-tions les plus abominables. Mais aiors qu'on se disait pressé de comparaître et qu'on promettait à voire l'audience.

sentiment sur l'attitude de Mª Vergès.

« I'y vois une fuite, dit-il, et, avec elle, l'aveu d'une impuissance à soutenir une cause mauvaise. Je ne discute pas à M. Vergès le droit de défendre comme il l'entend Klaus Barbie, mais ce film réalisé en 1984 Barbie, mais ce film réalisé en 1984 formulant des accusations sous forme d'un dialogue entre Claude Bal et Jacques Vergès voulait être l'avant-garde de cette défense, la mise en place d'une stratégie tendancieuse du soupçon visant à la fois les époux Aubrac et M. de Bénouville. Sinon pour salir la Résistance, du moins pour la banaliser et faire apparaître ceux au v liser et faire apparaître ceux qui y ont participé comme des êtres médiocres. Il ne s'agissait pas d'éclairer l'opinion, mais de servir une cause par la dissanation. L'his-toire n'est pas faite de pages que l'on peut ainsi déchirer à loisir pour leur en substituer d'autres en se

Le jugement sera rendu le 30 avril, c'est-à-dire avant l'ouverture du procès de Klaus Barbie. JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

livrant à un jeu de massacre. »

tribunal une «musette» explosive, on se comporte aujourd'hui comme un Abdallah et on se retire de

« Triste et mélancolique » d'avoir à parler en l'absence de tout pré-venu, le substitut, M. Philippe Bilger, n'en a pas moins exprimé son

> Le juge a également lancé un mandat d'arrêt contre un ressortissant syrien, Halloud Kuntar, vingtquatre ans, qui avait pris la fuite avant l'intervention de la DST. Des documents, des tracts, ainsi que des listes de personnalités et de sociétés israéliennes out été retrouvés à son

La déconverte d'armes et d'explosifs

en Seine-Saint-Denis

interpellées

ont été écrouées

tion au tribunal de Paris, a inculpé et fait écrouer, vendredi 3 avril,

Pierre Conart, vingt-huit ans, d

nationalité française, gérant d'un magasin de bricolage, et Abdussa-

lam Seaidi, vingt-six ans, Libanais

plongeur, qui avaient été arrêtés, dimanche 29 mars, par la DST, après la découverte de trois gre-

ville (Seine-Saint-Denis).

des et de deux armes à Romain-

Deux des huit personnes

Le magistrat a inculpé le Français et le Libanais d'infraction à la législation sur les armes, les munitions, les explosifs, et d'association de malfaiteurs - en relation avec une entreprise individuelle ou collective avant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Le substitut, M. Michel Gauthier, de la section antiterroriste du parquet de Paris, avait ouvert une information judiciaire dans l'après-midi de vendredi. Il est notamment reproché à Pierre Conart d'avoir remis en fonction des grenades « démilitarisées ».

Les six antres personnes interpellées ont été remises en liberté au terme de leur garde à vue.

HISTOIRE

M. Mitterrand a ouvert à Amiens l'année capétienne

Le prince et le président

M. François Mitterrand, accompagné du ministre de la communication, de détonnant, bien au contraire. La troisième et dernière dynastic rencontre eut pas mal de gueule dans le site inspiré de l'immense sanctusire amiénois.

Hugues Capet » ? Le premier roi de la troisième et dernière dynastic royale française fut proclamé à. Senlis, dans l'Ile-de-France voisine. Mais le président du conseil régional régional régional de manufacture de la troisième et dernière dynastic royale française fut proclamé à. soinée de vendredi 3 avril, solen-nellement inauguré, à Amieus, l'Année du millénaire de la jusqu'en 1988, par de nom-breuses manifestations scientifiques on populaires à Paris et en

La France a connu, au siècle passé, un «prince-président» (le futur Napoléon III). La cérémonie en la cathédrale Notre-Dame d'Amiens était en quelque sorte pla-cée, elle, sons le double signe du prince et du président, puisque ce dernier avait tenu personnellement à ce que le comte de Paris, chef de la Maison de France, fût invité à l'inanguration des festivités. Ce fut l'illustration d'une autre forme de cohabitation, celle du principe monarchique personnifié et du plus haut magistrat de la République.

Entre François Mitterrand, qui, dans sa jeunesse, cut quelques ten-dresses royalistes, et Henri de Bourbon-Orléans, qualifié souvent de «prince rouge», et qui, en tout cas, s'est toujours efforcé de placer la res publica avant les « préten-

£

3º JOUR

Il manque toutefois à notre épo-que un Chateaubriand capable d'exprimer, an-delà de l'inévitable emphase le continues bissesses à la fois fabuleuse et comme allant de soi, entre, d'une part, la dynastie capétienne, vicille de mille ans et qui gouverne plus de huit siècles notre pays, et, d'autre part, la royanté républicaine ou, plus préci-sément, élective qu'un de Gaulle, sénétré de l'idée monarchique, a éguée à la France, après quatre Républiques qui firent souvent la politique des rois.

Quand on est dans un tel empyrée où voisinent la figure presque effa-cée mais plus que jamais presti-gieuse d'Hugues Capet, l'ombre démesurée du fondateur de la V. République et le penple de France, sous forme de tenaces et touchants militants socialistes paspetite pluie devant la cathédrale illuminée, juste pour avoir une chance de serrer la main de « Tonton Mitterrand », quand se mêlen sous nos yeux la plus haute histoire et la politique du jour en train de tis-ser l'histoire de demain, on devient exigeant sur la qualité des évocations offertes par les techniques

L'identité

française D'oà, sans doute, l'accueil plutôt froid réservé au spectacle son et lumière présenté vendredi soir par la région Picardie à mille invités dans in plus haute nef de l'Hexagone, après que le chef de l'Etat ent, sans discours, prociamé « l'ouverture en Picardie des célébrations commémorant l'avènement d'Hugues
morant l'avènement d'Hugues
Capet ». Les trompettes hacadéliennes d'ouverture firent croire un
instant au miracle. Mais on passa
vite à une douche de grandes
phrases allant de l'érudition de parases anam de l'eradinon de société historique locale aux réfé-rences les plus inattendnes, puisque faisant résonner jusqu'à Confucius et au Coran entre les colonnes très chrétiennes bâties d'un seul jet sous Saint Louis.

Ces sentences sonores sous les voltes encore plus sonores, cette musique difficilement classable commandée à un jeune compositeur québécois, Jean Cloutier, ces pincanz himineux tapissant tour à tour de roux, de blen ou de blême le « Parthénon de l'architecture francaise » (selon l'écrivain britannique John Ruskin, dont Proust traduisit la Bible d'Amiens), tout cela a quand même coûté 13 millions de francs. Il est vrai qu'on est parti maintenant pour une décennie de son et lumière dans un monument qui reçoit cinquante mille visiteurs

Fallait-il pour autant choisir Amiens afin de lancer l'« année

de Picardie, M. Charles Baur (UDF), a fait valoir que, de nos jours, Sealis était rattachée à la région picarde (dont Amiens est le chef-lieu) et qu'une partie de la cen-taine de manifestations qui vont y marquer le millénaire se dérouleraient à Senlis, Noyon et autres cités de la France septentrionale, où les premiers Capétions « ont entassé l'histoire de l'antique France », pour se référer à Michelet.

Fant-il, d'autre part, parler de millénaire de la France? Celle-ci manières dès Clovis on Charles Martel. Il serait sans donte plus précis de parler du millénaire de la reconnalité française - ou de l'identité française, comme on dit de nos jours. C'est à partir des Capé-tiens, en effet, que la France allait pen à peu, tout en s'arrondissant, prendre le visage particulier qui est aujourd'hui toujours le sien en Europe. Cette Europe où, en Espa-gne, est-il besoin de le rappeler, un Capétien bon teint, le roi Juan Carlos, fait encore l'histoire.

En Picardie, mais aussi dans la capitale et dans une foule de villes françaises — jusqu'à Narbonne, qui ne fut pas pourtant parmi les premières à être réunie à la couroni France et qui, dès février, a célébré le millénaire, – des expositions, des colloques, des spectacles - tel un «tournoi de chevalerie» - vont se succéder durant près d'un an pour collebrer et dégager, à Paris, cette'
«essence française» dont certains;
ont parfois l'impression qu'elle s'évapore ou pâlit, dont d'autres pensent
qu'elle a toujours été sur le III du rasoir et que c'est ce qui fait son prix et hij donne sa savenr.

 Cest une passion complexe et parfois contradictoire, douloureuse et belle, un confilt intime jamais résolu tant nous craignons toujours es», constate, à cet égard, le comte de Paris dans l'ouvrage qu'il longtemps, Grasset le Monde du 2 janvier). Et M. François Mitterrand, avant de regagner, Paris a devant la façade vertigineuse de la cathédrale gothique éclairée a giorno, naturellement évoqué l'occa-sion d'unité que représentent à ses yeux le millénaire et ses festivités.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

• Des renseignements sur l'ensemble des manifestations l'Association (loi 1901) du millénaire capétien, animée par M. Patrice Vermeulen (9, rue Mansart, 78 000 Versailles) et du Comité (national) pour la célébration du millénaire de l'avènement d'Hugues Capet, présidé par l'historien Jean Favier. (Archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris, 3°.)

Le premier de trente-sept rois

A la fin du mois de juin 987, Hugues, duc des Francs, affublé quelques décennies plus tard du sobriquet de Capet qu'il ne porta jamais de son vivant, était élu roi des Francs à Senlis par une assemblée composée d'une vingd'une dizaine de grands seigueurs ecclésiastiques. Le jeune roi carolingien Louis V, âgé de vingt ane, était mort d'un accident de chasse, le 21 mai précédeut, sans laisser d'héritier. Hugues était sacré roi à Noyon dès le 3 juillet.

Avec Hugues commençait la dynastie des Capétiens, unique par sa durée : Louis-Philippe, Capétien indubitable paisque appartenant à la famille d'Orléans, elle-même issue des Bourbons, descendant en ligne directe de Robert de Clermont, nier fils de Saint Louis, a été roi des Français (et non roi de France) de 1830 à 1848. Pendant huit cent soixante et un ans, desquels il faut sonstraire l'interruption de la Première République et du Premier Empire, de 1792 à 1814, et celle des Cent-Jours de 1815, trente-sept rois capétiens se sont succédé sur la trêne de France par ordre de primogéniture limitée aux mâles (1). Un record absolu parmi les familles royales. A eux seuls les quinze rois (2) de la ligne directe treize efofrations - ont régné neudant trois cent trente-neuf ans.

Illustre par son statut de chef de dynastie, Hugues Capet est, lui-même, un roi très obscur. On ne sait pas quand et où il est né. Tout au plus pense-t-on qu'il avait probable-ment quarante-deux on quarantetrois ans en 987. Il est mort en octobre 996 sans avoir marqué ses neuf années de règne par un quelconque hant fait qui soit passé à la postérité Mais il a cu la sagesse, imitée de celle de ses prédécesseurs carolingiens, de faire sacrer a Unicana ann fils Robert (Robert II le Pieux) dès Not 1987.

Le sacre est, en effet, un rituel indispensable à la mentalité de l'époque. Après les onctions des huiles saintes, le roi est investi d'une fonction sacrée. Il occupe ainsi un rang supérieur et différent, qui le met à part et au-dessus des autres grands seigneurs, même si ceux-ci disposent de plus de richesses matérielles (domaines et terres essentiellement). Il joue le double rôle de conducteur des affaires terrestres et d'intercesseur en relation privilégiée avec Dien. Tous les Capétiens directs, jusqu'à Philippe II Auguste inclus, ont ainsi été sacrés du vivant

de leur père. Notons que, depuis la fin du neu-vième siècle, les rois carolingiens et les grands seigneurs ne partagent plus leurs possessions on leur titre entre leurs fils. Seul l'un de ceux-ci est héritier. Ce qui évite l'émiettoment rapido de la puissance et qui a

été un facteur important de l'œuvre

nationale des Capétiens. Pourquoi Hugues Capet a-t-il été fin roi par ses pairs? En 987, il y a encore un Carolingien, Charles de Lorraine, oncle du jeune roi défunt, mais, étant cadet, il n'a en aucune part de l'héritage de son père, le roi Louis IV d'Outre-mer, et il s'e donc I TA G.Om pas les moyens de soutenir ses prétentions. En outre, il revendique la possession de la Lorraine contre les pereurs Otton de Germanie (3).

De son côté, Hugues Capet est de la lignée des princes de Neustrie (tout le pays compris entre la Seine et la Loire), qui a déjà donné deux rois aux Francs : Eudes, puis Robert Is, dont les règnes se sont intercalés entre ceux des derniers Carolingiens. Hugues le Grand (fils de Robert I st père d'Hugues Capet) n'a pas été roi, mais c'est grâce à lui que le Carolingien Lonis IV d'Outre-mer a été rappelé en 936 pour occuper le trône de ses remercié Hugues le Grand en créant celui-ci duc des Francs, titre qui confère à son titulaire le rôle d'intermédiaire entre le roi et les sei-

Des countes **héréditaires**

Avec Hugues le Grand, la fortune des Capétiens avait atteint son apogée. Le duc des Francs contrôlait, outre la Neustrie, la Bourgogne, une partie de la Normandie, l'Anjou, Chartres, Tours, Châteaudan, Meaux, et beaucoup de riches abbayes. Dans tous ces fiefs, Hugnes le Grand était représenté par des comtes, fidèles et obésssants certes, mais héréditaires. A la mort d'Hugues le Grand

(956), son fils Hugues Capet devient tout normalement duc des Francs. Mais lui ne contrôle plus ses comtes. Ceux-ci, notamment Foul-que d'Anjon et Thibaud le Tricheur de Tours, sont devenus quasiment indépendants. Hugues Capet ne dispose en fait que d'un très petit territoire, centré sur Paris, Senlis, Orléans. Et la Bourgogne est passée à un de ses frères, Endes. Il n'a donc que très peu d'argent. Ce qui en fait un duc des Francs sens grande puissance effective. Comme le rappelle Laurent Theis (4), cette faiblesse relative a probablement contribué à l'élection. Les grands seigneurs, certes, out besoin d'un roi sacré, mais un roi peu puissant leur est bien commode pour maintenir l'indépendance de fait qu'ils out acquise tout au long du dixième siè-

En outre, Hugues Capet ne revendique pas la Lorraine, ce qui a conduit le très puissant arche électeur de Reims, Adalbéron, porte-parole du parti germanique, à soutenir la candidature du duc des Francs.

Devenu roi, Hugues Capet conti-

grands seigneurs de l'époque. Pas de châteaux forts de pierre, mais de grandes constructions souvent de bois (qui ont donc disparu), édifiées soit dans les villes — pas bien impor-tantes, — soit sur les grands domaines laïes ou ecclésiastiques. On vit sur les domaines, c'est-à-dire de se déplacer, demeurant à chaque endroit juste le temps nécessaire à l'épuisement des réserves accumnlées depuis le dernier séjour.

Les seigneurs passent beaucoup de temps à la chasse : ils se battent aussi très souvent. Mais il ne faut pas se les imaginer entourés de nom-breux soldats et livrant des batailles rangées. Ils agissent surtout par coups de main. Une « armée » ras-semble au maximum quelques centaines d'hommes, presque tons aristocrates et soldats professionnels. On préfère donc faire des prisonniers échangeables contre de l rançons plutôt que de s'entre-tuer. Quant aux grandes dames, elles et leurs suivantes consacrent l'e de leur temps à filer et tisser : les vêtements sont en laine - en fourrure l'hiver, en soie aussi, pour les plus riches.

Les rois et les seigneurs ne souffrent pes des disettes répétées qui déciment les paysans. Mais ils mangent beaucoup trop de viande et ils boiveat trop. La médecine n'existe pas. Les grands aristocrates attei-guent rarement soixante ans... s'ils ont survécu à l'énorme mortalité infantile et quand ils ne meurent pas d'accident, comme Louis V.

Toute cette aristocratie est fort pieuse. Certes, les grandes abbayes et les évêchés importants lui sont des donations importantes, créent de nouveaux monastères largement dotés, à charge pour les bénéfi-ciaires de redistribuer une partie de pauvres. Et beaucoup de princes mourants se fout porter dans des monastères. Là, ils prennent l'habit, règient leurs affaires et meurent

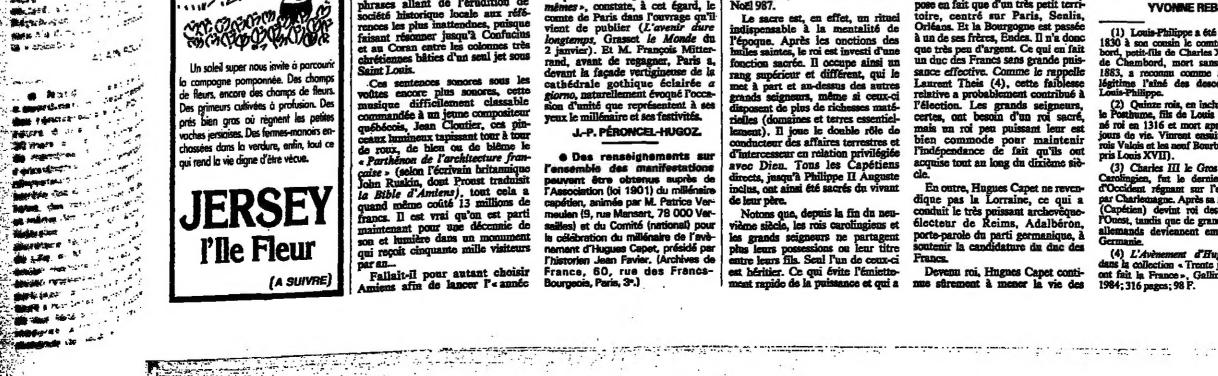
YVONNE REBEYROL.

(1) Louis-Philippe a été substitué en de Chambord, mort sans enfant en 1883, a reconnu comme son héritier légitims l'aîné des descendants de Louis-Philippe. (2) Quinze rois, en incluant Jean le

le Posthume, fils de Louis X le Hutin, né roi en 1316 et mort après quelques iours de vie. Vinrent ensuite les treize jours de vis. Vinrent ensuite les treize-rois Valois et les neuf Bourbons (y compris Louis XVII).

(3) Charles III le Gros (839-888), Carolingien, fut le dernier empereur d'Occident régnant sur l'empire créé par Charlemagne. Après sa mort, Eudes (Capétien) devint roi des Francs de l'Ouest, tandis que de grands seigneurs allemands deviennent empereurs de

(4) L'Avènement d'Hugues Capet dans la collection « Trente journées qui ont fait la France», Gallimard, NRF, 1984; 316 pages; 98 F.



Le satellite civil français SPOT fournit des renseignements militaires aux Américains

Des images recueifies par le satellite civil français SPOT out aidé les Américains à évaluer la puissance militaire soviétique. En témoignent la publication, il y a quelques jours à Washington, de l'édition 1987 du rappport ammel du Pentagone, intitulé Soviet military power, et un récent numéro de la revue spécialisée américaine Aviation week and space technology qui donne des précisions photographiques sur des bases navales de l'Union soviétique.

En service depuis un an mainte-iant, le satellite d'observation leurs, montre le quatrième réacteur POT-1 a fait près de 5 250 fois le our de la Terre, depuis son altitude byl, en feu après l'explosion de l'an nant, le satellite d'observation SPOT-1 a fait près de 5 250 fois le tour de la Terre, depuis son altitude de 822 kilomètres, il a expédié, en temps réel ou en temps différé, environ 255 000 mille images à quatre stations de réception, situées à Tou-louse mais aussi en Suède et au de prises de vues qui ont des résolu-tions (c'est-à-dire une précision dans l'observation) de 10 mètres et 20 mètres, SPOT-1 intéresse les spécialistes des ressources de la Terre : il est une aubaine pour les géologues des recherches pétrolières, pour les esponsables de l'aménagement du territoire ou pour les experts de l'agriculture qui prévoient les récoltes ou qui doivent prévenir les effets de catastrophes naturelles ou

Des échanges transationtiques

Si l'Etat français, le Centre national d'études spatiales et, en particu-iier, la société Matra sont les opérateurs du satellite pour tout ce qui touche à sa bonne marche, c'est une société autonome, SPOT-Image, qui, depuis Toulouse où elle est insallée, commercialise la distribution des images dans le monde. La France a voulu en effet, à cette occasion, créer le premier marché commercial de l'imagerie spatiale, même si aujourd'hui il lui fant un peu déchanter, SPOT-Image faisant l'objet d'un audit en raison de l'insuffisance de ses résultats finan-

Il faut croire que le Pentagone est, à ce titre, un client de SPOT-Image. Sa toute récente publication, Soviet military power, en apporte la démonstration. Dans ce rapport annuel de cent soixante pages, trois illustrations retiennent l'attention.

Pour la première fois, l'édition 1987 de ce rapport contient trois photographies prises par le satellite français. Le premier cliché, Pechara, dans le nord de la Sibérie. qui sersit utilisé pour la détection des missiles balistiques et le snivi des trajectoires. Le deuxième cliché, touiours en noir et blanc, représente la base aérienne d'Etorofu, une île déployés des avions de combat modernes, du modèle Mig-23 Flog-

Avant même la publication du Pentagone, la revue Aviation week and space technology, dans I'un de ses numéros de mars, avait diffusé trois documents en couleurs, pris par le satellite français, des bases navales de Mourmansk et Severo-morsk, dans la mer de Barents. On y work distinctement les quais des chantiers navals (notamment pour les sous-marins) de la flotte soviéti-que du Nord et les abris ou hangars d'ateliers, autour de la piste d'envol, qui servent aux avions de la défense aérienne. La revue américaine indique que ces images sont distribuées de SPOT-Image, qui est une société installée à Reston, en Virginie, SPOT-Image Corporation.

Selon la presse américaine – qui n'a pas été démentie, – des négocia-tions out lieu actuellement entre SPOT-Image Corporation et l'agence cartographique du Penta-gone pour la signature d'un contrat aux termes selon lequel le ministère américain de la défense recevrait régulièrement l'imagerie recueillie par SPOT.

Il était jusqu'à présent plus fré-quent de constater que les Améri-cains livraient à leurs alliés européens des renseignements «sensibles» obtenus grâce à leurs satellites espions. Le rapport annuel du Pentagone sur la puissance mili-taire soviétique et les documents publiés per Aviation week-and space technology montrent que des infor-mations peuvent s'échanger aussi dans l'entre sens, en vertu d'une véritable coopération transatianti-

La France a, du reste, décidé de lancer en juillet 1993 un setellite d'observation militaire baptisé Hélios, qui reprendra en partie, la plate-forme des versions améliorées, tions accrues (de l'ordre du mêtre) et pour une durée de vie allong (quatre ans, an lieu de trois). Des pays européens — c'est le cas de l'Italie et de l'Espagne — pourraient s'associer à la France sur le projet

JACQUES ISNARD.

MÉDECINE

La publicité et l'alcool

Des messages à mieux distiller

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, ancien ministre de la sauté, va déposer une proposition de loi sur la publicité et s'adressant ou s'imposent à tous l'alcool (le Monde du 3 avril). Cette proposition de loi fait suite à la campagne lancée contre la publicité à la télévision de certaines boissons alcooliques et s'inspirera des suggestions

par Claude Got et Gérard Dubois professours

A récente décision du gouvernement de ne pas autoriser, en définitive, la publicité pour des boissons contenant de l'alcool sur les chaînes de télévision publiques et de demander au Parlement de fixer

En pratique, un seul article du code des mesures contre l'alcoolisme est à modifier (L. 17), et un délai de quelques semaines est suffisant pour proposer une nouvelle rédaction, l'imminence de la privatisation de TF 1 rendant cette modifi-

L'unanimité du monde médical sur l'absurdité de fonder des différences sur le degré des boissons simplifie le problème : il faut renon-cer à des possibilités de publicité variant avec la concentration en

En pratique, les supports autorisés ou interdits peuvent être classés en deux groupes. Ceux qui les publics (radio, télévision, affichage, salles de spectacle) et ceux qui s'adressent à un public défini (publi-postage, presse écrite),

D'autre part, le contenu du message publicitaire peut se réduire soit à la marque, soit à la dénomination du produit et à la reproduction de son conditionnement (dans les limites déjà fixées par la loi pour les « apéritifs » de moins de 18 degrés). Il peut aussi être libre.

Il est nécessaire de faire un choix parmi ces différentes possibilités. A notre avis, il convient d'autoriser la publicité pour les boissons alcooliques dans la presse écrite pour adultes, mais en limitant le contenu du message à la dénomination et à dans une loi les règles applicables à la reproduction du conditionnement. La publicité sur les autres aupports La publicité sur les autres supports qui touchent les enfants comme les adultes ne doit pas être autorisée. Cela ne correspond ni à l'interdiction absolue souhaitée par certains, ni à la liberté totale exigée per

> Cette solution simple assure un bon équilibre entre les intérêts de santé publique et les intérêts économiques. Elle est considérée comme acceptable par les professeurs Jean Bernard, Jean Dausset et François Jacob et par le Comité national de

Les opérations extérieures des armées françaises **en** 1987

pourraient coûter 3,7 milliards de francs

Des parlementaires, notamment des députés membres de la commission de la défense au Palais-Bourbon, s'inquiètent déjà du surcoût entraîné par les opérations extérieures de la France tel qu'il est prévisible pour 1987 au rythme actuel des dépenses.

actuel des dépenses.

En 1986, ce surcoût, qui s'ajoute nux dépenses normales inscrites au budget annuel de fonctionnement des unités engagées et qui est partiellement couvert par le collectif budgétaire de fin d'année, a été supérieur à 1,8 milliard de francs. Il pourrait atteindre 3,7 milliards de francs en 1987, soit le double, si on y inclut les frais de certaines missions inclut les frais de certaines missions de coopération et les dépenses occa-sionnées par des interventions à caractère humanitaire menées outre-mer par l'armée française.

Selon ces mêmes sources parle-mentaires, l'essentiel de ce surcoût est lié à l'extension du plan Epervier an Tchad. Il faudra compter, en effet, en 1987, avec le coût de la réfection de la piste de N'Djamena (qui est désormais la plaque tour-naute de l'aviation française de com-bat et de transport mobilisée par Enervier), avec l'aménagement de Epervier), avec l'aménagement de la nouvelle piste d'Abéché (dans le nord-est du Tchad) en soutien du dispositif français sur la ligne rouge du 16 parallèle, et avec le montant (évalué à 500 millions de francs) de cession d'armes aux FANT.

Dans ce surcoût des opérations extérieures intervient, également, en 1987, l'aide des armées françaises, depuis la Nouvelle-Calédonie, aux populations de Wallis-et-Futuna lors du sinistre occasionné, au début de janvier, par un cyclone.

 Un Super-Etendard s'abîme en Manche. – Un avion d'assaut Super-Etendard, de l'aéronavale française, s'est abimé en Manche, au cours d'un vol d'entraînement à la cours d'un vol d'entraînement à la navigation de ruit, jeudi soir 2 avril. Basé normalement à Landivisiau (Nord-Friistère), le Super-Etendand s'est écarté de sa route, pour une raison inconnue, alors qu'il se trouvait à 30 milles au large de la côte. On est sans nouvelles du pâtets, le meltre Michel Le Scanff, vingt-sept ans, sous-chef de patrouille, qui totalisait mille cent soixante-dix heures de vol.

SCIENCES

Un accord germano-soviétique sur le nucléaire civil

Un accord de coopération pour la conception, la réalisation et l'exploi-tation d'un réacteur nucléaire à haute température (HIR) vient d'être signé à Moscou par le groupe ouest-allemand Innotech Energie implanté à Essen. Ce projet, dont le financement s'élèvera à un peu plus de 3 milliards de francs (I milliard de deutschemarks), devrait avoir une puissance de 100 mégawatts. Selon le groupe allemand, les contrats réglant les questions de transferts de technologie, de finan-cement et de livraison seront prêts d'ici à dix-huit mois.

Actuellement, les Allemands sont pratiquement les seuls dans le monde à avoir poursuivi leurs efforts sur cette nouvelle filière de réac-teurs dans lesquels le combustible est présent sous la forme de boulets pouvant supporter des températures de plus de 900 degrés. Le tout est refroidi par de l'hélium. Les spécialistes espéraient beaucoup de ces réacteurs à haute température, notamment pour la gazélfication du charbon. Mais leur mise an point fut particulièrement difficile, comme en noignent les quatorze ans qui ont été nécessaires, pour mener à bien la réalisation à Schmehansen d'un pro-totype ouest-allemand de 300 méga-watts dont la construction a nécessité 4 milliards de deutschemarks.

COLOME

ACCROCHEZ-VOUS L'EMANCIPATION **DES ENFANTS** A COMMENCÉ

Le mensuel ENFANT D'ABORD publie dans son dernier numéro une enquête inatten-due sur les nouveaux droits des enfants. Signée par Yvonne QUILES, Denise CABEL-U, Catherine NISAK, et Jean TORNIKIAN, elle propose un mélange détonnant de pa-roles d'enfants, parfois dures à recevoir pour les adultes, de reportages, de commentaires, d'images. On croît connoître les enfants ; ils ant en-

core tout à nous apprendre.

En vente chez les márchands de journaux. 30 F. 12: rue Vivienne - 75002 PARIS

Communication

En compétition avec Hachette

Le groupe Bouygues obtient la concession de TF 1

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) a désigné le samedi 4 avril le groupe conduit par Bonygues SA, « comme ces-sionnaire de 50 % du capital de TF 1», amource dans un communiqué la Commission nationale de la communication et des libertés. Les 50 % restants serout distribués aux salariés (10 %) et au public (40 %).

La veille, MM. Jean-Lac Lagardère, quarante-six ans, PDG d'Hachette, numéro un français de l'édition et Francis Bonygues soixante-sept ans, patron du premier groupe mondial de bâtiment et travaux publics, avaient défendu tour à tour, devant la CNCL et en direct à la télévision leurs projets pour TF 1.

Un peu sur la défensive, M. Jean-Luc Lagar-dère a dû longuement se justifier sur les dangers d'une excessive concentration que la reprise de la

Une par seu groupe ferait courir su secteur de la communication en France. Il a minimisé — sus communication en France. Il a manifese — sans toujours convainere — la puissance de son entre-prise et a insisté tout particulièrement sur l'«indé-pendance» dont jouirait TF 1 à l'égard d'Hachette si son groupe l'empertait. Il a notamment précisé que les futurs responsables de la chaîne MM. Yves Sabouret et Etieme Msougeotte – quitterient leurs foactions actuelles s'ils étulent menés à prendre des responsabilités à TF 1.

M. Francis Bouygues, en revanche, longtemps douné pour perdant, a pu exposer à loisir ses-ambitions pour la chaîne, dans une ambiance plutôt « bon enfant ». Son adjoint, M. Patrick Le Lay, a sinsi affirmé : « Nous sommes clairement les mienx-disants en matière de pluralisme, d'indépen-dance et de respect de la concurrence.»

De surenchère en surenchère...

Togjours plus! Rarement, sans doute, cette expression familière n'avait trouvé mellleure illustration qu'avec la privatisation de la Une. qu'avec la privatisation de la Une. Toujours plus de demandes formulées par les treize examinateurs de la CNCL. Toujours plus, d'exigences des groupes de pression, qui sentent le moment favorable (le Monde du 4 avril). Toujours plus enfin, d'« engagements » des deux groupes d'acheteurs potentiels qui, après avoir trouvé la chaîne si chère, ne semblent plus s'étonner de rien. Et promettent, l'un et l'autre, de faire de TF 1 la première télévision européenne.

Tonjours plus ! Qui aurait pu imaginer, par exemple, que des candi-dats privés feraient à ce point assant de concurrence pour multiplier an sein de la chaîne les « comités » de toute nature et parfois à l'utilité incertaine. Ainsi le groupe Bouygues envisage-t-il, s'il obtient la Une, la mise en place d'un « comité straté-gique » doublé d'un « conseil de création », tandis que Hachette pro-pose de son côté un « haut comité culturel et stratégique ».

Défense de la langue française

Les deux géants se livrent également une concurrence inattendue pour la défense de la langue francaise, dont l'un des commissaires, M. Michel Droit, se fait, il est vrai, le répétitif chantre : un « conseilles pour la langue française » distri-buera des « cartons jaunes » su per-

usaga chez Hachette dans le cas contraire. Enfin, le premier mettrait en place un conseil des jeunes, tandis que - pius sérieusement - le second créerait, à la demande de ses partenaires de la presse écrite, un conseil contrôlant la politique commerciale de la chaîne. Voilà pour les structures, dont un esprit chagrin pourrait dénoncer les lourdeurs dignes du service public.

Les problèmes des sureffectifs

An-delà, c'est sur le terrain économique et social que l'on pouvait prétendre départager les candidats. Mais, une fois encore, la surenchère a fait son œuvre. Hachette refusaitelle, doux jours enperavant, de pren-dre des engagements en matière publicitaire plus contraignants que ceux imposés dans le nouveau cahier des charges de la chaîne? Elle aliait an-devant des vœux de la CNCL vendredi matin, et créait la sensation en acceptant de s'autolimiter à six minutes de publicité par heure en moyenne et à douze minutes sur une heure donnée, Mieux que les propositions initiales de son concurrent. Celui-ci résgissait et s'alignait

L'emploi, les programmes, la pro-duction audiovisuelle, allaient-ils en souffrir? Neuni! out répondu les deux adversaires. Et de multiplier an contraire les propositions. Alors que le gouvernement n'a cessé de dénoncer les sureffectifs du service M. Francis Bouygues, tandis qu'un s'estiment aujourd'hui en mesure de veillers au bon se prononcer sur le sujet. Mais l'un

et l'autre s'engagent par avance à se pas procéder à des licenciements collectifs. Et si Hachette se déclare favorable à « la paix sociale et à la négociation ». Bouygues affirme, hii, que la qualité du climat social est son « objectif numéro un ».

Engagements en faveur de cinéma, de la musique ou, sur un tout autre plan, du projet de télédif-fusion directe par satellite : les deux concurrents proposaient invariable-ment des solutions semblables ou voisines. Même la formation à l'écriture de l'un était compensée par le fonds d'écriture de l'antre. Le match des chiffres – allait-il se terminer par un score mil ? Pas tout à fait. Bonygues devait, in fine, reprendre l'avantage en profitant d'un faux pas du groupe de la place François-I*.

La CNCL avait exigé du groupe Hachette une nouvelle présentation de ses objectifs de production. Une demande qui permit de s'apercevoir que les dépenses réclies que ce candidst s'apprétait à engager étaient en réalité sensiblement inférieures aux chiffres distribués auparavent. Les 600 millions de francs de fictions, documentaires et dessins animés annoncés pour 1988 tom-baient sinsi à 398! Une mala-dresse que les producteurs et auteurs dans la salle ne se sont pas fait faute de relever !

Le spectacle organisé par la CNCL venait de montrer ses limites. Qu'adviendra-t-il des pro-messes? Ne faut-il pes craindre pour l'avenir et, quel que soit le repre-

Ni spectacle ni match? Allons donc!...

modestie et se garda de toute atta-

Etait-ce de l'humour ? Allez savoir! Après tout, derrière une affabilité d'archevêque, une allure de banquier, un sourire satisfait et un ton détaché, le président de Broglie est capable d'ironie; peut-être même de drôlerie! Alors que les deux candidats, probablement inquiets, s'installatent, les uns face aux treize juges, les autres devant leurs télévisions, voilà que M. de Broglie, solennel, déclarait : « Cect n'est ni un spectacle ni un match. »

Pas un spectacle cette audience publique retransmise en direct sur la première des chaînes et parfaitement préparée et mise en scène par les deux candidats avec les conseils de spécialistes de la communication? Pas un match, vraiment, cette confrontation de deux géants - l'un des travaux publics l'autre de l'édition – devenus concurrents? Allons donc! Il s'agissait de convaincre et

Alors, ils ont foncé et se sont défoncés. Hachette le matin, Bonygues l'après-midi. Le premier avec prestance, facilité et, semble-t-il, sérénité. Le second, plus laborieux dans l'expression mais avec une parfaite maîtrise du dossier. Le cheven noir, l'œil vif et le sourcil impérieux, Jean-Luc Lagardère joua les mousquetaires, arguant de sa foi, de son goût du « challenge » et de la com-pétence d'un groupe « qui a l'habi-tude de la culture » et d'une équipe « qui allie les talents ».

Pins figé et très près de ses notes Pins fige et tres pres de ses notes soigneusement préparées, Francis Bouygues, de son côté, endossa l'habit du patriarche, fort d'une fameuse expérience — « Lorsque je construis le Parc des Princes, le musée d'Orsay, l'Arche de la Défense... > - il est certain avec ses partenaires de présenter les meilleurs gages de solidité financière et d'efficacité de gestion. Bref, deux équipes, presque deux clans. En tout cas, deux cultures : une culture d'entreprise d'un côté une extense. d'entreprise d'un côté, une entre-prise de culture de l'antre. Y aurait-il passes d'armes ?

Le «mousquetaire» dédaigna le conflit. Le patriarche multiplia les déclarations sur sa suprématie et décocha quelques flèches au sieur-Lagardère, lequel fit preuve de

que, solidement soutenu par des collaborateurs - Sabouret et Mougeotte - à l'aise à la télévision comme des poissons dans l'eau. Si, il out quand même un faux-pas du groupe Bouygues, qui, pent-être dans l'euphorie, assura avoc un aplomb étomant avoir négocié plusieurs fois avec Plurricommunication - allié pourtant à Hachette, -alors qu'il n'en fut rien! La CNCL n'a pas jugé bon de rectifier. Pour notre directeur André Fontaine, en revanche, qui intervenait en tant que président de Pluricommunication, si

an départ « le mariage avec un groupe tel qu'Hachette n'allait pas de soi », les assurances données par Hachette apportaient « de très larges satisfactions ».

An diable les procès!

Mais au placard les polémiques! Au diable les procès et les recours! C'est trop tard... ou trop tôt. L'heure était à la séduction et à la persuasion. Aux serments opportunistes et aux déclarations de principe. Accepteriez-vous des sacrifices d'audience pour des programmes de grande qualité? « Oul, oh oul, chère CNCL! » Vous souciez-vous de la création française? « Mais nous ne persons qu'à sala! » Oue soit ne pensons qu'à cela l ». Que faites-vous des auteurs? « C'est un réel souci. » Vous ferez du direct? a C'est une priorité, le direct, c'est la vie! Alors la langue française?

"Un sujet capital, nous pensons d'ailleurs à un jeu permettant aux télépectateurs de dénoncer les

fautes recensées sur l'antenne (!) ». Dans cette journée agitée, il y eut un moment d'émotion, presque de passion, sur un sujet crucial pour la télévision. Les phrases étaient simples avec la force et la justesse de ton que donne la conviction. Pro-chaîne directrice de Pinformation dans l'équipe Hachette, Christine Ockrent s'exprimait – s'engageait – sur la défense du pluralisme et mou-chait avec courage un Michel Droit stupétiant, apparemment irrité d'un hommage à TF i sur laquelle « rien n'a changé depuis un an et donc depuis six ans. »

« L'information de TF 1 est de bonne qualité, je le maintiens, a déclaré Christine Ockrent. Vous penses peut-être que l'information doit être politisée et dans le seus qui convient. Ce n'est pas mon opi-nion. » L'académicien en est resté cui, et la journaliste, que l'on sait peu excline aux concessions, a expli-qué sa conception du métier d'infor-mer, déclarant avec force : « L'indépendance nous aurons à cœur de l'assurer tous les jours. »

ANNICK COJEANL



Asjourd'hui, c'est notre journée "écomaux en voie de disponition. Dans ce merveilleux site paradisiaque, garilles, orang-outans, lémuriens, oiseaux rares etc... coulent des jours paisibles. Ils s'y reproduisent, bichonnés par l'équipe de Gerald Durrell. Ne manquez pas cela!

JERSEY l'Ile Fleur

théatre pl j'épreuve libéralism

Ev. . 1 1 - 20 1

222 Toronto in Commercial and

Parkment Control (No.

A No. TE C 198 ME

fast prompte over everal

CONTRACT TO BEAUTY

The same of the same of

SATAL ST. A. A. S.

THE PERSON NAME OF STREET

---The art of the particular

Same and

-- .--

.

11 3 3 4 Epipe.

74 TE 5'C.MA

Officialism artist

THE PARTY OF THE PARTY OF Consider to the rest Dig paratra a comme 医抗性 医二甲甲基氏性 医甲基 The Road of the Administration of the Research TO ACTUAL TO A 18 THE ga eres transas "es THE PERSON AND PARTIES. 1 THE THE P. P. LEWIS CO., LANSING 3 * A * A * A * A * A * -7404 -

4 6 2 46 3 40 3 40 4 4 -A 82 FM A SE TOTAL SEE -1 mm ----A Section of the sect -----20 mg

Action to the second

STATE OF STATE OF

--

Grance II a m en France II a manne

possible of in pursuance de son a ministration of in pursuance de son a ministration of the format of the framework of the son of th

a Substant of Literate Manager

te des responsabilités à TF

Belgerer a be exturen a mis ar is chaire, dans are ambience a Sea adjoint, Nr. Patrick is it

A some sommer clairent

es s'antre s'ens, per parties

per practice of ame

Egeneratice a solution of courte mgatul.n. b....

with making a manager and Frigagetter it en friet

ediadera, de a managara

the design of the comments

frauer diene in ber ber bie bei

MARKSTON TO A HARD SEE ment les es la somme

Supplemental of the first term

amingto as a his or financial

Manager of the state of the sta

会議を対することができる。

. *** : E

PRINCIPAL ANGLE

Allons donc !...

person to provide the same of

market of the second

編3数 * 1 = 1 : 2 : 製造、野 A で 選

भूक्षी भूत्र भूति । 1980 - 274 T

pridate to the second

Various .

4. 100g

医腹部 医

Audiminia bereitene

and the street of ficher d'exert en de latte les · 東京を支出しては、カンコルのは本本

en matière de pluralisme des

renchère...

Le théâtre public à l'épreuve du libéralisme

Le budget 1987 de la culture, voté en novembre 21,5 millions. D'oû, entre autres, la diminution du nom-1986, risque d'être diminué en cours d'exercice de 1.7 %, dont 14 millions seraient demandés à la direction

En 1986 déjà, le budget du théâtre avait été amputé en cours d'année d'environ 5 %. D'où la colère des responsables d'organismes appartenant au secteur public, qui ne pouvaient plus honorer un certain nombre d'engagements pris en début de saison. Par ailleurs, les prévisions pour 1987 ont dû être révisées en baisse de bre des compagnies indépendantes, décision qui a provoqué la manifestation des professionnels du spectacle, le 18 décembre dernier, devant le ministère de la

Robert Abirached, directeur du théâtre, refuse de prendre en charge ces nouvelles économies. Des négociations sont actuellement en cours pour les déplacer vers la direction du patrimoine, l'une des seules à ne pas avoir été lésée lors du vote du budget.

Rencontre avec Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture

Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture et théâtre au ministère de la culture et de la cummunication, est chargé de répartir les subventions. Homme de terrain avant tout, la profession le conteste parfois mais l'estime. Auteur d'une thèse sur la crise du personnage dans le théâtre moderne, longtemps critique au Nouvel Observateur, il est membre fondateur du Festival de Nancy aux côtés de Jack Lang, qui le nomme en 1981 à ce poste, où il est confirmé par François Léotard. Sa marge de manœuvre n'est pes illimitée dans la mesure où ses décissons doivent être entérinées par le ministre, quel qu'il soit. Et il n'a pas eu le pouvoir d'intervenir lorsque la diminution de budget décidée en cours d'aunée 1986 s'est traduite par une ponction générale d'environ 5 %.

En 1987, il doit faire face à des ** In 1987, it doit faire face à des * mesures nouvelles » qui se montent à 10 millions, tout en économisant 21,5 millions. « Il n'aurait pas été raisonnable, dit-il, de procéder comme en 1986 sans sélectivité. Cela aurait eu pour conséquence d'affaiblir la totalité du théâtre, et de confirmer une certaine violation de confirmer une certaine violation de la parole de l'Etat inscrite dans les contrats. Cest pourquoi il a été proposé de renoncer à certaines actions, certes buéressantes, mais qui ne se sont pas révélées vitales. »

qui ne se sont pas révélées vitales. »
Ainsi ont été supprimées les aides à l'andiovisuel, aux centres culturels français établis à l'étranger, à l'exception de celui de Now-York, l'aide en matériel on celle allouée par l'entremise de l'ONDA (Office national de diffusion artistique) aux compagnies qui jouent dans les salles privées. Mais la mesure qui a fait le plus de bruit est celle qui a frappé les compagnies « hors commission ».

« Il a été déridé de préserver tout

musion ».

« Il a été décidé de préserver tout ce qui forme véritablement l'ossa-ture du spectacle, explique Robert Abiroched et de

gnies qui touchent des sommes régulières chaque aunée, sans être liées par une convention. Nous avons démandé à vingt-huit d'entre elles de se présenter à l'aide au projet. Les critères de choix ne sont en aucun corieres de conte de sont en aucun cos esthétiques. Nous nous sommes adressé à celles qui nous semblaient avoir une activité d'ordre ponctuel. Je ne dis pas qu'on ne peut pas se tromper, et f'ai toujours affirmé que nous réflécis-rions immédiatement après cette décision pour savoir s'il avait été ou non comunis des erreurs. Là-dessus, grogue et protestation de la profession, qui a été reçue par le ministre et a obtenu un rétablissement des subventions de 1986, diminuées cependant de 15 %... »

Le secteur compagnie est le plus anarchique qui soit. Il comprend aussi bien des célébrités comme le Thélitre du Soleil, la Campagnie Renaud-Barrault, Peter Brook, Pohert Honoir, etc. Robert Hossein, etc., que des gens dont les modes de production sont différents, et dont les besoins plus modestes comme Claude Regy, Lau-rent Terzieff, Jérême Deschamps... et des débutants. Pour obtenir une side du ministère, un débutant doit constituer une compagnie, c'est-à-dire une association - coopérative ou autre - et présenter un domier de ses projets poer l'aimée à des com-missions consultatives d'experts, réunies par région. Airès cinq ou six ans, soit leur travail n'est pas reconnu et elles sont écartées, soit il l'est et elles pessent hors commis-sion. Le ministère leur verse directe-ment une somme qui, en moyenne, tourne autour de 300 000 france et doit servir à amorcer des coprodu tions, à payer des agies, car elle est versée vers juillet, et il est nécessaire d'emprunter aux banques pour les spectacles mis en chantier avant cette date.

Elle sert aussi à payer les dettes mesure annoncée depuis longtempe : tion modeste monte sux alentours de le réexamen du statut des compa-

teurs ne couvrent généralement pes toute la différence. Certaines de ces compagnies out pu trouver des lieux fixes où clles mènent des activités de création et d'accueil, avec un budget complété par les collectivités locales. Ces compagnies négocient avec le ministère des conventions triennales. Elles ont été épargnées

D'autres travaillent au coup par coup. Elles peuvent d'ailleurs être dirigées par des grands metteurs en soène indépendants, appelés à mon-ter des spectacles ailleurs, à la Comédie-Française, à Chaillot. >

On ne voit pas pourquoi chaque établissement se fermerait sur lui-

à la mesure de son importance. Pour faciliter l'exploitation et donc la ren-tabilité des spectacles, les budgets d'investissement ont été augmentés

tique systématique, mais le début d'une pratique, car nous sommes obligés de dresser des constats : l'ancienne génération savait gérer l'institution, et la nouvelle, pas obli-gatoirement. En revanche, dans - de l'ordre de 30 millions - pour les théâtres municipaux, la rénova-tion des théâtres nationaux, le TEP notamment, entièrement reconscette nouvelle génération, se révè-lent des administrateurs, des gestionnaires dotés d'une réelle sensibi-lité artistique, capables de diriger autre chose que des garages. truit, et le conservatoire. Mais il a

 Une régulation, je crois, va se faire, que le ministère de la culture devra accompagner, c'est son rôle. La question est - et elle ne te pose pas en termes de libéralisme ou non - eue est : commen, avec des oud-gets, qui dans tous les pays sont sta-bilisés ou écornés, établir une sélec-tion entre le théâtre qui est vraiment « service public » et celui qui ne l'est pas? Une jeune compagnie qui ras-semble cinq cents spectateurs dans l'année appartient-elle au service public? C'est une vrale question.

- Nous déplorons également l'érosion du public. Le doublement l'érosion du public. Le doublement des subventions en 1982 a conduit au maintien, parfois à de petites hausses de fréquentation. Et l'hiver 1986-1987 a été une catastrophe pour tout le monde, entre le froid, le terrorisme, les grèves... Je ne sais pas dans quel ordre. De nouvelles attitudes envers les spectateurs sont à découvrir, impossibles à généraliser, d'ailleurs. ser, d'ailleurs.

» Par ailleurs, il existe des tenta-tives de théâtre où la recherche esthétique prime celle du public. Evidemment, ça pose des pro-blèmes. Des débuts de réponse ont pu être apportés par le ministère, mais on ne peut pas imaginer, même si son devoir est d'accorder des mesures de soutien, d'incitation mesures de soutien, d'incitation, qu'il prenne la responsabilité entière de l'état du théâtre et de ses rapports avec le public dans tout le pays. Il y a d'autres instances. Le ministère vient de créer un conseil supérieur du mécénat. Les premières approches, déjà effectives sout le précédent ensournement vont être amplifiées, systématisées. Vous allons assurer, c'est une fonc-tion nouvelle, le suivi des interven-tions qui, jusqu'à présent, n'ont pas beaucoup touché le théâtre et ne relaieront pas, d'ici longtemps, l'action des pouvoirs publics. Mais on peut espérer que le mécénat apporte des ressources supplémen-taires. Le ministère peut ouvrir des voies et, là encore, la réussite ne dépendra pas de lui seul, mais des partenaires culturels et économi-

Tant que les grandes orientations de la pointique théâtrale précédem-ment définies ont pu être mainte-nues, Robert Abirached a accepté de demourer à son poste. « En octo-bre prochain, j'aurai parcouru six ans déjà. Je crois vraiment que le moment est venu pour que d'autres prennent en charge cette responsabi-lité. Surtout si l'austérité budgé-

ODILE QUIROT



par le plan d'économie, de même que les grands noms. C'est encore

Devant la prolifération des compagnies et leur difficulté croissante à trouver des coproductions, le ministère a inventé l'aide au projet, accordée une seule fois — et les plus l'affaire du ministère – à partir d'un dossier déposé par une per-sonne civile, professionnellement comme. Il s'agit bien d'une aide et non d'une subvention. La personne qui en bénéficie doit trouver le complément de production avant le mois de juin, sinon elle ne touche rien.

« Cependant, précise Robert Abirached, nous avons prévu pour les compagnies touchées en décembre 1986 un régime transitoire. Elles touchent la somme promise et doitouchent la somme promise et doi-vent de toute façon en rendre compte. Nous avons l'intention de développer l'aide aux projets. Un certain nombre de compagniez, à Paris comme en province, mêneut une activité suivie qui a su logique. Je pense aussi bien à Laurent Ter-zieff qu'à Jérôme Deschamps.

JAZZ

même, pourquoi des institutions comme la Comédio-Française, ou Chaillot se priveraient du talent de metteurs en scène parce qu'ils ont en charge une compagnie, pourquoi l'Odéon ne demanderait pas à Alfredo Arias, par ailleurs directeur du Théâtre de la Commune - cenpourquoi Jérome Savary, qui dirige le théâtre - subventionné - du huitième à Lyon, cesserait de monter des opéras... Eux-mêmes n'accapa-rent pas toutes les activités de leurs salles, ils invitent et coproduisent d'autres metteurs en acène. Ils sont les partenaires naturels de ceux qui touchent 300 000 F.

C'est pourquoi, selon le ministère, les centres dramatiques et grandes institutions ont jusqu'alors été épar-gnés, ils auraient dû économiser sur leur politique d'accueil, ce qu'ont dû faire les maisons de la culture dont les budgets out été, pour la plupart, sévèrement amputés. Il peut paraî-tre aberrant qu'une institution qui reçoit au bas mot 20 millions par an ait besoin de 300 000 F pour pro-duire un spectacle : ses charges sont

été question de confier la direction de l'Athénée – qui pendant cinq ans a été réservé aux compagnies – à Prancis Huster. Avec un projet encore assez flou, fondé sur des acteurs, et une troupe. Aujourd'hui, on semble plutôt envisager la possibilité d'associer Francis Huster à la Selon Xavier Roch Maistre,

conseiller auprès du ministre, réser-ver une salle aux compagnies peut avoir un «ellet ghetto». Il avait pourtant pensé, pour prendre la relève de l'Athénée, à la petite salle du nouveau TEP, à un moment où il était question de le confier à un « gestionnaire » avec un ou deux « metteurs en scène résidents », c'est à dire chargés en priorité des spectacles. Finalement, c'est Jorge Lavelli qui est nommé à la direction du TEP, mais le principe n'est pas abandonné. Robert Abirached tient à l'expérimenter à chaque fois que c'est utile. « Réfléchissons tranquil-lement, conseille Robert Abirached. Est-il important pour un écrivain d'être son auto-éditeur? Cette nomination ne marque pas une poli-

PROLONGATION
JUSQU'AU 5 AVRIL

taire se confirme. »



Sur cette ile, c'est incroyable ce qu'il y a pour se distraire. Les sports : golf, surfing sur les rouleaux de St-Ouen, lennis, equitation. Et le soir, cabarets et spectacles de music-hall : girls et numéros de grande classe. Fort-Régent est un lieu extroordinaire : jeux de toutes sortes, fête

JERSEY l'Ile Fleur

(A SUIVRE)

Diffusion artistique: le réseau se lézarde

Crée en 1975 per M. Michel Guy, l'ONDA (office national de diffusion artistique) fonctionne sur un mode proche de celui du Fonds de soutien à l'industrie cinémetographique. Dirigé depuls sa création par Philippe Tiry, l'ONDA apporte une aide indirecte aux créateurs en interve-nant auprès de leurs structures

nant auprès de leurs structures d'accueil sous forme d'assistance technique, et de perticipation aux risques financiers. Les communes rurales, les petites villes sont les premières bénéficiaires du soutien de l'ONDA est fortement touché, et ce, de tous côtés : le ministère de la culture aupprime 900 000 francs, somme qui permettait à l'ONDA d'aider les jeunes compagnies à donner leurs apectacles dans les théâtres privés parisiens. Par all-leurs, la convention signée ettre l'ONDA et les DOM-TOM pour la diffusion de spectacles dans les l'ONDA et les DOM-TOM pour la diffusion de spectacles dans les territoires d'outre-mer, devient caduque : soit une ponction de 2 millions de francs. L'ONDA aura donc moins de moyens pour faire circuler les informations et organiser des tournées cohé-mentes.

Moins de tournées, donc moins de recettes, moins de chance de faire reconnaître leur travail et sans doute de trouver des coproducteurs : les crésteurs sont indirectement pénalisés par l'effaiblissement de l'ONDA.

Tout comme ils le sont par la marge de manœuvre réduite des maisons de la culture et des cenmaisons de la culture et des cen-tres d'action culturelle, leurs par-tensires et coproducteurs privilé-giés, déjà affablis en 1986 ; certains de cas établissements, ainsi Amiens, Bourges, ont accusé, fin 1986, un déficit pour la pramière fois de leur histoire. Par allieurs, la disparition de lignes, hurinféraires, de feu le lignes budgétaires de feu la direction du développement cuturel n'arrange rien : régulière-ment, le DDC pouvait dégager quelques aides — action en milleu rural ou scolaire, aide audiovisuelle - pour donner un coup de pouce au montage finan-

cier de certains projets.

Et les compagnies théâtrales qui n'ont pes encore rejoint le giron des subventions ont toutes chances de plaffer à le porte un leur de la le contra un leur de la contra un leur de la bon moment. Ainsi en lle-de-France, ou depuis deux ans les crédits déconcentrés sont et diminution : ils étaient de plus de 10 millions de trancs en 1986, ils sont de 9,5 millions en 1987. lls sont de 3,5 millions en 1987.
Cer les compagnies « en commis-sion » (dépendant donc des comités d'experts régioneux) qui sont passées « hors commis-sion » (une reconneissance de leur travail et une prise en charge directe per la direction du thé-tre) ont quitté l'orbite régionale... meis en emportent avec elles leur précédent budget.

Subventions-production

Depuis sa naissance, la fonc-tion et les buts de la décentralisation ont singuiférement évolué. La notion de sarvice public, noble mais austère et avant tout péda-gogique, a également changé. Le sacteur subventionné s'est incroyablement développé et diversifié : c'est devenu la jungle du Tout-création.

A présent, il ne s'agit plus de faire accéder le plus grand nombre aux plus grandes menosu-vres, mais de fidéliser des spec-tateura dont le nombre aurait tendance à diminuer. Entre secteur subventionné et privé, on ne se tourne plus le dos, on copro-

duit. Il faut dire que le coût des spectacles s'envole à des hau-teurs que ne peuvent suivre les prix des places, d'autent plus que les vedettes sont désormais considérées comme le moyen le plus efficace de sensibilitation et plus efficace de sensibilitation et qu'elles se font payer au prix qu'elles valent sur le marché.

Les subventions, les aides Les subventions, les aides diverses du ministère de la culture et des pouvoirs publics, des collectivités locales ont changé d'objet : elles servent à la production. Mais elles s'inacrivent toujours dans le système qui a eu cours dans les débuts. D'où pes mai de malantendue et de dischis.

La mort de Buddy Rich

Le batteur de jazz Bernard man Granz où il allumait les fans. (Buddy) Rich est mort le 2 avril Puis il reforma un big band avec de dans un bôpital de Los Augeles. d'une attaque d'apoplexie. Il venait d'être opéré d'une tumeur au cerveau. Il était âgé de

C'était un batteur-battant. cogneur et gagnant, Buddy Rich. Le parfait gosse de Brooklyn, cabo-chard, copain et hâbleur. Tellement persuadé d'être le meilleur batteur du monde que le monde - en tout cas le monde blanc - s'en laissa convaincre aussi. Quand on a commencé sa carrière à l'âge de dix-huit ans sur une scène de Broadway entre un père et une mère artistes de music-hall et que l'on se suit voué au spectacle toute sa vie, mieux vaut se prendre pour un génie que pour un ant Il développe donc une technique de «showman» de la batterie, comme l'avait fait, avant lui, Gene Krupa. Tous les deux étaient des épigones des grands batteurs noirs, Chick Webb, Jo Jones, Sid Catlett.

Il mit, hii, dans le style de batterie «swing», une énergie fonceuse et sèche qui ébahissait les foules. Cela commença dans l'orchestre de Tommy Dorsey, où il devint ami avec un autre gagnant, Frank Sina-tra; cela continua, après guerre, quand il créa son propre grand orchestre, cela se monneya assez lourdement dans les longs solos qui firent la réputation de Jazz at the Philharmonic, les tournées de Nor-



dans un hôpital de Los Angeles. On a peine à y croire. MICHEL CONTAT.

spectaculaire machine à rythmes,



rile Flet

théâtre

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50), sam. & 19 h 30: SALLE FAVART (42-96-06-11), Reliche

jusqu'au 9 inclus. COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), dim. 14 h 30 : Esther. cum, 14 8 30 : Esther.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer :
sam. à 15 h : les Voyages de Monsieur
Costic : Grand Thélère : sam. (dern.) à
20 h : le Mariage de Figaro ; à partir de
dimanche, relâche jusqu'su 24 avril ;
Thélètre Gémier : sam. (dern.) à
20 h 30 : l'Ecole des Bouffons ; à partir
du dimanche, relâche jusqu'su 30 avril.

ODÉON, sam. 20 h 30; dim. à 15 h ; l'Eternel Mari, d'après Dostoïevski. PETIT ODÉON (43-25-70-32), sam. 18 h 30 : Barrio Chino, de Christine

TEP (43-64-80-80), sam. 20 h 30, dim. à 15 h : les Trois Sœurs : Chefsas : sam. à 14 h 30, dim. à 20 h : Fleurs tardives, d'Ahram Room (v.o.) : le Succès, de Constantin Khoudiakov (v.o.).

EAUBOURG (43-77-12-33), Débata-Reacoutres; sam. à 21 h : Crise ou muta-tion, l'émergence de nouveaux modèles culturels; à 18 h : Observatoire des ban-licues, n° 2 ; Cinéma Vidée : Vidéo-information, à 13 h : Du Zuïre au Congo, de Ch. Mesnul; à 16 h : Romain Gary, de V. Moszynski : 19 h : New-York aux to the resum (a lo h: Romain Cary, or V. Moszynski; 19 h: New-York aux trousses, de G. Verlant; Vidéo/Minsl-que: à 13 h: le Lac des cygnes, de Tehal-kowid; 16 h: Tosca, de Puccini; 19 h: Cendrillon, de Rossini; Cinèma brési-les respectés de la phécia Cérési-Gen : se reporter à la rubrique Cinéma-thèque ; Concerts/Spectacles : sam. A 15 h : Ateliers musique et micro-

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). Danse : Ballet du XX* siècle/M. Béjart, sam. 20 h 30 ; sam. et dan. à 15 h : Trois études pour Alexandre (avec Fernando Bujones).

THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), sum. 20 h 45 ; dim. à 14 h 30 : Ce soir on improvise ; Théiltre de in Ville an Th. de l'Escaller d'or : sum. à 18 h 30 : Isabelle

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), sam. 20 h 30; dim. à 16 h, Bri-tannions, de Racine.

Les autres salles AMANDIERS DE PARS (43-66-12-17), AMANDRESS DE PARSS (43-66-12-17), ssm. 20 h 30 : Transport de fernmes.

ANTOINE (42-08-77-71), ssm. 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Mande.

ARTS - HEBERTOT (43-87-23-23), ssm. 21 h, dim. 15 h : Adorable Julia.

ASTELLE - THÉATRE (42-38-35-53), ssm. 20 h 30, dim. 16 h : Mon Isonénie.

ATALANTE (46-06-11-90), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Roulette d'escrees.

ATELIER (46-06-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : le Maiade imaginaire. ATHÈNÉE (47-42-67-27), sacs. 20 h : Hodda Gabier. Salla C.-Birard, sam. 20 h 30 : A. Wobbier.

RASTRILE (43-57-42-14), sam., dim. 19 h 30: Un peu de tempt à l'état per ; sam. 21 h., dim. 17 h : Une année sam été.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), sum. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 ; ie Tourniquet. CARTOUCHERIE, Thistre de la Tempete (43-28-36-36), san. 20 h 30, dim.

16 h : Accanore is Grand. Alener on Chandron (43-28-70-4), 20 h 43, dim. 16 h : la Presque Innommée (dern. le 5) ; 22 h : Terminal Dissident. Aquarium (43-74-99-61), sum. 20 h 30, dim. 16 h : la Procès de Jeanne d'Arc, veuve de Mae Taé-comg (dern. le 5). CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Grand Théire, sam. 20 h 30 : Yesmina. Le Resserre, (sam. 20 h 30 ; La Galerie, sam. 20 h 30 : Econts petit

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviers dormir à l'Elysée. COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30; Flour de cactes. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Benn Rivane.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Furioso. DÉCHARGEURS (42-26-47-77), sam. 18 h 30, dim. 15 h : Sidonie.



capitale, c'est la tentation matérialisée : cashmeres, shetland, disques, parfums, bijoux, sons oublier whisky et tabac. Le "free of taxes" permet de faire quelques économies. Les valises vont souffriç mois ne nous apitoyons pas sur elles!

l'Ile Fleur

DEX HEURES (42-64-35-90), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Maman, doano-moi ten linge, Ffais une machine; 22 h 15 : le Complette de la carotte.

EDEN-THÉATRE (43-56-64-37), sam. 21 h, dim. 18 h 30 : Revolver pour 2.

EDOUARD VII (47-42-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Cliente. ESCALIER D'OR (voir Th. Subven

ESPACE CARDIN (42-66-17-81), sam. 20 h 30 : Rufus (dern. & 4). ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), sam.

21 h : Les trains sams garte.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), sam.
20 h 30, dim. 16 h : Mimenkiatura ; sam.
22 h 15, dim. 14 h 15 : Memonge.

ESSAION (42-78-46-42), sam. 19 h, dim.
15 h : he Festival da cannibele ; 20 h 30, dim. 17 h : L'amour est en bloese blanche.

FONTAINE (48-74-74-40), sam. 17 h et 20 h 30, dim. 15 h 30 : Un bean saland, GAITE-MONTPARNASSE (43-20-60-56), sam. 21 h, dins. 15 h: Bo

GALFRIE 58 (43-26-63-51), sam. 19 h : Sir Gawain and the Green Knight ; 21 h : Master Harold and the Boys. GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), sam. 20 h 45, dim. 18 h 30 : Des orchidées an clair de lune.

GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam. 19 h : Paul Léannand, es vieil enfant perdu. GYMNASE (42-46-36-37), 20 h 30 : Cyclo HUCHETTE (43-26-38-99), sam. 19 h : la Cantatrice chanve : 20 h : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements. LIERDE THÉATRE (45-85-55-83), sam.

20 h 30, dim. 16 h : Electre.

LICERNAIRE (45-44-57-34), sam.

1 : 19 h 30 : Bandelaire; 21 h 15 : Moi,
Moi et Moi. II : 20 h : le Petit Prince. MADELETNE (42-65-07-09), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Dis-moi Bleise. MARAIS (42-78-03-53), sam. 20 h 30 : la

MARIE-STUART (45-08-17-80), sam. 18 h 30 : Vic d'A. Colin ; sam. 22 h : Une

MARIGNY (42-56-04-41), mm. 20 h, dim. 14 h 30 : Kosu. Petito salle, mm. 18 h et 21 h, dim. 15 h : la Galipetie. MATHURINS (42-65-90-00), sem. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Idiot. MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30: Pyjama pour six. MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h : Dou-ble micho

MOGADOR (42-85-28-80) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 14 h 30 : Cabaret. 20 il 30, dam. 14 h 30 : Catarett.

MONTPARNASSE (43 - 22 - 77 - 74),
Grande salla, sam. 17 h et 21 h, dim.
15 h 30 : Co sacré boubeur (dern. le 5).
Petite salla, sam. 21 h, dim. 16 h : Conférence an sommet.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sam.
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Male cai est est ?

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-93), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30; Dom Juan.

CEUVRE (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Léopoid le bies-simé. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), sam. 21 h, dim. 15 h : S. Joly. Petite selle, sam. 20 h 30 : Leisse tomber la PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam.

POCHE (45-48-92-97), sam. 21 h, dim. 17 h 15 : la Belle Famille. POTINUÈRE (42-61-44-16), sam. 20 h 30 : **POSEAU-THEATRE** sam. 21 h : la Pie rouge. SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sem. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : les Seim de Lois.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), sam. 19 h 30; Dim. 14 h ; Voyage au bout de la mit; sam. 21 h, dim. 15 h 30 : le Pool en esu.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), sum. 20 h 30, dim. 15 h : Antigone ; sum. 22 h, dim. 17 h : Picume des jours ; sum., 20 h 30, dim. 17 h : Huis clos. EURE (45-41-46-54), sam, 20 h 30 : Péri-chole 1919.

TEL D'EDGAR (43-22-11-02), sans. 20 h 15 : les Babes cadres ; sam. 23 h 39 : Nous un fait où on nous dit de faire. TR. DE FORTUNE (43-56-76-34), sam. 21 h : le Grand Efflanqué.

TH. GREVIN (42-46-84-47), sam. 20 h 30 : l'Otage. TH. DE L'ILE ST-LOUIS (46-33-48-65), mer., jeu. 20 h 30 : le Scorpi THÉATRE 13 (45-88-16-30) (D. soir, L.), 20 h 30, dian. 15 h ; A pied. THL 14 J.-M. SERREAU (45-45-49-77) (D. soir, L.), 20 h 45, dhn. 17 h : Vers. Bexter.

TH. 18 (42-26-47-47), sam. 21 h, diss. 16 h: The Show Must go co. TH. DE L'OMBRE QUI ROULE (49-74-30-11), sam. 21 h : Vincent. TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), sum. 21 h, dim. 16 h 30 : Conversations après un enterrement.

TH. DE LA PLAINE (42-80-15-65), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Villa bieue, la Rêve rose et la Puire. TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70) THÉATRE DU TEMPS (43-53-10-88).

TOURTOUR (48-87-82-48), sam. 20 h 30 : Babiboum ; sam. 18 h 45 : la Fête à Engène Guillevic ; 22 h 30 : An secours du mort. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), sen. 20 h 30 : l'Anniversaire. VARIÉTÉS (42-33-09-92), sem. 17 h 15 et 21 h, dim. 15 h 30 : C'est encore mienz l'après-midi.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), senn., dim. à 20 h, le 4 à 22 h 30 : Caberet.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60),
sam. à 20 h 30 : Tradition flamenco.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), sam.,
dira. à 20 h 30 : P. Doussaint, I. Dubou-

GYMNASE (42-58-24-80), sam. à 20 h 30, din. à 16 h : Why not.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 1) h à 21 h sauf dimanches et jours fériés pervation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 4 - Dimanche 5 avril

IVT (43-65-63-63), sams. 21 h, dim. 17 h: LA PINTE (43-26-26-15), h 21 h 15, les Terras à roboms.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), sam., dim. 18 h 30 : Flamenco Jimena Dame.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-55-22), mm. 21 h: ZÉPOTH (42-40-60-00), 20 h, sam. Main-J. Birkin (dern.). CASINO DE PARIS (45-72-11-22), sam. et dim. à 20 à 30 : A. Chamfort.

CONNETABLE (42-77-41-40), sem. 22 h 30 : A. Vanderlova. ESCALIER D'OR (Voir Th. subven-LUCERNAIRE (45-44-57-34), sem., dim.

OLYMPIA (47-42-25-49), sam. 20 h 30, dim. 17 h : D. Dufrespe. PALAES DES GLACES (46-07-49-93), sam. 20 h 30 : P. Dupoyet; sam. 21 h, dim. 14 h 15, 17 h 30 : Holiday on ice. TH. GREVIN (42-46-84-47), sem. 20 h 30, dim. 18 h 30 : B. Mabille.

LA VILLETTE (480:34-66) Semaine de la maniomette. Sam. 20 h 30 : le Fils de la Terre et Saisous ; sam. 20 h 30, dim. 17 h : l'Homeur de Rodrigue ; sam., dim. 16 h : les Histoires de Mannanou ; dim. 20 h 30 : Grandir ; dim. 22 h 30 : Siamic Sistem.

Jazz, pop, rock, folk BAISER SALÉ (42-33-37-71), sem., dim.: 21 h : Jazz d'échappement (dern.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), sezu., dim. 21 h : G. Collier's London all Stars. DUNOIS (45-84-72-00), sam. 20 h 30 ; M. Perez Quariet. EXCALIBUR (48-04-74-92), 20 h 30:

Socret Talk. GALERIE DE NESLE (43-25-11-28), sem. 20 h 30 : Los Jaivas (ders. le 4). MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), sam. 22 h : Jay Jay (dorn. lc 4). MONTANA (45-48-93-08), dim. 22 h 30 :

NEW MORNING (45-23-51-41), sam., dim. 21 h 30 : J. Hellborg; dim. 17 h et 21 h : T. Due PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 22 h; sam.: Dixis Stom-PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h, sam. : Cyril Jazz

les Terma à robonns.

SALLE PLEYEL (4S-63-88-73), sam. à SLOW CLUB (42-33-84-30), sa 20 h, dim. à 15 h 30 ; la Belle au bois dor-SUNSET (42-61-46-60), sam. 23 h ;

C. Jefferson.

TROTTORES DE BUENOS-AIRES
(42-33-58-37), à 22 h, sam., dirz. ;
Cazzalcon Trio; à 24 h ; Josefinz (derz.

Les concerts

SAMEDI 4 AVRIL Serbenne, 20 h 30 : A. Ciccolini (piano) (Mediner, de Séverac, Ravel, Chabrier). FIAP, 20 h 30 : Ememble La Camerata (Vivaldi, Stittez, Bertok, Salomon). Théâtre 18, 16 h 30 : R. Aussel, D. Estrada

(guitares) (Ginasters, Brouwer, Obrowska). Obrowskaj.
Egiise Saint-Merri, 21 h : J. Billeccoq (La Passion de C. Peguy).
Egiise Saint-Georges, 18 h 30 : Duo Andranian (Brahms, Ravel, Chailley). Egileo Saint-Gervala, 16 h 30 : S. Kagi (orgae) (Couperin, Raison, Langlais). Lucernaire, 18 h 30 : Ensemble Cadence (Comperin, Rameau, Bosset).

Conclergerie, 21 h : Nuit des instrum Egilee Saint-Meerl, 21 h : la Passion, de Pegay (dit par J.-P. Billecocq).

DEMANCHE 5 AVRIL Course cultural susses, 17 h : Moretta Pat-terini (mezzo-soprano) (Hanadel, Cho-pin, Brainne).

Estre du Rand-Point des Chasque-Elysées, 11 h : Quatuor Emerson de New-York (Mozart, Mendelssehn, Chos-

gioc Scint-Rock, 17 h : Chorale E. Bras-scur, dir. : M. Annay (Polyphonics

sacress).

aveau, 14 h 30 : Finale publique du
concours international M. Ravel (miledies françaises de Gounoù à nos jours).

glise Saint-Marri, 16 h : Chelsea Symphony Orchestra, dir. : N. Dodd (Adler,
Holst, Williams, Haendel). Egilse Saint-Séveria, 15 h : Chorales Knentz de Paris et de Brest (Buch).

Hécel de Minumies, 15 h : Duo Picavet (piano quatra maios) (Debussy, Ravel, Chopin). icore-Dame de Paris, 17 h 45 : M. Berti-notti (orgue) (Paponaud, de Saint-Martin, B-rtinotti).

Currefeer de la Différence, 21 h : Duo Ariene (filite et harpe) (musique fran-

La Cinémathèque CHAILLOT (47-84-24-24)

SAMEDI 4 AVRIL

15 h, Paolo e Francesca de R. Matarazzo (v.o.); 17 h, L'Imperatore di Capri, de L. Comencini (v.o.); 19 h, Les gens da voyage, de J. Feydor; 21 h 15, Le jour da vin et des roses, de R. Edwards (v.o.,

DIMANCHE 5 AVRIL

15 h, Pâques sangiantes, de G. de Santis (v.o., s.-t.f.); 17 h, le Chemin de l'espé-rance, de P. Geuri (v.o.); 19 h, le Pambère rose, de R. Edwards; 21 h15, Quand l'ins-pecteur s'emméle, de B. Edwards. IEAUBOURG (42-78-35-87)

15 h, Ombres blanches, de W.S. Van Dyke et R. Fisherty; 17 h, Agmirre, la colère de Dieu, de W. Hezzog (v.o., a.-t.f.); 19 h, L'une chante, l'autre pas, d'A. Varda; 21 h 15, Démous de midi, de C. Paureilhe. DEMANCHE SAVRIL

SAMEDI 4 AVRIL

15 h, l'Éventail de lady Windermers, d'O. Premizger (v.o.); 17 h, les Chasses du comte Zaraff, d'I. Pichel et H. Schedsuck, (v.o., s.-t.I.); 19 h, in Grande Paniette, de G. Caldéron; 21 h, l'Homme blessé, de P. Chéreau,

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) Le chiese brisilies SAMEDI 4 AVRIL

14 h 30, Limite, de M. Peixote ; 17 h 30, O Assalto ao Trem Pagador, de R. Farisa ; 20 h 30, A Idade da terra, de G. Rocha. DIMANCHE 5 AVRIL 14 h 30, O Cangacciro, de L. Barreto; 17 h 30, O Pagador de promessa; d'A. Duarte; 20 h 30, Claro, de G. Roche.

Les exclusivités AFTER HOURS (A., v.o.) : Craoches, 6* (46-33-10-82), h.sp.

AJANTRIE (Ind., v.o.) : RépublicCinéma, 11* (48-05-51-33).

Cinéma, 11º (48-03-51-33).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS
(Fr.): Forum, 1º (42-97-53-74); impérial, 2º (47-42-72-52); Marigman, 3º (43-59-92-62); Galaxie, 13º (43-80-18-03); Gaamont-Convention, 15º (48-28-42-77); Maillot, 17º (47-48-06-06).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.): Nunoléon, 17º (42-67-63-42). Nipoléon, 17 (42-67-63-42).

BEAU TEMPS MAIS GRAGEUX EN
FIN DE JOURNÉE (Fz.): Utopia, 5-

LE BIG BAND (Fr.) : UGC Ecminge, 3-BRDY (A., v.o.) : Lucerneirs, 6 (45-44-ERAZIL (Brit., v.o.) : Epis-de-bois, 5-(43-37-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

ALLAN QUATERMAIN ET LA CITÉ DE L'OR PERDU. Film américain de Gary Nelson. V.o.: Bretagna, 6 (42-25-7-97); Emritage, 3 (45-63-16-16); George-V. 8 (45-62-41-46). V.f.: Rex., 2 (42-36-83-93); UGC Montparnesse, 6 (45-74-94-94); Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); La Bastille, 11 (43-42-16-80); UGC Gobelins, 13 (43-62-344); Mistral, 14 (45-39-52-43); Convention Saint-Charles,

LA DAME DE MUSASHINO. Film LE DESTIN DE MADAME YUEL Film inédit de K. Mizoguchi, V.o. : 14-Juillet Parnasse, 6º (43-26-

\$8-00).

GOLDEN CHILD, Film américain de Michael Ritchie. V.o.: Forem Horizon, 1** (45-08-57-57); Impérial, 2** (47-42-77-52): UGC Danton, 6** (42-25-10-30); Marignan, 8** (43-59-92-82); Publicis, Champellysées, 8** (47-20-76-23); Gampont Parmasse, 14** (43-35-30-40). V.f.;

Rex. 2 (43-36-83-93); UGC Mont-parnesse, 6 (45-74-94-94); Para-mount Opéra, 9 (47-42-56-31); Bastilla, II (43-42-16-80); UGC Gars de Lyon, 12 (43-43-01-59); Parvette, 13 (43-31-56-86); Mont-parnesse Pathé, 14 (43-20-12-06); Grammont Alésia, 14 (43-27-84-50); Gammont Convention, 19 (48-28-42-27); Convention Sam-Charlen, 19 (45-79-33-00); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01); Gam-mont Gambetta, 20 (46-36-10-96); Secrétas, 19 (42-06-79-79).

Secretar, 13th (42-06-79-79).

MES DEUX HOMMES, Film allemand de D. Dorrie, V.o.: Gammont
Halles, 1st (42-97-49-70); 14-Juillet
Odfon, 6st (43-25-59-83); Colisée,
8st (43-59-29-46); 14-Juillet Beangrenelle, 15st (45-75-79-79), V.f.:
Gammont Opéra, 2st (47-42-60-33);
UGC Gare de Lyon, 12st (43-4301-59); UGC Gobelins, 13st (43-3623-44). TRUE STORIES. Film américain de

David Byrne, V.O.: Ciné Beanbourg, 3º (42-71-32-36); UGC Danton, 6º (42-25-10-30): UGC Rounde, 6º (43-74-94-94); Biarritz, 8º (45-62-20-40); Escurial, 13º (47-07-28.04)

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.a.):
Roum-Aroen-Ciel. 1= (42-97-53-74);
14-Juillet Odéon, & (43-25-59-83): 14Juillet Parnasse, & (43-26-58-00);
Ambassade, & (43-59-19-08); Montparnos, 14- (43-27-52-37).
CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS
AMOUREUX (Pol., v.a.): CENTYPalace, \$ (43-25-19-90); 14-JuilletParnasse, & (43-26-58-00).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A

LA COULEUR DE L'ABGENT (A, v.o.): Gammont-Halles, 1" (42-87-49-70); UGC-Odéon, 6 (42-25-10-30); Pagode, 7" (47-05-12-15); Marignen, 8" (43-59-92-82); Publicis-Champs-Bysées, 8" (47-02-76-22); 1-4-Junilet-Bestille, 11" (43-57-90-81); Gammont-Parnasse, 14" (43-35-36-40); 1-4-Junilet-Beaugnendle, 15" (45-75-79-79); Gammont-Opéca, 2" (47-42-60-33); v.f.: Rex, 2" (42-36-39-3); Nations, 12" (43-43-04-67); Fauvetie, 13" (43-31-56-86); Montputasse-Pathá, 14" (43-27-44-50); Gammont-Convention, 15" (48-28-42-27); Pathé-Clichy, 18" (45-22-46-01); Gammont-Convention, 16" (46-36-10-96).

LA COULEUR POURPEE (A., v.e.):

La COULEUR POURPRE (A., va.) : Luccasire, 6 (45-44-57-34).

CRIMES DU CŒUR (A. v.a.): 14-Iniliet-Odéon, 6* (43-25-59-83): UGC-Biarritz, 8* (45-62-20-40): 14-Juillet-Benngrenolle, 15* (45-75-79-79); v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93). Rex. 2 (42:36-83-93).

CROCODILE DUNDEE (Asst., va.);
Forum-Herizon, 1* (45-08-57-57); Hamtefemile, 6* (46-33-79-38); Mariguan, 8* (43-59-92-82); v.f.; impfestal, 2* (47-42-72-52); Rex. 2* (42-36-83-93); Bastille, 11* (43-42-16-80); Panvette, 12* (43-31-60-74); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparasses-Pathé, 14* (43-30-12-06); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé-Cilchy, 12* (45-22-46-01).

LE DÉCLIN PAR VINCENTER

46-01).

LE DÉCLIN DE L'EMPRE AMÉRICAIN (Cro.): Ciné-Bezabourg. 3* (4271-52-36); UGC-Odéon, 6* (42-2510-30); UGC-Rotoade, 6* (45-74-94-94); UGC-Champe-Elysées, 9* (45-62-20-40); UGC-Boulevards, 9* (45-74-95-40); UGC-Gare-de-Lyon, 12s* (43-43-01-59); UGC-Gobelins, 13* (43-3-23-44).

36-23-44).
DEMONS 2 (*) (It. v.o.) : Normandie, 3(45-63-16-16) ; v.f. : Rex., 2- (42-36-83-93). DOWN BY LAW (A., v.o.) : Seint André-dos-Arts, 6' (43-26-80-25). dos-Aru, 6 (43-26-80-25).

LES ENFANIS DU SILENCE (A., v.a.): Gaumont-Ralles, 1 (42-97-49-70); Gaumont-Opéra, 2 (47-42-60-33); Publicis-Saim-Germain, 6 (43-22-72-80); Hautefeaille, 6 (46-33-79-38); Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont-Champs-Dysée, 2 (43-59-04-67); Gaumont-Parmasse, 14 (43-59-04-67); Mayénic, 16 (45-25-27-06); v.f.: Saint-Luzans-Pasquint, 8 (43-87-35-43); Maréville, 9 (47-70-72-26); Nation, 12 (43-43-04-67); Panvente, 13 (43-31-56-86); Miranar, 14 (43-20-49-32); Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé-Cicity, 18 (48-22-46-01).

LES EXPLOITS D'UN JEUNE DON

LES EXPLOITS D'UN JEUNE DON JUAN (Fr.-It.): Forum-Orient-Express, 1= (42-33-42-26); George-V, 8 (45-62-41-46); Maxéville, 9 (47-70-72-86); Lamère, 9 (42-96-49-07). LA FEMME DE MA VIE (Ft.) : Maccury, 9 (45-62-96-82).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., vf.) (H. an.); Res. 2 (4236-83-93); Mistrai, 14 (45-39-52-43); Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LES FUGITIFS (Ft.) : Genmont-Opies, 2: (47-42-60-33) ; Ambasado, F (43-59-19-08). GARCON SAUVE-TOE (Tch., v.o.): Uto-piz, 9' (43-26-84-65).

GOTHIC (Briz., v.o.) (*) : Cinoches, & (46-33-10-82). (46-33-10-82).

LE GRAND CHEMIN (Fr.); Gaumoni-Halles, 1° (42-97-49-70); Hautefeuille, 6° (46-33-79-38); Ambanade, 8° (43-89-19-08); Georges-V, 8° (45-62-41-46); St-Lazare Pasquiec, 8° (43-87-35-43); Français, 9° (47-70-33-88); Nation, 12° (43-43-04-67); Panvette, 13° (43-31-56-86); Galaxie, 13° (45-80-18-03); Gaumoni-Aléria, 14° (43-27-84-50); Minamar, 14° (43-20-89-52); Parasseiens, 14° (43-20-32-20); Gaumoni-Convention, 15° (48-28-42-27); Maillot, 17° (47-48-06-06); Pathé-Clichy, 18° (45-22-46-01).

(45-22-46-01). HANNAH ET SES SCEUES (A., v.a.) : Studio-de-la-Harpe, 3 (46-34-25-52) ; Triomphe, 3 (45-62-45-76). LES HÉRITIERS (Antr., v.a.): Forem-Orient-Express, 1" (42-33-42-26). L'HISTOURE DU CAPORAL (Fr.): Usopia, 5 (43-26-84-65). JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George-V, 3 (45-62-41-46) ; Galaxie, 13 (45-80-18-63).

JEUX D'ARTIFICES (Fr.): Gaumont-Halles, 1" (42-97-49-70); Laxembourg, & (46-33-97-77); Gaumont-Parmans, 14 (43-35-30-40). JUMPIN JACK FLASH (A., v.a.): Triomphe, 8 (45-62-45-76). LABYRINTHE (A., v.a.): Triomphe, 8 (45-62-45-76). V.f.: Bastille, 11 (43-42-16-80).

LE LENDEMAIN DU CRIME (A., v.o.).; v.o.: Ciné-Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC-Dunton, 6 (42-25-10-30); 52-36); UGC-Duston, 6: (42-25-10-30); UGC-Rotonde, 6: (45-74-94-94); UGC-Biarritz, 8: (45-62-20-40); 14-buillet-Beangronelle, 19: (45-75-79-79); v.f.: UGC-Montparmasse, 6: (45-74-94-94); UGC-Boulevard, 9: (45-74-93-40); UGC-Gobelins, 13: (43-36-23-44); UGC-Convention, 15: (45-74-93-40); Images, 18: (45-22-47-94). LE MAITRE DE GUERRE (A., v.o.) : UGC-Normandie, & (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC-Montparmasse, 6 (45-74-94-94).

MANON DES SOURCES (Fr.): Mari-man, 8' (43-59-92-82); Français, 9' (47-70-33-88); Montparraca, 14' (43-27-52-37); Galaxie, 13' (45-80-18-03).

MASQUES (Ft.): Forum-Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Saint-Germain-Village, 5' (46-33-63-20); Amhamade, 5' (43-59-19-08). MAUVAIS SANG (Pr.); Trois-Luxembourg, 6 (46-33-97-77) (h. sp.); Epte-de-Bois, 9 (43-37-57-47). MRLO (Fr.): Forum-Orient-Express, 1= (42-33-42-26); 14-Juillet-Odéon, 6- (43-25-59-83); Elysées-Lincoln, 8- (43-59-

30-14).

LA MESSE EST FINIE (it., v.o.) :
Racine-Odéon, 6* (43-26-19-68).

LE MERACULÉ (Fr.) : Foruse-1" (42-33-42-26); Gousse-V. & (45-62-41-46); Paramount - Opén, 9 (47-42-56-31); 7-Paramoinn, 14 (43-20-32-20).

4.37. ÜE

See See to be now

gast and and c

Principle Service of the

医直旋性 医上孢子硷 化

make fighting of a contact

異**なこは** (A) Polyage (

THE SECTION 1 MAN IN

الرابية الأستفار الأداري والتنطق

第 2000年 14.3

ARTE TALE

Magaine ...

25.24 1.

Canal Service

12. 医生物类

Es

100 E ...

MESSION (A. v.o.) : Elyséer-Lincola, \$ (43-9-36-14) ; v.f. : Lumière, 9 (43-46-49-07). 49-07).
MOSQUITO COAST (A., v.A.): ForumAro-to-Ciel, 1= (42-97-53-74); GeorgeV, P (43-62-41-46); v.i.: Lumbice, 9=
(42-46-49-07); Minanar, 14= (43-2088-57)

89-52).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Chookes, 6* (46-33-10-22).

NOLA DARLING NEW FAIT QUASA.

NORA DARLING NEN FAIT QU'A SA TÊTÉ (A., v.a.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LE NOM DE LA BOSE (Pr.); v.mgl.; Forms Horizon, 1st (45-08-57-57); Mari-gnan, 8 (43-59-92-82); 3-Parametrus, 14 (43-20-30-19); v.f.: Français, 9 (47-70-33-88); Gaumoni-Alfain, 1st (43-27-84-50); Galaria, 13 (45-80-18-03); Montparans, 1st (43-27-52-37).

OUT OF AFRICA (A., v.a.): Publicia-Marigans, 1st (43-27-52-37); Staffo-do-la-Harpe, 5 (45-08-57-57); Staffo-do-la-Harpe, 5 (45-08-57-57); Staffo-do-la-Harpe, 5 (45-08-57-57); Staffo-do-la-Harpe, 5 (45-33-79-38); Manigans, 8 (43-59-92-82); v.o. et v.f.: Georga-V., 8st (43-57-90-81); Parametrus, 1st (43-20-30-19); Kinopanorana, 1st (43-06-

(45-62-41-46); vo.: 14-Juillet-Bastille, 11: (43-57-90-51); Parasasicus, 14: (43-20-30-19); Kinoparoctus, 15: (43-6-90-90); 14-Juillet-Bemgranelle, 15: (45-75-79-79); v.f.: Maxéville, 9: (47-70-72-36); Français, 9: (47-70-73-36); Fauvette, 15: (43-30-12-06); Mostral, 14: (45-39-52-43); UGC-Convention, 15: (45-74-93-40); Matha-Convention, 15' (45-74-93-40); Maillot 17' (47-48-06-06); Pathé-Wepler, 18 (45-22-46-01).

(45-22-46-01).

POUSSIÈRE D'ANGE (Fr.): Rex. 2(42-36-83-93); Ciné-Beenhourg, 3- (4271-52-36); UGC-Montpermanne, 6- (4571-94-94); UGC-Odiron, 6- (42-2510-30); UGC-Bearitz, 3(45-62-20-40); UGC-Bearitz, 3- (4574-95-40); UGC-Gebelins, 12- (43-3623-44); Mintral, 14- (45-39-52-43);
Montpermon, 15- (45-74-93-40); Images, 18- (45-22-71-94); Sacritans, 15- (4206-79-79).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.);
Luxemburg, 6- (46-33-97-77); Parmsnicus, 14- (43-20-30-19).

ROSA LUXEMBURG (AL, v.A.); Cine-

ROSA LUXEMBURG (AL, v.a.) : Cino-ches, 6' (46-33-10-82).

SAMNE KLEST, SEPT ANS (AL., RDA, va.): Républic-Chaine, 11º (48-05-51-33). SANS PITIÉ (A., v.a.) : Foresa Horis l* (45-08-57-57); George-V, & (45-62-41-46); v.f.: Français, % (47-70-33-88); Montparmano-Puthé, 14* (43-30-12-06).

Mostparasso-Pathé, 14 (43-23-12-05).

LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.):

Bonsparte, 6 (43-26-12-12).

SLEEPWALE (A., v.o.): Sa-Andrédes-Arts, 6 (43-26-48-18) (h. sp.).

LE SOLITABRE (Fr.): Porum-Oriens-Exprest, 1* (42-33-42-26); Bretagne, 6* (42-22-27-97); Ambanade, 8* (43-83-19-08): Noomandie, 9* (43-43-16): Saint-Lazaro-Pasquior, 8* (43-87-35-43); Pagamoun-Opéra, 8* (43-87-35-43); Pagamoun-Opéra, 9* (47-43-601); Nation, 12* (43-43-04-67); Fanvette, 13* (43-31-56-86); Montpurasso-Pathé, 14* (43-20-12-06); Gaumout-Convention, 15* (43-28-42-27); Maillot, 17* (47-43-06-06); Convention-Seint-Cherles, 15* (45-23-46-01); Secrétam, 19* (42-06-79-79).

STAND BY ME (A., v.o.): Con-

MAND BY ME (A., v.a.): Cns-Beautourg, 3 (42-71-52-36); UGC-Danton, 6 (42-23-10-30); UGC-Biarrizz, 3 (45-62-20-40); v.f.: UGC-Montparmens, 6 (45-74-94-94); UGC-Boulevard, 9 (45-74-95-40); UGC-Gara-

de-Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC-Gobelina, 13 (43-36-23-44). UGC-Gobelma, 19 (43-36-23-44).

A STORIA (h., v.o.): Forms-Horizon,
1st (45-28-37-57); Gammon-Opfen, 2st (47-42-60-33); 14-Juillet-Odéon, 6st (43-25-983); Colisée, 2st (43-59-29-46);
14-Juillet-Bestille, 11st (43-57-90-81);
Escurial, 19 (47-07-28-04); 14-Juillet-Beaugrenalle, 15st (45-75-79-79);
Ricoverdae-Montanasse.

STRANGER THAN PARADESE (A., v.a.): Utopis, 5 (43-26-84-65). TETE DE TURC (All., v.a.) : St-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18). LE THÉME (Sow., vo.); vo. : Cinf-Bembourg, F (42-71-52-36); Connos, & (45-44-22-80); Triompie, F (45-62-45-76); 14-juille-Bascile, il! (43-20-20-81); 7-Parasseiens, 14 (43-20-

00-36cotpurpose, 15º (45-44-

33-20].

THÉRÈSE (Fr.): Lucermire, & (45-44-57-34); Saint-André-des-Artz, & (43-26-80-25); UGC-Bierritz, & (45-62-20-40); Parmaniena, 14 (43-20-30-19); Images, 18 (45-22-47-94). 37-2 LE MATIN (Fr.): Genmont-Hellen, 1= (42-57-49-70); Saint-Michel, 5: (43-26-79-17); George-V, 8: (45-62-41-46); Bionvenue-Montparnasse, 15: (45-44-25-02)

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): George-V, 8 (45-62-41-46). WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Epicode-Bois, 5 (43-37-57-47). Les grandes reprises

L'ARNAQUEUR (A., v.o.): Forum Arc-en-ciel, i= (42-97-63-74); Reflet Logos, 5 (47-20-76-23); Gammont-Ambanade, 8 (43-59-19-08); Parmastiens, 14 (43-20-30-19-08). 20-30-19), Parmanions, 14 (43-20-30-19), L'ASSASSIN HABITE AU ZI (Ft.); Reflet-Logos, 5 (43-54-42-34); 3 Baizze, 3 (45-61-10-60). BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42). CENDRILLON (A., v.f.): Napoléon, 17 (42-67-63-42)

(42-67-63-42).

LES 101 DALMATIENS (A.) (v.f.):
Forum-Horizon, 1" (45-08-57-57); Rex.
2 (42-36-83-93); UGC Odéon, 6' (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6' (45-74-94-94); UGC Ermitage, B' (45-63-16-16); Faramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Gare-de-Lym-Bastille, 11" (43-43-59-01); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Mistral, 14" (43-39-52-43); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Napoléon, 17" (42-67-63-42); Images, 18" (45-22-47-94); Secretan, 19" (42-06-79-79).

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A.) 2901, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.); Action-Rive genche, 5º (43-29-44-40). v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30); Mac-Melson, 17 (43-80-24-81). LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.): Ranciegh, 16 (42-88-64-44).
SI PAVAIS UN MILLION-(A., v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).



••• Le Monde • Dimanche 5-Lundi 6 avril 1987 11

Informations «services»

MÉTÉOROLOGIE

EN BERACULE ...

Coll. Corre

MARIN (A. V.C.) CONTRACTOR

MARTINE LANGE TO THE PROPERTY OF THE PARTY O

Media De La Religion de La Religio de La Rel

Months 14

Commercial 14 of 15 of 1

SCHOOL IT AND THE PARTY OF THE

Therefore the second of the se

CATES OF STREET, NO.

MATTER AT M A STREET S

BOM BETTERSTED FOR ALLEGE

The table of the same of the s

Marie Mr. All

Person Person

BEEANGER THAN PAGES

BALL VOTET THE 21 S

Section 1

La Princia

Banas:

PRINCE OF STREET

Sign space Vi

AND INVESTIGATION

to the

A PARTY

Watte Watth

Sec

1.达尔特

when the safer is a second CARDON BARRET SERVICE.

SAME PRINT A SE

CERTIFICATION AND ADDRESS.

A CONTRACT

Michigan Seign um

market to the

MINE TO BE

Francisco (

MORNOR P 14

Machama 19 455 Indiange 5 44 4 Indian 07 (42.5) (45.54.92.82)

PLATION IN ...

A DARLING NT A FAIT OF



1029 ·D

reintien probable du traspa en France entre le sapreil 4 avril à 0 hours et le anche 5 uvul à 24 houres, La dépression centrée près du goife de Gascome remontera légèrement vers l'Angleterre, mais maintiendra sur la : France un commut donz et humide de

Dimenche : les régions de la Brotagne la basse Normandie, Postou-Charentes en noruesas seront les plus favorisées svec de belles échircies par moments, des températures agréables, et senie-ment quelques averses dans l'après-midi.

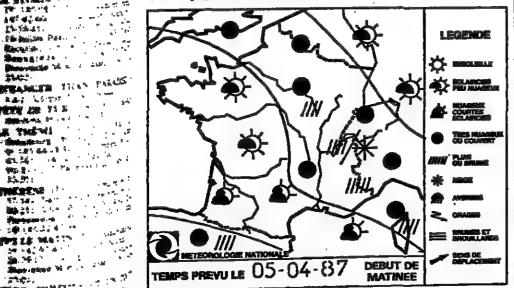
Près de la Méditarrande, le soieil reviendra également, mais il faudra subir encore une matinée plaviouse sur la Côte d'Azur et la Corse.

Ser le reste du pays, soit de la haute Normandie et du Nord, au Bassin parl-sien, Contre, tout le Nord-Ouest, Rhône-Alpes, Massif central et Midi-

Pyrénée, les mages donneront des ondées ou des pintes intermittentes, pra-tiquement toute la journée. Les accal-mies jainscront passer quand même des rayons de solell. Attention dans d'après-mid à un risque d'orage principalement sur le relief. Il meigera au-dessus de 2 000 mètres sur les Pyrénées, et 1 500 mètres sur les Massif central et les Aines.

anz movemes d'un début avril. Les minima, en lever du jour, seront assez homogènes, entre 5 et 7 degrés, auf peut-être près de la Méditarranée cè l'on verra 8 à 12 degrés.

Les maxims s'élèveront entre 12 et 14 degrés sur la moitié nord du pays, avec une pointe à 15 degrés de l'Alsace au Lyonneis et au Puy de Dôme. Il fera 15 à 17 degrés dans la Sad-Onest, et 16 à 19 degrés en Méditerra-née.



Les grand		ERATI Valeurs 4 à 8 h	antrâny.	s relevé 4-4-19			k	3-4-19	87
ENSTRUMENT TO THE PARTY OF THE	AMACED MARCED MARCET MORRARI MORRARI MORRARI MORRARI CHEROURE MORRARI LEUN LEUN MARCET MAR	14 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19	ECHPOCCERCERC PECPERCY	TOROGE	# 14 17 19 15 15 17 11 22 23 27 27 20 20 20 21 23 24 25 25 26 27 28 29 20 2	11 N 7 A 10 D	MANERO . MANERO . MANERO .	III III III III III III III III III II	7 C P P P P P P P P P P P P P P P P P P
Attended to the second of the	A	B	C cici	D ciel désasé	Ni ciel magenx	O create	P	T tempête	nengs
A SURFICE OF THE SURF		(U ≥ 1 neures c ent établ	emps u	Aversol.		ire pour	ie Fina en hive la Mésica	r. ologie nat	ru lliga Jonale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4456 HORIZONTALEMENT

I. Qui ne fait donc pas plaisir à entendre. - II. Un homme édifiant, Quand on y est, tout paraît noir. — III. S'éprit d'un drôle d'oiseau. Rudes. Donné par le chef. — IV. Une grande confusion. On y voit parfois du sang. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

Qui a donc pu nons enrichir. - V. Début de semaine. Un peu de tabac. Gree-que. Pas original. – VI. Dans une série de sept. Qui n'était donc pas couvert. -VII. Des spécialistes A1 les timbres. Une famille de peintres. -VIIL Un vieux véhicule. Peut avoir l'alhere d'une maronise - IX. Quand elle est froide, il y a moins de sang. Mot moins de sang. Mot XII
qui peut faire remir
le berger. – X. Bien
frappé. Qui peut
nous valoir une XV
condamation condamnation. - XI. Lie. Des

femmes qui out parfois du mal à sa faire suivre. Redevient neuf quand on arrive au bout. — XII. Avec lui, compositeur syant beaucoup de

talent pour faire des arrangements. Fut raccourcie par les Anglais. -XIV. Se fait attendre. Comme des frères dont on ne peut pas dire que ce sont des fils à papa. - XV. Sym-bole. Choisiras comme un domicile. Satisfaisant quand il y a un bon

VERTICALEMENT

1. Du bon pain pour les terro-ristes. N'est pas à sa place dans une collection de papillons. — 2. Sorte de cirque. Pour qu'il grossisse, il fant le faire travailler. Maison de campagne. — 3. Pétille. Peuvent être assimilés anx claques. Est bien nourri quand il y a beaucoup de proneaux. - 4. Elégant mais un peu vieux. Par-fois, peut être assimilée à une petite scène. - 5. Lac des Pyrénées. N'a pas beaucoup de livres quand il est ambulant. La première victime. - Etat étranger. Ne pas conserver.
 A une forte tête. - 7. Un arrêt qui fait plaisir. Un homme qui ne fait oas de cadeaux. - 8. Ne cesse pas. Sévère. Reste au fond de la pièce. Le tantale. - 9. La rage avant Pas-teur. Qui ressemble à des guêpiers.

- 10. Petit chez le crémier. Se laisse aller. - 11. Abréviation pour un prince. Un mal de chien. Il y en a plein les miches. - 12. Peut-être remplie d'un sang impur. Font un cent quand ils sont en carré. Peuvent carriager. — 13. Ean. Endroit où l'on peut faire des exercices. Fin de bail. En Angleterre, nom qu'on donne à une souris. — 14. Fournit une bonne solution. Département. — 15. Fit un mauvais marché. Roi de Thèbes, Est. difficile à plaquer.

Solution du problème nº 4455 Horizontalement

I. Tripières. – II. Râle. Nabi. – III. Ai. Réale. – IV. Clôt. Rend. – V. Becquée. – VI. Sel. Our. – VII. Suivre. NT. – VIII. Gin. Rot. – IX. Elève. – X. II. Idée. – XI.

Verticalement 1. Tracasserie. - 2. Rail. Eu. L.G. - 3. Il. Oblige. - 4. Perte. Ville. -5. Corne. - 6. Enarque. Vie. -7. Râleur. Rodl. - 8. Ebène. Nô.

Es. - 9. Si. Destinée, GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Naissances

SAL RAISONNIER

et Alain SCHLUMBERGER

le 18 mars 1987. 21, rue de Turenne, 75004 Paris.

- Binidicta FARTHOLIAT et Jean-François DANON,

la joie d'annoncer la missance de

Claire,

le 23 mers 1987. 19, rue Angusta-Lançon, 75013 Paris.

Décès — On nous pris de faire part du

aldé Jean DEVEAUX,

Les obsèques auront lieu le lundi 6 avril, à 15 heures, en le bestitque de

De la part de :
M. et M. Denis Beilier,
M. et M. Jacques Deveaux,
M. René Vayasier,
M. et M. Pierre Monghal,

M. et M= Philippe Devesix, M. et M= Bernard Devesix.

EDUCATION

- Alger, Lyon. Dienlefft

M. et M= Jacques Caneen-Débet et leurs enfants, Philippe, Béntrice et Christian,

M. le professor et M= Jacque et leurs enfunts, Anne-France, Xavier, Hisabeth et Olivier, M. et M. Régis Martinier

et leurs enfants, Brano, Hugues et Josecest la doubeur de faire pert du décès de

M" Frédéric POBERT,

survean à Lyon, le 2 avril 1987, dans sa contra-vingi-cinquième aunie.

quatre-vingi cinquibme année.

Le service religioux sera effichré su temple protestant de Diculefit (Drôme), le handi 6 avril 1987, à 15 heures.

Un hommage ini sera rendu je même jour, à 10 heures, au temple protestant de Lyon, 50, rue Bancei, Lyon-7-.

- Almen-vous les une les eutres comme je vout ai ain

145, montés de Chordans. 69005 Lyon. 14, villa Saint-Georges.

CARNET DU MONDE

Tarif de le ligne H.T.

insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de biencs). Les lignes en capi-tales grances sont facturées sur le base de deux lignes. Rens. : 42-47-96-08.

- Pour le cinquième anniversaire de décis de

M. Jacques HÉLIE,

une pensée est demandée.

— A l'occasion de la publication du numéro apécial hors série des Dosslers et documents intitulé « Trents aus d'Baropa», Barnard Brigonleix, journa-fiste au service Etranger du Monde, répondra aux questions des étudiants le marcredi 8 avil, à Bordeaux : — à 11 h 30, à la cafétoria du restau-rant universitaire n° 2 sur le campus de

Communications diverses

rant universitaire nº 2 sur le campus de

- à 15 houres, à la Maison de la pressa « Le temps de vivre », 62-65, rue Sainte-Catherine, à Bordesux.

 L'Orchestre symphonique de Jeunes en Ilo-de-France donnera un concert au profit d'Amnesty internatio-nal, le mercredi 8 avril, à 21 heures, en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verne-tie à Paris, de Augustement Merret. et Haydn. Prix des places : 70 Fallarif réduit : 40 F. Renseignements et réser-

Soutenances de thèses

— Université Paris-III, vendredi 10 avril, à 14 heures, sulle Liard, M™ Maris-Hélène Totems, épouse The-venot : «La découverte de l'Ecosse du XVIII siècle à travers les récits des

- Université Bordeaux-III, samedi Il avril, à 9 heures, sulle des Actes, M. Christian Pinaud : « Proposition et duplication de la communication interpersonnelle : exégèse des figures techniques de la télécommunication on le mesange du médium ».

SPORTS

■ AUTOMOBILISME : championnat du monde de formule 1. -A une semaine du Grand Prix du Bréali, première épreuve du championnat du monde de formule 1 1987, les pilotes ont annoncé qu'ils refuseraient de payer la « super-licance » Imposée cette saison par la Fédération internationale de sport automo-bile (FISA). « C'est une taxe arbi-traire », a expliqué Alain Prost, champion du monde en titre, leader du mouvement. Au terme de cette nouvelle réglementation, il devrait en effet débourser 77 000 F pour courir (5 000 F plus 1 000 F par points marqués la saison dernière). Les pilotes demandent l'ouverture de négociations avec le FISA.

. HOCKEY SUR GLACE: Les championnats du monde B. -L'équipe de France a battu, le 3 avril à Canazei (Italie), le RDA (5-2) au cours de la neuvième journée des championnets du monde B. Elle sera qualifiée pour les Jeux olympiques de Calgary si elle bat le 4 avril les Chinois, derniers du classement.

 NATATION : records de France du 50 mètres. — Eliminé en série du 200 m en raison d'une crise de tachycardie, Stephan Caron a ras-suré son entourage an améliorant, le 2 avril, le record national du 50 m par deux fois : 23 s 40 en série et 23 s 26 en finale. Au cours de ces championnats de France d'hiver, disoutés à Strasbourg, Catherine Plewinski a également amélioré le record féminin de la distance, en 26 e 27.

 Université Paris-I, samodi 11 avril,
à 14 heures, amphi Richelien-Sorbonne,
M. Jean-Claude Janffret : « Parlement, ernement, commander de métier sous la III- République (1871-1914) ..

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C*

43-20-74-52

MINITEL par le 11



Ah, les breakfasts jersiais: asufs, bacon, marmelade d'orange, toasts grillés! c'est un bon départ pour la journée. Nous partons dénicher une banne table, et il y en a ! Les petits homands grillès, les poissons frois du jour, les pôtisseries noppèes de la fameuse crème de Jersey. Et pour accompagner tout cela, les meilleurs vins françois. Ah I JERSEY I

JERSEY l'Ile Fleur se met en 7

Pour recevoir une documentation en

ADRESSE _	-	
	 	_!W1

pour vous

	ce coupon à Maison de l'île de Jerse Département LM1, 19, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, Têl. 47 42 93 68
18	

ADRESSE	
	•
-	
	LMI

Au congrès du SNES

Pas de main tendue aux laïques du privé

Les professeurs des lycées privés ne sont pas en odeur de sainteté au SNES. Le principal syndicat d'enseignants du second degré, appartenant à la FEN, a refusé lors de son congrès (le Monde du 4 avril) d'accueillir dans ses rangé trente-sept « collègues » du privé.

Ces égarés de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son cours dans la ETAL de la laïque se tresquier son collègues de secondaire resteront sur le carrean. Par une faible majorité (53 %), le SNES a refusé de leur ouvrir ses portes. Sans doute moins par carreire par la carrean de la laïque se tresquier son collègues de leur ouvrir ses portes. Sans doute moins par carreire par la carreire par l Ces égarés de la laïque se trouvaient orphelina de syndicat depuis la dissolution du SNUDEP, l'organisation créée en 1983 par la FEN pour rassembler les professeurs des établissements privés favorables à « l'unification laïque ». Le gouver-« l'unification lalque ». Le gouver-nement de gauche ayant renoncé à cette perspective après les grandes manifestations de 1984, le SNU-DEP n'avait plus de raison d'être et s'est sabordé. Cent-quarante de ses membres, enseignants du premier degré out été repéchés par le syndi-cat national des instituteurs et pro-

fesseurs de collège (SNI-PEGC), ficuron de l'école publique... (Publicité) -

ORGANISATEURS DE FOIRE EXPOSANTS CHINEURS

Lisez et faites connaître

BCBDIO Le nouveau mensuel

EN VENTE ser les FOIRES et MARCHÉS es par ABONNEASENT, en écriment à : Aladin, 211, avenue Gambetta 75020 Paris on en téléphonant au 43-62-99-55.

M. William Marois président de l'université d'Orléans M. William Marois, professeur de

futnt « grand syndicat d'ensel-gnants de la maternile au lycée », bête noire du SNES, menace d'éten-

dre ses tentacules jusque dans les établissements privés. Les trente-

sept pécheurs, qui comptaient sur la solidarité syndicale, sont invités à attendre des jours meilleurs.

sciences économiques, a été élu, le 3 avril, président de l'université d'Orléans dès le premier tour, par 62 voix contre 30, à M. Yannick Pilet, professeur de physique à l'Ecole supérieure énergie et matériaux. Il succède à M. Michel Royer, elu en 1982.

[Né le 13 novembre 1954 à Orléans, M. Marois est le plus joune président d'université en exercice en France. Maître-essistant à Paris-I, en 1980, il est Mattro-assistant 2 Paris-I, cai 1980, it est reça premier à l'agrégation de sciences économiques en 1981, enseigne ensuite à l'université de Niamey, au Niger. Professeur à Orléans depuis 1983, M. Marois dirige également le GRECO, tra institut de recherche sur la monnais et le financement, rattaché au CNRS.]

(Document établi avec le support technique spécial de la Mésécrologie nationale.) AN AND THE PARTY OF THE PARTY O

Le Monde REGIONS

BRETAGNE

Un Sinago tout neuf

A Donarnenez, au Port-Rhu, d'être lancé un Sinago du golfe du Morbihan, reconstitution d'un bateau de pêche du siècle dernier. Il portera le nom de Souvenir, tout comme son prédécesseur, fin réga-tier des années 1880, dont le plan de formes, relevé et publié en 1889, a servi de base à la construction du Souvenir de 1987.

Le Musée du bateau, à côté de bâtiments anciens on récents dont on a pu retrouver des exemplaires et qui forment la plus belle collection en France (150 unités), s'efforce de reconstituer la gamme la plus complète et la plus variée possible de bateaux de travail et de plaisance.

Les reconstitutions sont réalisées par les Ateliers de l'enfer.

Un parc pour Rennes

Un pare de loisirs va être réalisé anx portes de Rennes, à Betton, par une société britannique, Leisure Research Associated. Le « parc de Bretagne » s'étendra sur 62 hectares et comprendra un pare aquatique — cuvert en mai 1988 — de 55 000 mètres carrés, un minicircuit de for-mule 1, des cinémas hémisphériques 180 degrés, un théâtre en plein air (5 000 places), un village artisanal, un jardin d'enfants ainsi que des

Le groupe LRA, qui a déjà réalisé me vingtaine d'équipements sem-blables en Europe, espère recevoir dans ce parc quelque 800 000 visi-teurs dès les premières années et compte sur une fréquentation de fois l'équipement entièrement achevé, en 1992. Les travanx débu-teront en juillet 1988 et, dès l'an prochain, le « parc de Bretagne » créera 140 emplois permanents.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Le grand départ

ditionnellement une région d'émi-gration. Le phénomène s'est encore

accentué entre 1975 et 1982.

La Champagne-Ardenne est tra-

Ce sont les jeunes de quinze à

vingt-quatre ans qui émigrent le

plus, et le soide migratoire des per-

sonnes de soixante-cinq ans et plus

est devenu négatif à son tour de 1975 à 1982.

On note en particulier le solde

migratoire, certes négatif, mais de faible ampleur du département de

l'Aube et le résultat décevant dans

son ensemble du département de la

Marne. Enfin, les Ardennes et la

Haute-Marne enregistrent des taux

de solde migratoire fortement néga-

es statistiques sont dues à Claude

Ronez, dans le bilan de l'économie

POLÉMIQUE AUTOUR D'UN MILLÉNAIRE

La France est née aussi à Orléans

DICARDS et Orléanais devront-ils ferrailler comme au bon vieux temps? Le bicentenaire de la Révolution française donne lieu à des joutes intellectuelles sur fond politique. On pensait moins que la commémoration du millénaire canétien, enfoui au plus profond de notre histoire, allait susciter des polémiques.

L'amertume est grande à Orléans et dans la région Centre, au moment de l'auverture de ces festivités dont le président de la République a donné le coup d'envoi le vendredi 3 avril

née aur les bords de la Loire, à Orléans », affirme-t-on avec force dans la capitale régionale où l'« OPA » lancée sur les premiers Capétiens par les Picards est ressentie comme une sorte de coup d'épée dans le dos. « C'est vrel, reconnaît le président du consell régional du Centre, M. Maurice Dousset (UDF, PR) député d'Eureet-Loir, on s'est réveillé un peu terd. > Meurice Dousset reconnaît avoir un faible pour Hugues Capet, un roi « paysan comme moi », précise-t-il. Maurice Doueset est en effet agriculteur.

Alors qu'un journaliste local passionné d'histoire, Jean-Bemard Authr, avait lancé le premier l'idée d'une commémoration en 1980, il a fallu attendre la moie d'avril 1986, alors que les Picards avaient déjà organisé le branie-bas de combat, pour que la ville d'Oriéens, où furent cou-ronnés et résidèrent les premiers Capétiens, réuniese une commission et engage un crédit de 200 000 francs. Quent à le région Centre, elle a débloqué

régionale de l'INSEE, 1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex.

LE-DE-FRANCE

Le nouveau CNIT

Un investissement de 6 milliarda

de france va être réalisé dans les

quatre prochaines années pour ter-

miner le quartier de la Défense, a

annoncé Christian Pellerin,

président-directeur général de la SARI (Société d'administration et de réalisation d'investissements),

filiale de la Compagnie générale des

Le Palais du CNIT - il s'appel-lera sans doute Centre national et

international des technologies -

sera rénové au début de l'année pro-

chaine. Il abritera Informat, le mar-

ché permanent de l'informatique sur

Le nouveau CNIT comprendra

également un hôtel de 200 à

300 chambres du groupe ACCOR.

26 000 mètres carrés.

nière session. Sommes qui sont l'égide du CNRS, qui doit se peu en rapport avec les 30 mil-tions de françs engagés en Picar-

Des manifestations se dérouleront bien dans l'Orléanais, notamment une exposition en novembre

Paris et Auxerre, ne fera pas

Law Orléanain secumulant faits et dates pour récupérer « leurs » Capétiens. Si l'élection d'Hugues

dérouler dans plusieurs villes, de

Metz à Barcelone, en passant par

sprès Robert le Pieux, Henri l'en 1031 (il mourra à Vitry-aux-Loges, en pleine forêt d'Orléans, en 1060), puis Philippe I*, enterré à l'abbaye de Saint-Benoîtsur-Lore, et. enfin. Louis VI in Gros, en 1108. Si l'autorité des premiers Capétiens sur le royaume issu du traité de Verdun en 843 paraît

assez théorique, et même sur l'Île-de-France, leurs bons fiefs de l'Orléanais constituent la base la alus solide de leur pouvoir. Hugues Capet fit d'ailleurs enfermer à Orléans, sous sa surveillance, le dernier des Carolingiens. « Orléane est plus significatif

que Senlis ou Noyon, affirme Philippe Contamine. La Picardie n'a été annexée au domaine royal qu'à la fin du douzième siècle. Le cérémonie d'Amiens est historiquement sans fondement très précis », explique-t-il en précisant qu'il « ne souhaite pas pourtant allumer de querelles et se réfère simplement à l'histoire. »

Les premiers Capétiens, joute-t-il, avaient une notion du pouvoir royal mais non d'un pouvoir d'État. Plus faibles territorialement que d'autres princes du royaume, ils na s'en considéraient pes moine au-dessus et diffé-rents. Leur lucidité a été de le comprendre et de s'appuyer sur l'Église, qui, à l'époque, notemment dans le grand centre spirituel de Saint-Benoît-eur-Loire tout proche d'Orléans, estime que le roi doit gouverner conformément à l'idéal chrétien. Bref, déjà une menière de cohabitation préchée dans ca Centre qui ne mérite donc pes qu'on lui interdise de célébrer la mémoire de la França...

RÉGIS GUYOTAT.



JE VAIS COUPER

LE BUDGET EN DEUX

IT YOUS IN DONNER

torien Philippe Contamine, professeur d'histoire du Moyen Age à Paris-X, et qui vient de succéder à Régine Pernoud à la direction scientifique du Centre Jeanned'Arc à Oriéens. Le comte de Paris se déplacers à Lorris dans le Loiret, pour dévoiler une pieque rappelant que cette petits cité altuée en plain cœur de la forêt d'Orléans fut la première de France à se voir octrover une charte communale per le roi Louis V) le Gros. Mais le colloque. 800 000 france lors de sa der- autour des Capétiens, sous

un ensemble voné au commerce

extérieur et un club de dirigeants

d'entreprise, et des bureaux. Le coût

liard de francs. Un nouveau grand

ensemble de bureaux sera aussi édi-

M. Pierre Méhaignerie, ministre

de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des

transports, vient aussi de confirmer

que son ministère s'installera dans la

grande arche située à l'extrémité de la Défense. Le ministre a aussi

annoncé la création prochaine d'une

« fondation europésme pour la ville el l'architecture » et sonhaite que s'édifie au pied de son ministère,

dans la perspective historique

Concorde-Etoile-Saint-Germain,

Prance manque cruellement ». Co musés serait financé par le mécénat.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un chéquier en catalan

Il se nomme xequera et existe depuis février en Roussillon. Au

un musée de l'architecture dont la

fié à côté du CNTT.

son précouronnement à Noyon, le fondateur de la dynastie capé-tienne prit soin de se faire couronner une seconde fois en décembre 987 dans la cathédrale d'Orléans par l'archevêque de Reims, Adalbéron, associant son fils Robert le Pieux, né à Orléane, âgé de quinze ans, à la cérémonie, « une méthode reprise par les premiere Capétiers, explique Jean-Bemard Autin, qui marqualent ainsi clairement leurs prétentions dynastiques, » See descendants se feront couronner à Oriéens :

utilisateurs, le premier chéquier

le jour dans les Pyrénées-Orientales

grâce à la Caisse d'épargne l'Ecu-

rmil de Rossillon et à un ensemble

d'associations, tout en recevant

Cette initiative de la Caisse

d'épargne et de la Bressola (associa-

tion des écoles maternelles en cata-

lan ayant déjà dix ans d'existence) a

reçu le parrainage du conseil général

des Pyrénées-Orientales, de la mai-

rie de Perpignan et de diverses asso-

l'avai des pouvoirs publics.

disé en français et en catalan a vu

Vivre à Paris

Son président, Etienne Ey, nous demande de rappeler l'existence d'une action amicale des Catalans de Paris. Celle-ci yest être sans aucune arrière-pensée politique et encore moins séparatiste, un relais du pays catalan dans la capitale. Fêtes et rencontres en plusieurs moments de l'année, 3, rue M. Berthelot, 92130 Issy-les Moulineaux.

En outre, la Caisse d'épargne du Roussillon a signé, en août 1986, une convention-cadre avec la Caixa de Barcelone afin de « concrétiser la création de liens étroits entre les deux organismes dans les domaines de la coopération technique, de la formation, des échanges de personnel et, ultérieurement, de toute forme de collaboration (recherche.

participation à des organismes

moment où se déchaînait la guerre internationaux, à des recherches de du chèque payant entre banques et promotion communes) ...

Tel.: 46-42-70-45.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Entreprises gagnantes

Favoriser le rannochement entre écudiants et chefs d'entreprise, affirmer l'image d'un Nord entreprenant : tel est le double objectif de la Fête de l'entreprise, qui va se dérouler à Lille du 6 au 12 avril, sur l'ini-tiative du cinb Gagnants.

REPERES

18 40

Ce club rassemble une centaine d'entreprises parmi les plus perfor-mantes de la région, qui représen-tent au total 200 000 salariés et 200 milliards de chiffre d'affaires, Gagnants célèbre ainsi son premier anniversaire avec cette Fête de l'entreprise, qui répond à sa préoc-cupation initiale : exprimer le dyna-misme des entreprises du Nord-Pas-

Organisée avec le concours des étudiants de Sup de Co-Lille et de maîrrise de sciences de gestion de l'université, cette Fête de l'entreprise proposera des conférences-débats, des rencontres, des visites sinsi qu'un tournoi de tennis et de

Une première soirée metira en vedette cinq grands patrons du Nord, Emmanuel d'André (Trois Suisses), Christian Derveloy (Prouvost SA), Patrick Leroy (groupe Maison Familiale), Gérard Mulliez (Auchan), Patrick Poliet (La Redoute), ainsi que plusieurs témoins dont Mike Burke (Centre de communication avancée) et Dominique Glocheux, l'auteur de la Boss Génération. Une seconde soirée, organisée sur le thème « Entreprises gagnantes : culture et communication », verra la participation des artistes de la région, l'Orchestre national de Lille, l'Atelier lyrique de Tourcoing, les Ballets du Nord, etc.

L'abattoir au privé

incer.

30

1000

 $\nabla(x_{i,j})$

20 mm = 10 mm

 $\mathcal{R}_{\tau,\sigma_{(2)}}$

44.5

4 22

44.

4

- 4

** E.M.

13. 85.

11 12 15

4 to 34.

10%

4 4 364 G

** **

P + F 40

--

Particolar Particolar Particolar Particolar

AND BANKS MARKET STATE MARKET S

The Park 15.8

d v Met

Date of the

4 4 44

AMERICAN MARKET

Her Mr. 1

La communanté urbaine de Lille oède son abattoir-marché au privé. Par une délibération en date du 23 janvier dernier, le conseil de comnsunauté avait décidé la mise en vente par adjudication publique de est équipement surdimensionné et déficitaire quoique relativement récent (1972). Conçu pour traiter 30 000 tousse de viande par au, l'abattoir lilleis n'avait jamais atteint ce chiffre. De 27 000 tonnes en 1976, le tonnege était tombé en dessous de 15 000 en 1985. Le déficit moyen déclaré était de l'ordre de 4 millions par an (au cours des dix dernières années), que la commu-

Un seul acquéreur était en lice pour la vente par adjudication, la société Vanhosibèke, numéro un européen sur le marché du cheval, qui a fait son entrée sur le marché du bouf en reprenant voici un an la société Vianor. L'abattoir a été adjugé pour 20 737 188 F, somme à laquelle il avait été mis à prix.

L'acquéreur s'engage à poursuivre l'exploitation pendant trois ans dans les locaux actuels et à construire dans ce délai un nouvel abattoir mieux adapté aux besoins.

Cette page a été réalisée par nos correspondants: Jean-René Lorre, Jean-

Claude Marye, Christian Timi. Coordination: Jacques-François Simon.

Une étude de l'Observatoire interrégional du politique

Tous régionalistes

NE majorité de Français (59 %) considèrent que la région « prendra plus d'importance » à l'avenir, seuls 25 % pariant sur le départe-ment. Tels sont les principaux résultats de l'étude réalisée par l'Observatoire interrégional du politique, avec le concours de dans seize des vingt-deux régions métropositaines, auprès d'un échantillon représentatif de sept cents personnes, interro-gées dans chaque région à la fin

Le découpage régional institué en 1972 est désormais ratifié, puisque seuls 12 % des consultés souhaitent que leur département soit rattaché à une région différente. Certains départements considérés comme « séparatistes » tels que la Charente-Maritime, les Deux-Sèvres et les Alpes-Maritimes sont désormals bien intégrés à

La politique de décentralisation et de régionalisation doit être développée, selon 51 % des personnes interrogées, en dépit des réticences des habitants de la Picardie et de la Champagne-Ardenne. En revanche, les Français demeurent partagés sur l'accroissement de leurs impôts pour financer l'assemblée régionale: 44 % des sondés se déclarent prêts à accepter cette augmentation, mais 44 % la

Néanmoins, si la réction supplante le département auprès des Français, ces derniers restent d'abord attachés à leur commune. 60 % d'entre eux s'identifient d'abord à leur municipalité, 19 % estimant appartenir à leur région en premier. Les initiatives régionales risquent ainsi d'être freinées par un c esprit de clocher > teinté de € localisme économique ».

En outre, le régionalisme est désormais davantage apprécié par les sympathisants de gauche (56 %) que par les partisans de droite (49 %). Néanmoins, la mise en œuvre de la politique régionale échappe largement au clivage idéologique, une « extraordinaire convergence de vues » se faisant jour entre les électeurs de droite et ceux de

Néanmoins, des lignes de partage demeurent sur le plan socio-professionnel puisque les cadres supérieurs apparaissent « les plus acquis à l'idée de région » et les agriculteurs les

Sur les seize régions étudiées, la palme du « régionalisme olu » revient à la région Rhône-Alpes. En revanche, ce sont les Pays de la Loire, le Portou-Charentes et la Picardie qui demeurent le plus attachés aux priorités locales.

Une thèse sur l'émigration des Alsaciens et des Lorrains

Quarante-trois Strasbourg dans le monde

NE grande petience au service d'une grande passion, une obstination sans faille, un esprit méthodologique poussé à l'extrême, plus de huit mille fettres, de nombreux voyages, vingt ans de tra-vail, il fallait bien cela pour achever cette étude sur « L'émigration des Alsaciens et des Lorrains du dix-huitième au vingtième siècle ».

Norman Laybourn, journalists, ancien collaborateur du Monde, a suivi ses competriotes à la trace dans le temps et dans l'espace, après avoir constaté, par hasard, qu'il y avait plusieurs villes portant le nom de Strasbourg sur la planète. Au terme de sa curiosité, qui est devenue une thèse de doctorat, il en a recensé quarante-trois, dont quinze aux Etata-Unis.

En poursuivant dans cette vois, la toponymie, il a cherché à retrouver, à travers les noms de

fleux à consonance sisacienne ou lorraine, les éventuelles traces d'implantation d'émigrés provenant de ces provinces. Eventuelles, car l'homonymie des noms de lieux n'est qu'un indice parfois trompeur.

Ainsi, les Nancy du Kentucky et du Texas ne doivent rien à la Lorraine mais tout à des prénoms de femmes qui tensient les bureaux de poste locaux. En revanche, Metz, dans le Michigan, fut fondé par des colons lorrains en 1879.

Le premier tome de l'ouvrage est consacré au recensement des villes, villages, harneaux, lieux-dits qui, d'une manière ou d'une autre, fut-ce fortuitement, renvoient à l'Alsace et à la Lorraine. Il énumère ensuite les causes de l'émigration de 1700 - après les efforts de repeuplement de régions décimées par la

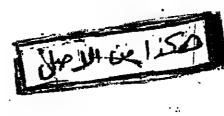
peste et la guerre de Trente Ans

guerre de 1914-1918. Ce sont, d'abord et surtout, la misère, puis la fidélité à la foi, les querres, la service militaire, la morcellement des terres, les appels des colonisateurs.

Le second tome publié concerna les mouvements d'émigration vers l'Amérique du Nord. l'Amérique latine, l'Afrique du Sud et Israël, avec leurs modalités particulières, leurs drames et leurs réussites et leurs personnages inconnus ou célèbres dont l'évocation donne à ce travail rigoureux son épaisseur

ANDRÉ LAURENS.

* L'Emigration des Alsaciens et des Lorrains du dix-huitième au vingtième siècle, de Norman Lay-bourn (deux tomes). Association en publications près les Universités de publications près les Outressus — Strasbourg, 22, rue Descartes, 67006 Strasbourg, 300 F.



REPÈRES

Chômage

6,6 % de la population

Après être resté stable à 6,7 % de

la population active entre décem-bre 1986 et février 1987, le taux de chômage aux Etats-Unis a reculé en mars, s'inscrivant à 6,6 %, son plus

bas nivesu depuis 1980. En mars, les Etats-unis comptaient 7,85 millions de personnes sans emploi, soit 113 000 de moins qu'en février.

Devent le succès de la privatiga-tion de Paribas et de la Sogénel, qui ont conduit l'Etat à réduire à moins de dix le nombre de titres servis à chaque souscripteur, le gouverne-

ment a pris un nouveau décret d'application (le Monde du 19 mars 1987), publié au Journal officiel du vendredi 3 avril 1987, et modifiant le

décret du 24 octobre 1986. Ce

décret prévoit que les demandes

n'excédant pas dix titres sont réduites « soit en proportion du rap-

port existant entre le nombre de titres offerts et le nombre de titres

demandés, soit en servant par quo-tité d'un titre jusqu'à épuisement de l'offre de titres ». S'il n'est même

pas possible de servir un titre par demande, le décret prévoit alors ou

un tirage au sort parmi les souscrip-

teurs dans la limite d'un titre par per-sonne, ou l'attribution de « coupures

de titres en proportion du repport

existant entre le nombre de titres offerts et le nombre de demandes

exprimées ». Le décret ne précise pas

dens quel cas on choisirs le recours au tirage au sort ou le recours à

l'attribution de coupures de titres.

active aux Etats-Unis

Privatisation

d'application

Un nouveau décret

Investissements

fer å Lifte die nat bie

Lainence

Co what resemble b

dentreprise time at

tent and the state of the state

Gagnaria contra Car

SECTION OF SECTION Pentieps, c. -- tare,

Contraction of the state of Breathe der at 100-05

Consultation of the first of the consultation of the consultation

Beise Lines ein en S

detaits, iter tentimient

Britis do la company

redette ett statut And, Enter al de

Same of the leading

Market Formatte

(Appliant Popular)

Rederate in 1924

de version in historia

Den et de la chesta

Ment of the second

Brangert, in brieben

with the first production

Paul turn un etterne Court of the of the

According to the property

er and comments of the comment

Filippe Community and take

aletic ofto

RETURNS OF STREET

William Committee Transport

A more of the late days are a second

 $\mathfrak{A}(\mathbf{t}_{M}) := (\mathbf{t}_{M}, \mathbf{t}_{M}, \mathbf{t}_{M}) + (\mathbf{t}_{M}, \mathbf{t}_{M}) + \mathbf{t}_{M}$

The second appropriate

Annual Visit Marie

entraction of the same

The second of the second second

· 基本 主 (1) 20 (2015年)

No. 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1

170 Test (1924)

was a superior

signor - Francise

Care page s of

Appendions is "

Charte Marre Chill

in Branch to the mate

cons et de

rg dans le mos

Carama . A

ensu a min

EGA:

ON'S TON

-

20.5

- T. F.

E POLICE LEGY

£ 200.00 1 5 gradus and

Comment - B

Marie Str. Tomas

Marine M

M Farm

7. 27.24

Les Espagnols doublent leur présence en Europe

Les investissements espagnols dans les autres pays de la Communauté européenne ont atteint 27,2 maliards de pesetas en 1986 (1,28 milliards l'année précédente, indique Madrid. Avec 7,7 milliards de pesetas, la France reste la terre d'accueil privilégiée des investisseurs espagnols, suivie par le Portugal (6,3 milliards), la Grande-Bretagne (4,2 milliards) et la Luxembourg (3,3 milliards). Les Européens ont, eux aussi, pratiquement doublé leur reux aussi, pratiquement doublé leur présence de l'autre côté des Pyrénées avec 113 milliards de pesatas investis en 1985 et 203,2 miliards en 1986. Principal investisseur, la RFA avec 104,5 milliards de pesatas.

Emploi Amélioration limitée

en RFA Le prolongement de l'hiver, le raientissement de l'activité dans le secteur des biens d'équipement et les restructurations dans les mines et les forges ont relenti l'amélioration de la situation sur le marché de l'emploi en RFA. En données brutes, le nombre des chômeurs s'est inscrit à 2,41 millions en mars, en baisse de 1 % sur le mois correspondant de 1986. En données corrigées saice 1960. El dointees compees sa-sonrières, une hausse de 1,7 % a été enregistrée par repport à février, mais la tendence reste à la beisse de 1,9 %, per rapport à mars 1986. La diminution de la production dans les mines a entraîné une forte progression de 21 % en un mois du chô-mage partiel. Une hausse qui atteint 57 % sur un an.

SOCIAL

Aménagement du temps de travail

FO renouvelle ses critiques sur le projet de loi

Par une lettre adressée le 30 mars au ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a renouvelé ses critiques à l'encomre du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail.

Ce texte, qui avait été présenté au Parlement à la fin de la session d'automne et qui le sera à nouveau à la session de printemps, n'a subi aucune modification. Il suscite donc les mêmes réserves de la part de FO, qui rappelle à M. Philippe Séguin que, par le passé, elle s'était déjà opposée à la loi Delebarre « par pragmatisme et non par volonté l'immobilisme ».

Les reproches supplémentaires portent sur la possibilité d'accord direct dans l'entreprise, sans passage obligatoire par un accord de branche, sur le non-paiement des majora-tions pour heures supplémentaires, sur la dérogation au repos du diman-che et, enfin, sur le travail de nuit des femmes, autorisé dans certaines

Sur ce dernier point, très sensible pour FO, M. Marc Blondel, secrétaire confédéral, a récemment déciaré que son organisation pour-rait entamer une procédure juridi-que en invoquant la convention du BIT ratifiée per la France. « Nous irons s'il le faut jusqu'au tribunal international de La Haye» a-t-il

Une initiative originale en Bourgogne: le chéquier emploi-formation

Première initiative du geare, la région Bourgogne soutient financiè-rement l'effort de formation du plan

Pour ce faire, le chéquier com-prend quatre chèques ouvrant droit chacun à une semaine de stage d'une durée de trente-neuf heures. La for-mation, d'un coût de 50 F par heure,

Par ce système, la région répond à deux objectifs. Elle aide à la forma-tion de jeunes avec une formule sou-

Mais, plutôt que de subventions l'emploi, comme le font certaines régions, le dispositif intervient de

façon judiciense dans le fonctionnement du plan pour l'emploi des

en faveur de l'emploi des jeunes.

La formule, originale, prévoit que la région prendra à sa charge le coût de cent cinquante-six heures de stage, utilisables selon « l'idée très ancienne mais jamais mise en pratique du crédit d'heures », ainsi que l'a souligné M. Marcel Lucotte, président du conseil régional. Mille jeunes de moins de vingtesix ans jeunes de moins de vingt-six ans, embauchés dans une entreprise pour une durée indéterminée avec un contrat d'adaptation, ont reçu on vont recevoir un chéquier emploiformation. En accord avec l'employeur, le salarié bénéficiera alors d'une « sorte de droit de tirage sur une durée de formation qu'il peut utiliser en fonction de ses moti-vations, des circonstances de son parcours professionnel et, bien entendu, compte tenu de ses capa-

supportée par la région, est gratuite pour l'employeur et le salarié. Elle peut être décidée à tout moment.

ple. Elle apporte sa contribution i l'emploi.

considéré que les décisions annon-cées par M. de Charette, ministre

organismes mutualistes éprouvent actuellement des difficultés finanjeunes et dans le financement de la cières dues au développement du formation en alternance. L'Etat exoplan Jeunes, et ne pervent pas tou-jours répondre à la demande. nère l'employeur de 50 % des charges sociales pour un contrat

Par son action, la région Bourgo-gne vient donc en relais et assure le succès de l'opération. En même temps, elle l'oriente vers les objectifs de sa politique régionale de forma-tion, que M. Jean-Pierre Soisson, L'entreprise doit s'engager à assu-rer deux cents heures de formation an minimum, qui lui sont remboursées, à raison de 50 F de l'heure, par les organismes mutualistes collec-tant les cotisations de 0,3 % prélevice-président du co contribué à définir. résident du conseil régional, a

Six fédérations de fonctionnaires annoncent une action nationale en mai

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Le rachat de Jeanneau SA:

engouement financier

proposer la formule de la RES (reprise de l'entreprise per les salariés) créée

salariés en détiennent 51 %. Les cadres apportent 5,5 millions de francs au lieu de 5 millions prévus. Les autres salariés, appetés à contribuer à

Le complément du financement du hokking est apporté par LBO France,

qui a mené l'étude de ce dossier, encore inédit dans de telles proportions, et par différents autres partenaires. Un emprunt de 115 millions de france

auprès des banques, dont l'américaine Morgan, permet de boucler le tour

hauteur de 13,6 millions, ont mis au pot commun quelque 23,8 millions.

Un hokāng au capital de 60 millions de france a été créé, et les

La Roche-sur-Yon. - 84 % des 1 281 salariés de Jeanneau SA ont

Les six fédérations de fonctionnaires - FEN, FO, CFDT, CFTC, FGAC (Fédération générale auto-nome des fonctionnaires), CGC - out décidé, le vendredi 3 avril, de préparer au mois de mai une action d'ampleur nationale », mais scion des « modalités propres à cha-cune d'entre elles ». Elles estiment en effet que « de graves sujets de préoccupation demeurent ». Il s'agit à la fois de la politique salariale qui ne permet pas le maintien du pouvoir d'achat dans la mesure où l'on ne tient pas compte des der-nières hypothèses de hausse des prix pour 1987 - et des orientations budgétaires prévoyant - de nouvelles suppressions d'emplois de

l'ordre de trente mille en 1988 ». Les six fédérations ont cependant délégué chargé de la fonction publique, en faveur des bas salaires et sur · l'ouverture de discussions concernant une réforme des structures de rémunérations et de classifications - constituent - un premier résultat de leur action ». Elles ont donc décidé de « reprendre leur participation aux groupes de travail sur la modernisation de l'administration -.

De son côté, l'Union des fédéra-tions de fonctionnaires CGT estime que « la diminution de la masse salariale, la suppression d'environ trente mille emplois, la réduction de 2% des crédits de fonctionnement se cumuleront aux graves conséquences des budgets antérieurs ». Lors de sa journée de grèves et de manifestations le 9 avril, elle organisera un défilé à Paris, à 11 heures, du Luxembourg au Palais-Royal.

ETRANGER

Dix mois après la session spéciale

Les Nations unies créent un... comité d'experts pour l'Afrique

NEW-YORK

de notre correspondant

caines ne mettaient pas aussi tragi-quement en cause des milions de vies, et si les images de leurs impuissances devant la récente séc n'étaient pas aussi cruellement proches dans nos mémoires, nous pour-rions sourire : un comité d'experts, un de plus, vient d'être constitué, le udi 2 avril, par le secrétaire général des Nations unies. Composé de dix personnalités, il est chargé d'« examiner les voies pouvant mener à l'amélioration de la situation financière des pays du continent » et de soumettre un rapport avant la fin de l'année.

Pourtant, dix mois se sont déjà fecultà depuis la première – et « historique » – session spéciale de l'assemblée générale, consacrée à l'avenir économique de l'Afrique. L'Afrique noire avait dû, à l'époque, dmettre ses erreurs et promettre de dépenser moins et mieux. En dépenser moins et mieux. En échange, les initiateurs de la session, regroupés autour du président Abdou Diouf du Sénégal, espéraient une récompense sous forme d'un plan de sauvetage à l'échelle conti-nentale : 128 milliards de dollars d'investissements sur cinq ans, fournis, à hauteur de 75 milliards, par l'Afrique, le reste devant être

versé par le monde industrialisé. Peu émus devant ce qui constituait pourtant un triomphe de la Realpolitik tant réclamée, les principaux occidentaux ont refusé toute approche globalisante, promettant tout au plus une « meilleurs compréhension » des cas individuels.

Curiensement, le montant, relati-vement faible, de la dette africaine n'incite pas les banquiers occiden-tanx à concevoir de véritables solutions: 80 milliards de dollars, c'est peu comparé à la dette latinoaméricaine. C'est donc pour que ... l'Afrique soit entendue et prise au sérieux » que l'ONU se sent obligée d'agir.

• RECTIFICATIF. - Le surtitre qui accompagnait l'article intitulé « Le pien pour l'emploi des jeunes a obtenu des résultats incertains » publié paga 28, dans nos deux éditions du 4 avril, comportait une erreur de chiffre. Ce na sont pas « 2 000 créations nettes » d'emplois que le plan jeunes aurait générées, mais 20 000, ainsi que cela était précisé dans l'article proprement dit.

RECTIFICATIF. - Dans l'article publié le 2 avril, page 25, sous le titre : « La formation professionneme par télématique », une erreur s'est pour les firmes occupant entre cent glissée dans le numéro de code minitel. Le reunage est semosade pour les firmes occupant entre cent glissée dans le numéro de code minitel. Le reunage est semosade pour les firmes occupant entre cent glissée dans le numéro de code minitel. Le reunage est semosade pour les firmes occupant entre cent de pour les firmes occupant entre cent de cents personnes, et qui assutelle de dix jours seulement — apparaissent déjà trop optimistes (3). Le taux de croissance (en termes de PIB martiel total : la progression prévue des sance du produit national retenu pour 1987 (+ 2 %) était déjà le 1986 : + 2 % an lieu de + 2.8 %.

Si nous ne faisons rien, person ne le ferz, dit-on su secrétarist, où l'on souligne qu'actuellement, vingthuit pays du continent appliquent des programmes d'ajustemens con nomique destinés à assainir leurs budgets. Pour le numéro deux de lean Ricort, « nous **FONU, M. Jean Ripert, « nous** sommes à un tournant : si rien n'est falt maintenant, les promesses de la session spéciale pourraient s'effilo-

Les constats que le nouveau comité est invité à faire devront aller dans le sens du libéralisme, sans lequel il n'est pas question d'obtenir l'appui des Etats-Unis. Sa composition garantit d'ailleurs l'absence de tout excès dans le sens contraire, ne serait-ce que grâce à la présence de M. Max Warburg, le banquier ouest-allemand aux principes déjà centenaires. Aucun représentant des pays de l'Est ou « progressistes » ne figure sar la liste. Les Etats-Unis n'en ont pas moins exprimé leurs réserves quant à la procédure choisie, estimant que les Nations unies n'étaient pas l'endroit approprié pour la recherche de solutions de

Néanmoins, Washington a donné un gage de bonne volonté en accep-tant que les fonds de l'Association internationale pour le développe-ment, destinés à être distribués sous forme de prêts sans intérêt aux pays les plus démunis, soient portés à 12,6 milliards de dollars, 50 % de plus que la limite fixée initialement par la Maison Blanche.

CHARLES LESCAUT.

AFFAIRES

La compagnie américaine Northwest Airlines commande trente Airbus long-courriers

La compagnie aérienne améri-caine Northwest Airlines a commandé vingt appareils A 340 et pris des options sur dix A 330, a annoncé le vendredi 3 avril Airbus Industrie. La moitié des A 340 commandés pourra être transformée en A 330.

L'A340 est un très long-courrier (14 000 km) qu 295 sièges), et l'A 330 un biréacteur (9 400 km) de capacité plus grande (286 à 328 places). L'ensemble du contrat peut être évalué à plus de 2,5 milliards de dollars.

Avec ce contrat, Airbus et les

Européens marquent un point essentiel, à la fois pour hâter le lancement officiel du programme A340 et A330, et contre leurs concurrents américains, la firme Boeing et le projet mis an point en décembre 1986 par MacDonnel Douglas (comm sons le nom MD11). Le programme européen A340 et A330 a déjà «engrangé» 134 commandes (fermes ou en option). Le 2 avril, Airbus avait enregistré une com-mande de trois biréacteurs A 330 de la firme de Beverly Hills, International Lease Finance Corp. Parmi les compagnies européennes qui ont choisi les avions long-courrier d'Airbus, c'est Lufthansa qui, avec quinze A 340 fermes et quinze en option, a fait le pas le plus volonta-riste. (Voir le dossier du « Monde Economie » du 31 mars.)

On attend pour la mi-avril le lan-cement officiel par les compagnies et les gouvernements européens et les gouvernements européens concernés du programme A340 et A330. Jusqu'à ce jour, certains pays – et notamment la Grande-Bretagne – se font tirer l'oreille pour prendre un engagement finan-cier sans réticence. D'autrepart, les responsables des compagnies qui

font partie d'Airbus Industrie n'ent toujours pas tranché le type de moteurs qui devra équiper l'A 340, qui a un très long rayon d'action. approuvé le projet de reprise par le personnel du chentier qui construit des betseux de plaisance (le Monde du 31 mars). Numéro deux mondial de la voile après Bénéteeu, également vendéen, le constructeur appartensit au groupe américain Lear Siegler and Company. Racheté par Fortsmann and Little, ce groupe a dû recentrer ses activités en se séparant de douze de ses filiales aux Etat-Unis et de Jeanneeu SA. La bonne santé financière de l'entreprise a conduit le président du directoire, Michel Richard, aux represent le formule de la 255 (reprise de l'entreprise par les selectés) cofée

d'appareils en nombre significatif constitue un élément très positif dans le processus de lancem nouveaux programmes dans les délais qui s'imposent à nous », a déclaré M. Jacques Douffiagnes, ministre délégué chargé des transports, ajoutant que c'était « une excellente nouvelle pour Airbus. Cela montre que le groupement européen est bien capable de rassembler une base commerciale solide sur l'A 340 et l'A 330, et en particulier sur le marché améri-

a souligné le haut niveau de parenté entre l'A 340, qui sera livré entre 1992 et 1995, et l'A 320, qui sera mis en service par la compagn 1990, et dont le premier vol a eu lieu en février dernier à Toulouse.

« Cette commande des deux types

Le président de Northwest Inc., M. Steven G. Rothmeier, pour sa part, a indiqué qu'Airbus Industrie « avait tenu compte des besoins de sa compagnie » pour la conception de l'A 340, un avion qui, notam-ment, offre d'importantes possibilités de transport de fret en soute. Il

Northwest avait fait parler d'elle, en effet, l'an dernier, en comman-dant début octobre cent biréacteurs A 320 de 150 places (10 fermes et 90 options). Créée en 1926, elle dessert cent trente-cinq villes dans dixneuf pays avec 214 appareils, tous construits par des sociétés américaines. En 1986, pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de dollars, elle a dégagé un bénéfice de 77 mil-lions de dollars.

Privatisation de la CGE: rabais supplémentaire pour les salariés

per la loi du 9 iudiet 1984.

Les salariés français de la CGE (Compagnie générale d'électricité), qui doit être privatisée à la mi-mai, bénéficieront d'un rabais de 30 % sur le prix de l'action, qui pourrait être mise en vente aux alentours de 300 francs. La loi de privatisation prévoit une remise maximale de 20 %, qui a été utilisée pour Saint-Gobain et Paribas. La CGE y ajoute une réduction supplémentaire de 10 % avec obligation de placer les actions ainsi acquises à l'intérieur d'un fonds commun de placement, spécialement créé à cet effet. Les salariés français (130 000 personnes sur un total de 240 000) qui choistraient cette possibilité ne paieront pas d'impôt sur le revenu ni d'impôt sur les plus-values de cas actions.

Par ailleurs, M. Pierre Suard, PDG de la CGE, a démenti qu'un accord ait été signé avec le gouver-nement espagnol (le Monde du conneître ses propositions aux autorités espagnoles sur l'avenir de Standard et Marconi, anciennes filiales d'ITT en Espagne, il affirme ne pas avoir reçu de réponse. « Tant que le n'aurai pas de réponse écrite, a-t-il précisé, je ne pourrai pas considérer que les négociations sont terminées. »

La FNAC abaisse de 20 % les prix de vente des disques

Du 11 avril au 21 juin, la FNAC a décidé d'appliquer un taux de TVA réduit (7 %) au lieu de 33.3 %, sur une partie des disques vendus dens ses rayons. «Toutes les nouveautés, mais aussi les rééditions et les nouveeutés import, en cassettes, microsillons et compacts», précise le communiqué de la société, profiteront de cet abaissement de taxe, donc de prix de

vente (environ 20 %).

Par cette opération, la FNAC entend faire campagne, avant la fête de la musique programmée le premier jour de l'été, en vue d'obtenir de l'administration un traitement fiscal allégé pour les produits phonographiques, comme dans le cas des livres (TVA à 7%). Au cabinet de M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget, on précise qu'une baisse de la TVA sur les disques et les cassettes ne figure pas dans les mesures prévues pour le budget 1988 et qu'une telle disposition ne pourre être prise que dans le cadre d'une refonte des fiscalités de la CEE prévue pour la mise en place d'un grand marché européen en 1992.

La taxe sur les disques est de 15 % en Grande-Bretagne, de 14 % en RFA, de 12 % en Espagne et de 9 % en Italie.

La FNAC ne se mettra cependant pas hors la loi. Elle prendra sur ses marges pour verser le montant légal de la TVA.

Bataille d'OPA pour Duffour et Igon

Une bataille s'engage pour le rachat de la société toulou Duffour et Igon, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de près de 400 millions de francs dans la production et la distribution de gez industriels et médicaux dans le Sud-Ouest. Le Trécor a donné son autorisation aux OPA lancées non seulement par le géant américain Union Carbide (le Monde du 14 janvier), qui a relevé à 2100 francs par action son offre initiale (contre 1 500 francs au départ), mais aussi per la société espagnole Carburos Metalicos, déjà actionnaire à 15 % de Duffour et Igon, qui offre 2 205 francs. Autres concurrents possibles et autorisés : l'allemand Linde et le suédois AGA. La cotation de l'action Duffour et Igon, suspendue le 12 janvier dernier (dernier cours : 856 francs), repren-

CONJONCTURE

La croissance devrait être moins forte que prévu

L'enquête de l'INSEE enlève, par la même occasion, an gouvernement l'essentiel d'une argumentation lar-gement utilisée ces derniers mois : industrie a retrouvé son dynamisme, voyez les petites et movennes entreprises qui investis-sent massivement. De là à penser que ce dynamisme allait faire tache

d'huile, il n'y avait qu'un pas.

(Suite de la première page.)

A y regarder de près, cette révision, pour spectaculaire qu'elle soit, aura peut-être des conséquences moins graves pour l'activité du pays que les chiffres pourraient le faire croire. Les entreprises occupant moins de cent salariés ne représentent que 15% de l'investissement industriel. Le freinage est semblable

8% à 3% cette année. Mais les résultat d'un acte de foi. Mieux vaudrait maintenant parler d'un taux de croissance de 1,5 %, peut-être même entreprises occupant plus de cinq cents salariés (65% de l'investisse-ment total) révisent, elles, en hausse leurs prévisions d'investissement : + 3% au lieu de + 2% il y a quel-

ques mois (2), ce qui compense un pen ces mauvaises nouvelles. De plus, l'investissement industriel ne représente que 40 % des investissements productifs qui comprennent le commerce, les services... Il n'empêche qu'an total, et c'est là l'essentiel, le coup de frein donné aux projets d'investissement industriels est important: +3 % de progression en volume an lieu de + 6 %.

Il est évident qu'à peine publiées, les nouvelles prévisions gouverne-mentales – vieilles de dix jours seu-

moins. Avec ce que cela implique de Le débat sur la relance, on le voit, n'est pas terminé. L'ennui est. qu'une fois encore, dans un environ nement international assez déprimé les marges de manœuvre du gouver-

nement sont étroites. Et, à vrai dire, probablement nulles. ALAIN VERNHOLES.

(2) En 1986, les grandes entreprises ont vu leurs investissements reculer de

2% en volumo, alors qu'on estimait, jusqu'à présent, que leurs dépenses d'équipement avaient seulement stagné.

5.40

Bref, le marché a si bien fait que, vendredi soir, ses pertes étaient pratiquement épongées. Quelle santé! L'exemple, il est vrai, vient de haut. Après avoir cédé à us début de panique, Wall Street et le Kabuto-Cho se sont très vite ressaisis pour, Pun et Pautre, buttre derechef de nouveaux records d'attitude.

Mais cela, Paris ne pouvait pas vraiment le prévoir, ni trop l'anticiper, surtout s'agissant de la grande place amé-ricaine, à cause du décalage horaire. D'où le flottement observé en milien de sessaine dans l'attente des réactions

new-yerkaises.

En réalité, l'optimisme apparemment irréductible du marché parlicien s'est fondé sur une double logique : l'assurance, d'abord, qu'en pleine phase de privatisation aucune baisse de grande ampleur n'était vraiment possible ; la certitude ensuite que les Américaias et les Japonnis avaient tout intérêt à trouver un texraîn d'entente pour éviter une guerre ruinense pour les deux camps. A partir de ces constats, la Bourse n'avait pins qu'à laisser développer ses mouvements organiques naturels. Parvenue la semaine précédente à ses pins hauts niveaux historiques, elle devenait pins vuinérable au facteur technique. Tôt eu tard, le mécanisme des ventes bénéficiaires se servit déclenché. En l'occurrence, l'affaire des puces a servi de prétexte. Coup de chance : le mouvement s'est produit à la fin du premier trimestre au cours des deux dernières journées qui restaient aux SICAV pour placer leurs excédents de léquidités. Une bonne partie de cet argent provient de la collecte des fonds faite en 1986 et doit être impérativement réemployée avant le 1" avril. Pour le reste, les SICAV out préféré n'en pas trop garder afin de présenter les meilleurs bilans possibles. Cette coincidence calendaire a en pour principal effet, avec les achats opérés par ces organismes

Une robuste santé

de piacement de collectif, de freiner une baisse à laquelle, en plus, personne ne croyait vraiment.

De fait, en debors de cette sacrée querelle de puces, la De fait, en debors de cette sacrée querelle de puces, la Bourse n'avait pas de raison spéciale de se montrer particulièrement soucieuse. M. Jacques Chirac n'a-t-il pus promis une réduction à 42 % de l'impôt sur les bénéficos industriels pour 1988 ? Et puis, si l'on en croit un rapport du Plun sur l'économie française d'ici à 1991, la situation va temire progressivement à s'améliorer, avec une croissance de 2,9 % l'an, toujours avec une boune maîtriee de l'inflation et, ce qui intéresse le marché su premier chef, une montée régulière du taux de placement financier des Français, de plus en plus soucieux de gérer au mieux leur patrimoine à mesure que l'incertitude sur l'avenir des retraites grandié.

D'autre part, la confirmation d'un bon indice des prix D'autre part, la confirmation d'un bos indice des prix pour février (+ 0,2 %) et de nouveau les excellents résulints publiés par les entreprises pour 1986 sont venns à
point noussé réconforter une communanté dont ou n'est
pas même sûr qu'elle ait ressenti quelques émotions. Citons
pêle-mêle les performances accomplies par le Crédit lyonnais (+ 128 %), l'Institut Mérieux (+ 110 %), Publicis
(+ 43,2 %), Promodès (+ 41 %), Arjounni (+ 32,3 %),
Eurocom (+ 39 %), le BHV (+ 25,3 %), Locafrance
(+ 20 %), PM-Labinal (+ 18 %). Jusqu'à la CGE, dont la
privatisation est proche et qui s'enorgaeillit d'avoir accru
ses profits de 52 %. Quant à Michelia, munièro un su lètnavade hebdomadaire. Pon susymprait que ses résultats parade hebdomadaire, Pon murmarait que ses résultats (pas encore publiés) pourraient être éponstoufiants. D'où la montée du titre à son plus hant niveau historique. Une rumeur circulait en outre sur la prochaine division par deux de l'action.

Bien des professionnels se disalent du reste ravis de la tion des protessionness se disaient du reste ravis de la tournure prine par les événements, qui « avaient ainsi permis à des investissemes d'alléger des positions parfois aventurées et aventureures ». Autrement dit, si l'on pouvait avoir quelques craintes sur le sujet délicat des positions, celles-ci n'ont plus lieu d'être. A fin mars, le montant des capitanx placés en découvert à l'achat sémoigne de l'excel-

Semaine du 30 mars au 3 avril

lente nunté de la Bourse. Il est en progression de 19,1 % d'un mois sur l'autre et atteint 6,97 milliards de francs. La somme est importante, mais au rythme actuel des transactions journalières (1,5 milliard de francs en moyenne) moiss de cinq séances suffisent pour absorber l'excédent de papier. La situation est donc idéale.

Les spécialistes, toutefois, sont très partagés sur l'atti-tude à adopter. « Je ne sens plus le marché depuis dix jours, nous confinit l'un d'entre oux, et je ne sais plus que faire car je vois toujours la baisse, et la tendance me denne

Interrogé, l'un de ses confrères se dissit, lui, très méfiant. Mais beaucoup n'avaient pas ces états d'âme. Bien an contraire. Au piller sud, point de reacoutre presque obligé de quelques éminents spécialistes, plusieurs assuraient que l'on n'avait encore rien vu. « La Bourse est sur le point d'exploser», déclarait l'un d'entre eux. Qui faut-il croire? Difficile, même impossible de répondre à cette question. Depuis un an, la Bourse a vraiment changé de nature et de clientèle. En plus, elle s'internationalise, et le projet de réforme à mettre en place d'ici su 1" junvier 1992 va la métamorphoser. Autrement dit, le comportement boursier échappe à toute analyse parce qu'il est mouveau. Les experts eux-mêmes avonent se trouver en termouveau les experts eux-mêmes avonent se trouver en termouveau. Les experts eux-mêmes avonent se trouver en termouveau les éparguants venir tambouriner à la porte de la Rue Vivieune, quelqu'un dissit son effarement de découvrir autant d'argent dispouble. Il aurait failu quarante-deux fois plus de certificats d'investissement Ruège-Pouleac pour satisfaire la seule clientèle française. Et ce n'est qu'un exemple pris entre cent.

Si la firme de courtage américaine Bache and Co, a vu

qu'un exemple pris entre cent.

Si la firme de courtage américaine Bache and Co. a va juste et que Wali Street s'embrase, alors effectivement le palais Brongniart peut très bien nous réserver de nouvelles surprises. Les journaux spécialisés crient casse-cou. Mais Gaston Denfossés, directeur général de la Société générale, avait coutume de dire et de répéter : « C'est toujours le marché qui fixe le prix des valeurs. » Il était un orfèvre en la matière et n'a jamais été démenti. Les investisseurs étrangers, redevenus très actifs à la veille du weck-end, ne sout pas philanthropes, encore moins masochistes. En payant les valeurs françaises aux tarifs affichés, ils out le sentiment de faire d'excellentes affaires. Leur insistance à acheter est la garantie d'une joile marge de manueuvre. acheter est la garantie d'une jolie marge de mancurre.

ANDRÉ DESSOT.

Agache (Fin.) 1998 BRIV 664 CFAO 2 639 Daman-Serviposie 2978

Derty 510
DMC 687
Galexies Lafayette 1178
La Redoute 3859
Nouvelles Geleries 333
Printemps 778

Mines, caoutchouc,

BONS DU TRÉSOR Séance du 3 avril 1986

Place Place Composition in the particular composition particular composition c

34 92,71 92,74 92,71 - 6,83 Sept. 92,73 92,74 92,73 - 0,83

D6c..... 92,73 92,74 92,73 - 9,82

Mars 88 . 92,73 92,74 92,73 - 8,81

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (tille on burns)

— fidio on lingue!

Piños française (20 fr.)

Piños française (10 fr.)

Piños suñase (20 fr.)

Piños trabisama (20 fr.)

Ø Piños trabisama (20 fr.)

Cours 27 mars

3-4-87 Diff.

Printemps SCOA

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Record better

Record batts

Le froid et le chaud out tour à teur soufilé cette semaine à New-York. Les messues de représailles prises contre les puoces japoneures out fait déraper le doller et provoqué un début de panique à Wall Street, où, lundi, apets le promère heure de transactions, le « Dow-avait perdu ?? points. Mais, singuilèrement, le marché s'est très vite remis de ses émotions. Il se ressensant le journéme, limitait le casse et remonant dès le lendemain. Malgré le rélèvement des taux de base beneaires pour défendre le doller, il ne devait plus arrêter su progression, l'accélérant même très vinienment à la veille du week-end (+ 69,29 points) pour battre sous ses records d'altitude. L'indice des industrielles s'établisseit, vendredi soit, à 2390,34 (coutre 2335,79 le 20 man), après avoir, ce séance, franchi la barre des 2400 points.

Pourquoi cette explosion ? Les apé-

des 2 400 points.

Pourquoi cette explosion? Les apticissistes l'attribuaient pélo-indie au naffermissement du dollar, à la déteate des taux, à la baisse du chômage en mars, à la montée du principal indicateur économique en février (+0,70 %), enfia et surfout à l'abondance invraisemblable des fiquidités. L'activité hebdomadaire a porté sur 960,27 millions de titres (contre 930,70 millions).

Cours Cours 27 mars 3 arcil	(como sagiro amaione):				
ATT			Cours 3 avril		
Chase Man. Bank. 39 1/8 38 7/8 Da Pont de Namoure 115 1/2 115 5/8 Eastman Kodak 79 1/8 79 Extre 36 3/4 99 Ford 83 3/8 87 5/8 General Electric 166 General Mosters 77 7/8 79 3/4 Goodynar 55 1/8 99 3/8 IBM 129 1/2 146 3/4 IIT 65 1/2 1/2 1/2 1/8 Mobil Oil 6 97 Fizer 73 74 7/8 Schlemberger 42 1/4 Texaco 36 7/8 37 5/8 UAL Inc. 59 1/2 USX 25 7/8 Westinghouse 64 1/2 47 3/4	ATT	34 1/4			
Exne	Da Post de Nemous	39 1/8 115 1/2	387/8		
Goolyear	Extron Ford General Electric	863/4 833/8	99 87 5/8		
Mobil Oil	Goodynar	55 1/1 159 1/2	93/2 163/4		
Tenaco 367/8 375/8 UAL Inc. 59 49 1/8 Union Cartide 29 1/2 28 1/2 USX 27 1/2 28 7/8 Westinghouse 64 1/2 47 3/4	Mobil Oil	73	# 1/2 747/2		
USX 27 1/2 28 7/8 Westinghouse 64 1/2 67 3/4	Texaco	367/4 39	375/L 391/L		
	USX	27 1/2	287/8		

LONDRES

d'use guerre des puces, le marché de Londres a loundement recinuté dans le sillage de Wall-Street et, contrairement aux autres places, n'a pas réussi à se redresser. D'un vendredi à Pantre, l'indice des radustrielles a baissé de 4,6 %. Aucun secteur de la cote n'a été épargné. Seals les fonds d'Etat out été résistants. Hausse des mines d'or. Indice «FT» du 3 aveil: industrielles, 1 546,4 (contre 1 620,6); mines d'or, 415,9 (contre 432,18); fonds d'Etat,

	Cours 27 xxxxx	Cours 3 avril
Bowater	578 471	54 45
Brit. Petroleum Charter Courtmids	938 336 441	322 418
De Beers (*) Glavo Gt. Univ. Stores	13 11/32 15 19/64 18 7/8	1231/64 149/64 181/2
Imp. Chemical Shell Unilever	13 11/16 12 9/16	12 61/64
Vickers	263/32 494 397/32	464 38 13/16

(*) En dollars.

89,91 (contre 90,76).

FRANCFORT Nouvelle hausse

D'abord douché par la cinute de Wall Street, le marché s'est très vite ressaisi après avoir regagné le terrain perdu, il a monté de 3 % en trois jours, encouragé en cela tant par l'accalmie monétaire, le rebondissement du New York Snock Exchange que par les bernes accanilles retondissement du New York Stock Exchange que par les homes nouvelles données par les entreprises. Dessiche Bank, Commerzhank et Bayer ont publié des résultsts records, et le rap-port intermédiaire de Siemens est très

Indice de la Commerzhank de 3 avril : 1 835,3 (contre 1 779,4).

81 600 81 500 514 589 881 478 485 981 625 348 2 985 1 485 900 3 120 800	Street, le marché s'après avoir repagné: monté de 3 % en treen cela tant par l'acc rebundissement du Exchange que par le données par les en Bank, Commerzhe publié des résultats port intermédiaire de positif. Indice de la C 3 avril : 1 835,3 (con	est très vi le terrain his jours, calmie mo New Ye es bonnes treprises, unk et B records, le Siemer	te ress perdu, encour enctaire encies nouve Desta ayer et le r s est 1
330		Comes 27 mars	Cour 3 ave
Wal en ep. (F) 987 597 9 308 601 8 45 340	AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechet Kantadt Manneaman Sienens Volkswagen	312,59 275 397,59 276 677 276,59 421,50 171 677 341	319,5 276 318,5 290 686 278 429,2 176 714 361,8

TOKYO **Encore plus haut**

Littéralement effondré en apprenant le déclenchement de la guerre des puces (deuxième record historique de baisec landi avec moins 550,45 points au Nikel), le marché a retrouvé une fantastique jule de vivre et pulvérisé tous ses records, et encore samedi matin au contrat de la deministration cours de la demi-sé

Indices du 4 avril : Nikler, 22 738,67 (contre 22 026,66) ; indice général : 1 918,20 (contre 1 922,08).

	Cours 27 mars	Cours 3 avril
Abr	438	430
Bridgestone	759	812
CREGOR	800	755
Fuli Bank	3 279	3 170
Honds Motors	1 346	1 310
Matsushita Electric	1 449	1 480
Mitsubishi Heavy	635	535
Sony Corp	3 670	2 940
	1644	1 630

Métallargie

	3-4-87	Diff.
Auxil. Centrepr	1 736	- 49
Bouygues Ciments Français	1 451	+ 81
Ciments Français	1 676	+ 4
Domez	2 429	- 65
GTM	732	+ 4
J. Lefebvre	2 848	i- 49
Lafarge	1 679	+ 10
Maison Phénix	156	- 4,38
Polict et Channon	2 335	
SCREG	859	lack.
SGB-SB	112,50	- 1

Bâtiment, travaux publics

Valeurs diverses

	3-4-87	Diff	
Accer	561	- 5 + 70 + 260	
Agence Havas	2 270	+ 70 + 760	
Bic	851	_ *	Pé
Bic Bis	1 618	- 92	-
CGIP Chub Méditerranée	1581	- 21	
Engler	3 370	- 92 - 21 - 27 - 136	B.P.
Europe 1	937	- 3	Elf-
Hachette	3 288	- 15 + 5	Ess
L'Air liquide L'Oréal	4 520	+ 121	Fran
Navigation Mixte	1 250	÷ 59	Prin
Nord-Est	205 25	- 2,78 + 9	Prin
Presses Cité Saint-Gobain	3 590 457	+ 9	Ray
Sanofi	918	- 3 + 33	Sag
Skis Rossisvol	1 315	- 65	Total

5.60	
	- 18
1 320	+ 🙀
80,60	- 1.90
2 530	Inch.
1949	- 61
265,50	+ 13
563	_ 30
1 713	- 82
1 495	+ 5
14,10	_
3 875	~ 25
\$29	+ 6
578	- 12
105	- 4,20
	2 530 1 949 265,59 563 1 713 1 495 14,10 3 875 829 578

construction mécanique

Pétroles		
	3-4-87	Diff
B.P. France	160,50	- 0,
Elf-Aquitaine Easo	341,58 516	+ 14
Exxon	542	+ 3
Petrofina	1 658	+ 19
Primagez	841	+ 19

Pétroles .			
	3-4-87	Diff	
B.P. France Edf-Aquitrine Easo Easo Excon Francerep Petroffina Primagez Raffinage Raffinage Sogmap Total	160,58 341,59 516 542 349 1 650 841 154 723 447,58 499	- 0.50 + 14.59 + 1 + 3 - 8 + 19 + 19 - 14 - 4.50 - 5	

On s'arrache la SOGENAL et bientôt la Banque du BTP

Le succès de la privatisation de la Société générale alsacienna de banque (SOGENAL) a dépassé celui de Paribas, dont les actions avaient été quarante fois sursouscrites : le capital de la SOGENAL a été souscrit quarante-six fois, avec 853 000 actionnaires potentiels pour 5 millions de titres. Résuitats : les souscripteurs prioritaires (personnes physiques résiclant en France) ne recevront que six actions à 125 F, et rien pour

Parmi les salariés de la ban-que, 78 % ont souscrit, et 96 % parmi ses retraités. La première cotation a eu lieu jeudi 2 avril à le Bourse de Nancy, avec 5 300 000 titres demandés pour 3 000 offerts et un cours de 140 F « réservé à la hausse ». Sur le « marché gris » précédent cette première cotation, le cours de l'action s'étageait entre 180 F

Le même sort guette les sous-cripteurs des 1 100 000 actions, soit 34 % du capital de la Banque du bêtiment et des travaux publice, qui vont être mises en vente, au prix de 130 F, entre le iundi 6 avril et le samedi 11 avril 1987. On sait que 51 % de ce capital seront réservés à un actionnariet « stable », dont le PDG de la banque du BTP, M. Alein Treppoz, nommé en février 1982 per le gouverne-ment socialiste et maintenu dans ses fonctions en juillet 1986 par ses roncoons en juillet 1986 par le gouvernement de M. Chirac, souheite qu'il soit détenu à 30 % ou 35 % par les anciens actionnaires. Ces derniers étaient, avant 1982, à 32 % les fondateurs de la banque (Fédération professionnelle du bâtiment et

des travaux publics, leurs mutuelles et leurs caisses de congés payés) et, à 67 %, des personnes physiques ou morales de la profession, avec besucoup de successions d'entrepreneurs.

« Aujourd'hul, assure M. Treppoz, nous ne souhaitons pas que la Banque du BTP revienne au corporatisme, car nous avons changé. > il n'y a guère de risque que M. Treppoz soit décu, tout au moins en ce qui concerne les personnes physiques...

Si la physionomie de l'établisactivités de gestion de capitaux (12 millierds de francs, dont 40 % hors de la profession, contre 1 miliard de francs en 1980), les résultats ont, eux aussi, effectué un bond. En de francs; en 1986, ils attei-gnent, consolidés et hors plus-values, environ 40 millions de 1985, avec une progression esti-mée de 35 % d'ici à 1989. Une belle performance due, essentiellement, aux activités de gestion devantage qu'à celles de crédit classique, peu rentables désor-

d'œuvre, en attendant la privati-sation de la Compagnie générale d'électricité (CGE). Instruits par l'expérience des opérations pré-cédentes, la CGE va multiplier actions, qui passera de 9,5 mil-lions è 28 millions (par division de chaque action par trois). On parle d'un peu plus de 300 francs pour le prix d'offre.

Banques, assurances sociétés d'investissement

		3467	Date.
_	Bail Equipoment	476	- 29 - 17
	Bancaire Cie (I, I bis)	833	
•	Cetelem (3)	1 269	- 56
	Chargears SA	1948	- 17
	CFF	1 175	- 5
	CF1	615	- · S
	Eurafrance	3 175	- 65
	Hézin (La)	365	- 9 - 29 + 23
	Imp. PlMonteen	483 884	- 29
	Locafrance	884	+ 23
	Locindus	965	+ 4
	Midi	1529	- 26
	Midland Benk(4)	497	+ 3,50
•	OFP	1741	- 31
_	Paris. de réesc	825	- 49
		1495	- 5
	Schneider	677	- 17
	UCB (2, 2 bis)	450	- 20,50

(1) Compte tesse d'un droit de 164 F. (1 bts) Compon de 10 F.

(2) Compte teux d'un droit de 91,20 F. (2 his) Coupon de 10 F. (4) Compon do 1,50 F.

Matériel électrique services publics

Alcatel	2 998	+ 112
Aisthorn-Atlantique .	436,30	- 15.20
Crouzet	350	- 8
Générale des Essax	1 525	~ 18
IBM	987	- 24
Intertechnique	1 751	- 59
ITT (2)	371.50	
Legrand		- 130
Leroy-Somer		+ 42
Lyocotise des Eaux	1 796	- 10
Matra		+ 10
Merlin-Géria	2 765	7 4
Moulinex	2 700 10	- 3-
Modified	168,18	+ 18
PM Labinal		
Radiotechnique		- 59
	262,59	
SEB	928	- 20
Siemens (1)	2 330	+ 119
Signar	791	- 19
Telémec, Riccirique	3485.	- 95

Thomson-CSF 1 725 inch.

Valeurs à revenu fixe

4 1/2 % 1973 ... 1 578 ... 1 578 ... 1 578 ... 1 611,85 .

41/2% 1973

CNE 3 % CNB bq. 5 000 F... CNB Paches 5 000 F... CNB Suez 5 000 F...

Produits chimiques

(1) Coupon de 2,10 F.

arché ne et Gasc. . .

Alimentation

 Inst. Mifrieux
 5 490
 + 320

 Labo. Bell
 2 470
 + 230

 Rousel UC
 1 832
 - 47

 BASF
 900
 - 6

 Bayer
 1 645
 + 36

 Hyorr
 926
 + 16

 Imp. Chemic. (1)
 128,40
 - 2,10

 Norsk Hydro
 157
 + 3,58

3487

DHL

3-4-87 Diff.

1 575

MATIF

Notionnel 10 %. -- Cotation en pourcentage du 3 avril 1987

ÉCHÉANCES									
Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88						
107,10	107,15	107,05	-						
107,35	107,45	107,30	-						
197	107,10	107	-						
197,39	107,45	107,30	107,15						
107,30	107,45	107,30	167,15						
	197,19 197,35 197 197,39	Juin 87 Sept. 87 107,10 107,15 107,35 107,45 107 107,10 107,30 107,45	Juin 87 Sept. 87 Déc. 87 107,10 107,15 107,05 107,35 107,45 107,30 107 107,10 107 107,30 107,45 107,30						

Nombre	de contrats : 2	13 306.			
LE VOLUI	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	milliers o	de francs
	30 mars	31 mars	l= avril	2 avril	3 avril
RM Comptant	2035 269	1738335	1756412	1 363 723	. 1768 542
R. et obl Actions	9 533 738 766 968	10 182 346 564 896	10 500 168 551 284	9 966 824 454 860	10 994 337 601 597
Total	12335975				
INDICE	S QUOTED	IENS (INSI	EE base 100	31 décembe	re 1986)

111,9 | 111 | 111,4 | 111,7 | 100,8 | 109,9 | 109,9 | 111,1 COMPACNIE DES ACENTS DE CHANC

	(1				cembre				•
Tendance .	115	1	113,9	t	114,5	1	114,7	1	115
	(base	100, 31	dé	cembre 1	981)		
Indice gén.	454,7	I	448,7	ſ	454,4	1	452,7	1	456,

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*) Michelin 133 788 454 987 59 Pengoot 245 739 359 308 60 Lafarge 216 480 338 896 39 Elf 726 210 254 845 94 CSF 121 436 205 666 88 (*) Du 26 mars on 2 avril inclos.

		ES VARIATK OMADAIRES				
Valenza	Hausse %	Valents	Baisse %			
inverne iolion i	+ 19,5 + 10,3 + 10 + 7,7 + 6,6 + 6,5	Monlines Synthelisto Raff-Distrib Lackeiro OPPI Puris Réces	- 92 - 88 - 83 - 64 - 59 - 57			

d'une gram

100

Committee and the control of the con

- 10

10.00

BOURSES ETRANGÈRES

marife series sections

and the representation of the series of provinces on the series of the serie Avec sept cent vingt émissions, représentant l'équivalent de 60,5 milliards de dollars, lancées durant les trois premiers mois de cette année, le marché international the board of transport of the des capitaux a, une fois de plus, battu tous ses précédents records. Celle-ci n'avait en effet atteint, an Celle-ci n'avait en effet atteint, an travers de cinq cent quatre-vingt-treize émissions, que 55,5 milliards de dollars pendant le premier trimestre de 1986. Ce n'est toutefois pas l'accroissement en volume de près de 8 % réalisé depuis le 1 m jazvier 1987 qui est le point saillant des trois premiers mois de cette année. Le fait nouveau est que le dollar des Et ats-Unis n'a, avec environ 20,2 milliards, représenté m'n tiers To de la company de la constitución de la constituc

Sec. Sec.

20,2 milliards, représenté qu'un tiers du montant total émis pendant cette période. An cours du premier tri-mestre 1986, le dollar avait servi de support à un peu plus de 46 % des émissions obligataires à caractère internationel. Le déclin spectaculaire de la devise américaine sur le marché international des capitaux, alors qu'elle en avait toujours été de très ioin la vedette au cours des vingtcinq dernières années, s'explique pour les quatre raisons suivantes.

L'EUROMARCHÉ

La plus importante est, évidem-ment, les infortunées tribulations du ment, les infortunées tribulations du dollar sur les marchés des changes, qui ont en pour effet d'éloigner les investisseurs d'une monnaie par trop instable. A cet égard, on peut noter que les déciarations ostentatoires du groupe des cinq n'ont convaince personne.

La deuxième raison est l'effondre-pétuelles à pertir du mois de décem-bre 1986, qui, par voie de conséquence, a provoqué un quasi-arrêt de l'activité de l'ensemble du marché des emprunts à taux d'inté-rêt variable, même lorsque leurs durées sont détermin

Troisièmement, la très forte et rapide croissance du marché de

CGE : prémisses du succès

Pour s'assurer du succès, le prix de l'action de la Compagnia générale d'électricité (CGE), dont la privatisation va s'effectuer du 11 au prochain, devrait, nous semble-t-il, se situer entre 250 FF et 300 FF. Deux éléments doirent êtra pris en considération : d'une part, il pris en considération : d'une part, il faut tenir compte du fait que la pri-vatisation de la CGE va être la plus grande en montant jameis réalisée de succès de l'opération CGE sont au départ moins évidentes que celles dont bénéficiaient, avant même leurs opérations de privatisation, Saint-Gobain et Paribas. La struc-

La fin d'une grande période haussière

l'euro-yen, qui a fait de la devise japonaise la seconde du marché

international, a rabaissé le rôle du

dollar. Le nombre d'émissions étran-

gères en yens, qui a été de quatre-vingt-huit pendant les trois premiers mois de cette année, a représenté un volume équivalant à environ 9 mil-liards de dollars, soit près de 15 % du montant total. Seul le franc

et néo-zélandais (2,05 %).

La quatrième et dernière raison, dernière la chute de popularité du dollar des États-Unis, a été la difficulté croissante pour les emprunteurs de réaliser des «swaps» intéressants parce que les rendements sur le papier libellé dans la devise

américaine étaient tombés trop bas.

Il est de toute évidence plus aisé de

construire un «swap» lorsque les rendements sont de 20 %, ainsi qu'il en va du dollar de Nouvelle-Zélande, que lorsqu'ils ne sont plus que de 7 %.

Les taux d'intérêt américains

n'ant cessé de se détendre depuis 1982. Les rendements des emprunts à court et long terme du Trésor des

Etats-Unis sont maintenant de

l'ordre de respectivement 6,50 % et 3 %. Les eurobanquiers estiment

qu'à ce niveau la baisse est terminée

et qu'une remontée est inévitable. La grande période haussière d'un bull market, qui aura duré cinq aus, est terminée pour le marché interna-

tional des capitanx.

Une campagne médiatique bien organisée devrait permettre de bien faire connaître ce qui est la plus grande société industrielle française. Plus important encore est le fait que la CGE devrait, sur la base d'un ratio bénéfice/chiffre d'affaires de 2 % anticipé par les analystes spécia-lisés, enregistrer un bénéfice net supérieur à 2,5 milliards de francs

français en 1987 sur un chiffre d'affaire de l'ordre de 130 milliards de francs. En 1986, le bénéfice net francs pour un chiffre d'affaires d'environ 81 milliards, c'est-à-dire avant qu'ait été scellé le mariage avec ITT. Le marché international des capitaux a commencé à faire part de son vif intérêt pour l'opéra-tion, la seule demande japonaise étant d'ores et déjà extrêmement

suisse, avec cent dix-huit transac-tions, s'est montré plus grand en nombre mais moins fort en volume. La devise helvète, avec l'équivalent de 6,13 milliards de dollars, c'est-à-dire 10,15 % du volume global, est arrivée troisième par ordre d'utilisa-tion cette année. Elle a été suivie par le deutschemark (9,95 %) la livre Vendrodi, soit plus d'un mois avant que la privatisation ne commence, un premier cours de marché gris circulait sur la base d'une prime tion cette année. Elle a été suivie par le deutschemark (9,95 %), la livre sterling (9,30 %), l'ECU (6,09 %), et le dollar anstralien (5,17 %). Pour sa part, le franc français s'ins-crit au dixième rang (1,83 %), der-rière les dollars canadien (3,73 %) et néo-zélandais (2,05 %). de 30 F à 40 F au-dessus du prix de l'action, qui n'est pas encore fixé! On n'avait jamais vu le marché gris se déployer si rapidement.

La privatisation de la CGE s'effectuera sous une forme compo-site. Une augmentation de capital sera réalisée en même temps que l'offre publique de vente (OPV) en France et l'offre aux investisseurs étrangers. Ces derniers se verrout. me de contame, offrir environ 20 % du montant total des actions anciennes cédées par l'Etat français. La conjonction entre l'augmentation de capital, l'OPV et le placement international devrait représenter quelque 12 milliards de francs, dont environ 2 milliards pour le troisième volet du triptyque.

La syndication internationale sera chapeautée par un groupe de huit eurobanques : Lazard Frères, le teneur de plume, la Société géné-rale, en association avec le Crédit lyonnais, la Deutsche Bank, l'américaine Morgan Stanley International, la Swiss Bank Corporation Interna-tional, la très britannique S. G. War-burg et la belge Générale de ban-

Cette liste montre que le placement s'effectuera par zones géogra-phiques. La Suisse, parce que la CGE fut créée en 1898 par Pierre Azaria avec des capitaux helvètes, et l'Allemagne, où la CGE représente la plus forte implantation industrielle française, seront certainement des zones de placement privilégiées. Le Royaume-Uni, étant en lui-même le premier centre mondial en matière d'actions internationales, en matière d'actions internationales, se devait d'être présent par le tru-chement de Warburg. La présence de la toute-puissante Genérale de banque s'explique par le fait qu'elle détient 5,4 % d'Alcatel NV, la hol-ding par la fait qu'elle ding née an début de cette année de l'accord CGE-ITT. Le Crédit lyonnais et Morgan Stanley sont les conseillers du gouvernement français. Leur présence est donc com-

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Le yen sous pression

Accord du Louvre ou pas, le dol-lar a poursuivi sa baisse à Tokyo, an bénéfice du yen qui paraît inexora-blement voué à la hausse. Déjà seconés la semaine dernière par une déclaration (une de plus!) du secré-taire américain su Trésor, James Baker, suivant laquelle l'accord conclu à Paris ne définissait « aucun objectif de parité pour le dollar », avec pour conséquence une chute sensible du billet vert à Tokyo, les marchés des changes l'étaient à noumarchés des changes l'étaient à nou-marchés des changes l'étaient à nou-veau au début de cette semaine. Motif, l'annonce, à la veille du week-end précédent, de mesures de représailles américaines contre les producteurs japonais de semi-cretureurs accusés de dumning conducteurs accusés de dumping. Du coup, le dollar tomba, par rapport au yen, à des profondeurs encore inexplorées : 145 yens et même moins, en dépit des interven-tions massives de la Banque du Japon, portant sur plus de 4 mil-liards de dollars en deux jours et près d'une dizaine pendant la der-nière semaine de mars, sans grand succès, apparenment, puisque le cours du billet vert à Tokyo s'inscrivait à un peu plus de 145,50 yens vendredi en fin d'après-midi.

Il s'était tout de même produit Il s'était tout de même produit une accalmie mercredi et jeudi, après l'annonce du relèvement (un quart de point) du taux de base des banques américaines, avec une remontée temporaire à 147 yens. Mais de nouveaux propos assassins émanant d'un officiel américain venaient jeter un froid à la veille du week-end et peser sur les cours du dollar à Tokyo. Devant la commission des finances du Sénat, M. Claytom Yeuther, représentant spécial du sion des finances du Sénat, M. Clayton Yentrer, représentant spécial du
président Reagan pour le commerce,
tout en admettant qu'il existait un
risque de récession en Europe et au
Japon en raison du recul du doller,
laissait entendre qu'une baisse supplémentaire du doller pourrait atder
les Etats-Unis à redresser leur
balance commerciale. Immédiatement, la Maison Blanche déasvouait
M. Yeuther, rappelant que « seuls le

M. Yeutter, rappelant que « seuls le

président et le secrétaire au Trésor sont autorisés à faire des commen-taires sur le dollar ». Il est bien certain qu'à Paris les signataires de l'accord du Louvre, y compris les Etats-Unis, avaient admis qu'un recul supplémentaire du dollar pourrait déclencher une récession au Japon et en RFA, ce qui réduirait leur consommation, et

donc leurs achats de produits améri-cains. Mais les Etats-Unis vont engager des négociations commer-ciales serrées avec le Japon, et la menace d'un nouveau maniement de l'arme du dollar peut apparaître de bonne guerre à la veille des conver-

Il n'en reste pes moins que les seuls vendeurs de dollars, en quantité du moins, ont été, cette sen les Japonais eux-mêmes, comme s'ils étaient persuadés que le yen allait monter par rapport au billet vert. A vrai dire, le dollar, jusqu'à maintonant, a évolué à l'intérieur des «bendes de variations» implicitement fixées.per l'accord du Louvre, Ces «bandes» sont assez larges, semble-t-il : la rumeur avait couru d'une marge de fluctuation de 5% autour d'un pivot qui aurait pu être 1,80 DM et 150 yens. Pour l'instant, rien de cassé....

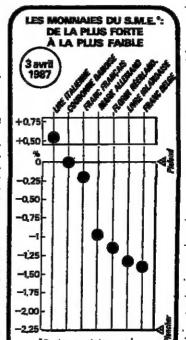
En tout cas, l'originalité de cette crise aura été le fait qu'elle s'est trouvée circonscrite au couple yen-dollar : une tempête dans l'océan

Pacifique. L'Europe n's pas été impliquée, le cours du billet vert ayant glissé, très fugitivement, en dessous de 1,30 DM et de 6 F, pour, rapidement, se raffermir aux environs de 1,82 DM et 6,05 F. Aucune tension 1,82 DM et 6,05 F. Aucune tension n'a éprouvé le système monétaire européen, où le deutschemark, à Paris, après une rapide montée à 3,330 F, est revenu non moins rapidement à 3,3270 F, son cours le plus bus depuis l'ajustement du SME du 12 janvier demier. En fait, expliquent les Japonais eux-mêmes, la

nonvelle hausse du yen, qui paraît irréversible, avec un dollar ayant « cassé » la barre des 150 yens, a son origine au Japon même, et constitue un problème intérieur nippon. Le gouvernement de M. Nakasone bute sur la réforme fiscale (une cimide. TVA à 5%), ce qui a empêché de voter le budget et de prendre les mesures de relance promises lors de l'accord du Louvre.

Mais, déclare M. Nobumitsu Kasami, l'une des têtes pensantes de Nomura, maison de courtages et Nomura, maison de courtages et d'investissements de Tokyo devenue le numéro un mondial, « en dépit de toutes ses promesses, le gouvernement japonais n'a pas entrepris grand-chose pour réduire les exportations et rien n'est vraiment fait pour ouvrir le marché intérieur aux produits étrangers ». Estimant que l'excédent commercial nippon, qui a battu tous ses records en 1986 en s'établissant à 83 milliards de dois'établissant à 83 milliards de dollars, pourrait atteindre cet été 100 milliards de dollars en rythme annuel, M. Kasami assure que, mal-gré l'envolée du yen depuis dix-huit mois, « les exportations japonaises ont commencé à reprendre », ce qui démontre que les industriels nippons ont réussi à s'adapter à un dollar à 150 yens, cours en vigneur depuis neuf mois. Serait-ee alors que les discours angoissés sur l'insupporta-ble hausse du yen, distillés par le gouvernement, le patronat et les journaux de l'empire du Soleit-levant ne constituent qu'un écran Levant, ne constituent qu'un écran de fumée, une immense intoxication destinée à masquer l'énorme effort d'adaptation de la nation tout entière, rassemblée, tous partenaires confondus, sous la raison sociale

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 MARS AU 3 AVRIL (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Liero	\$EU.	Franc Bançois	Finac	D. work	Franci Irelgo	Floris	Lire
	_	-	-	-	-	-	-	_
	~	-			-	-		-
	1,6155		16,5727	-66,2832	55,1420	2,6631	4,59	0,077
len-Yerk	1,0035	-	16,4798	65,8111	54,8245	2,6584	48,5672	0,577
	3,7473	6,8340	•	399,A7	332,72	16,8692	294,77	4,570
26	3,7300	6,8680	-	399,34	332,68	16,9827	294,70	4,674
	2,4402	1,5105	25,8334	-	83,2919	4,8236	73,7989	1,10
Zerich	2,4365	1,5195	25,9413	-	23,3639	4,0273	73,7979	1,170
	23237	1,5135	30,6553	120,5%	-	4,8295	21,5930	1,483
resolut	2324	1,2240	30,0509	128,84	-	433	18,5966	1,405
	0,601	37.55	6,2230	24,8593	287.85	-	18,3439	2,996
	GL5006	37,73	6,2178	34,8465	286,95	-	12,3344	2,900
	3,300	2,8670	33,9247	135,51	112.87	5,4513	-	1,5843
هشاعزون	3,3016	2,8500	33,5328	135,50	112.88	5,4572	-	1,500
	287.22	1252	214,12	155.35	712:4G	34,4874	631,36	_
	2001.34	(1298	213.91	854.22	711,62	34,4023	638,40	-
	735.13	145.55	24,1219	96,3588	30,2991	3,8761	71,1849	6,1126
etjs	236.34	107,70	24,3469	97,2030	30,9758	3,9146	7L,7338	0,1136

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un avertissement outre-Atlantique

L'événement de la semaine, sur les marchés financiers, a été le pre-mier relèvement des taux de base des banques américaines depuis juin 1984. A cette époque, ce taux, il est vrai, était porté de 12,5% à 13 %. Cette fois-ci, il n'est augmenté que d'un quart de point, de 7,50% à 7,75 %, ce qui n'annule que la moitié de la réduction intervenue en août dessire. Cett peu mais c'est élodernier. C'est peu, mais c'est élo-quent. Cette mesure a provoqué une certaine surprise outre-Atlantique.

A vrai dire, des signes avant-coureurs d'un tel mouvement étaient apperus. Sur le marché du long terme, le taux s'inscrivait en hausse continue, l'emprunt fédéral, le femoux emprunt-phare, fournissant un rendement de presque 8 % contre 7,30 % il y a un mois. Par suite d'un loger regain d'inflation, les taux réchs aux Etats-Unis devenaient inféricurs à ceux des autres pays. Sur le marché du court terme, la dernière adjudication du Trésor américain faisait ressortir une hausse sensible des rendements. Ceux-ci atteigraient leur nivean le plus élevé depuis le 28 juillet 1986 pour les bons à six mois: 5,72 % (contre 5,89 %). En outre, le Citibank, première à annoncer le relèvement, faisait état d'un forte demande de prêts des entreprises. Le réajustement devenait donc inévitable, la Réserve fédérale l'ayant plus ou moins favo-risé, ou, du moins, tacitement approuvé, aclou les rumours courant à New-York : un petit avertissement sans frais au moment où la menace d'une nouvelle baisse du dollar, très réelle vis-à-vis du yen, risque d'inquiéter les prêteurs internatio-

maux, et potamment les Japonais. Selon M. Baker, le secrétaire américain au Trésor, le hansse des taux de base n'est qu'une « poussée temperaire ». Est-ce bien sûr ? Cer-

secrètes de l'accord du Louvre por-terait sur un grand mouvement de bascule sur les taux, de nature à contribuer à la stabilisation du dollar : certains monteraient un peu aux Etats-Unis et baisseraient ailleurs, notamment an Japon et en Allemagne (c'est déjà fait, et sans doute pas fini), en Grande-Bretagne et sans doute en France.

Dans notre pays, la baisse ne vient pas vite. Jeudi, la Banque de France a maintenu à 7 3/4 % le taux de son adjudication sur effets de première cutégorie, réduit d'un quart de point le 9 mars dernier. Ce maintien a déçu les opérateurs sur la place de Paris, qui espéraient toujours un geste des autorités monétaires. Le geste n'est pas vain, en raison, dit-on, de divergences d'opinions, la Banque de France étant plutôt favorable à une désescalade en raison de la bonne tenne du franc et le Trésor. l'œil fixé sur les taux allemands et sur l'indice des prix français, s'y décharant opposé. Remarquous, à ce sujet, que les rendements à long terme (emprunts d'Etat) en RFA sont retombés à 5,40 %, tout près de leur plus bas niveau historique d'avril 1986. Les rendements français s'écheloment entre 8,40 % et 8,55 % en fin de semaine, selon les indices Paribes, en légère hausse sur la semaine précédente. Les taux réals sont très proches, à ce niveau, entre les deux pays. Les perspectives pour la France

d'ici à la fin de l'année ? Pour M. Gabriel François, chef des études économiques à la BNP, la marge de baisse se limitera à un point ou à trois quarts de point, le franc demeurant sous surveillance à cause de la faiblesse du dollar et de l'entrée en période électorale. A temporaire ». Est-ce bien sûr ? Cer-court terme, toutefois, estime-t-on tains hasserdent que l'une des clauses Rue de Rivoli et dans les banques, le

baisse pourrait atteindre un point à un point et demi : tout dépendra de l'inflation (pas plus de 2 % pour le premier semestre) et de l'Allema-gne, qui pourrait encore faire un geste si son économie donne des signes de faiblesse.

En attendant, c'est le statu quo à. Paris, où le loyer de l'argent inter-bancaire est resté stable entre conditions, il ne faut pas s'étonner si le MATIF est restée morose, voire déprimé, les cours retombant, mercredi, à 106,60 sur l'échéance juin, pour remonter toutefois à 107,45 à la veille du weck-end. Motif : des achats étrangers, plus actifs sur le marché du « physique » (trois emprants d'Etat, notamment les 9,90 % 1993, 9,80 % 1994 et 9,70 % 1997) que sur le MATIF. Toujours l'Arlésienne japonaise... Il faut dire que les investisseurs nippons, forte-ment douchés aux Etats-Unis, où ils ont perdu près de 5 % sur les cours des obligations en raison de la hansse des rendements, et préoc-cupés par le risque de change sur le dollar, prospectent activement l'Europe. A Paris, ils peuvent obtenir des rendements sunérieurs de près de trois quarts de point à ceux . de New-York.

Toujours à Paris, l'événement a été l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui s'est bien passée, en dépit d'une légère hausse des tanx sur celle de mars : 8,78 % contre 8,72 %, un peu plus haut que les rendements sur le marché secondaire. En dépit de cette remontée, le placement a été bon, en raison du montant de l'adjudication, jugé « intelligent » à 9,7 milliards de francs (pour une fourchette annoncée de 8 à 12 milliards de francs).

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Uranium nigérien : après la « fièvre jaune »

NIAMEY de notre envoyé spécial

Comme d'autres pays ont vécu la désillusion de l'après-pétrole, le Niger traverse aujourd'hui son après-tranium. A Niamey, le sujet est tenn pour « épineux » ou « délicat » ; « tabou », disent certains. On ne s'appesantit plus sur le boom des années 1979-1980, lorsque la flambée des prix de l'or noir et le lancement de programmes mucléaires ambitieux semblaient faire de l'uranium l'énergie motrice du dévelopmement nigérien.

Encouragé dans ses espoirs par la

Pement nigérien.

Encouragé dans ses espoirs par la Banque mondiale, le gouvernement tablait sur une manne inépuisable. Les milliards de francs CFA (1) allaient pleuvoir. Le précieux combustible, commercialisé sous forme de yellow cake (2), représentait en 1982 les trois quarts des recettes en devises et 40 % des rentrées budgé-

Mais, dès l'année suivante, le pac-tole a disparu ; la récession consécu-tive au choc pétrolier, la chute des cours du baril et le coup d'arrêt à la

PRODUTTS	COURS DU 27-3							
Cuirre la. g. (Lanku)	280,5 (- 23)							
Trois mois	Livros/tonns							
Alexandren (Lesku)	\$17 (+ 15)							
Trois mais	Livres/touse							
Nickel (Ludes)	2 372 (+ 31)							
Treis mois	Livres/touse							
Secre (Pair)	1 164 (- 63)							
Mai	Prancs/tome							
Cade (Lordes)	1 248 (= 35)							
Mai	Livres/toppe							
Cheso (New-York)	1 922 (- 5)							
Mai	Dollars/tomas							
Blé (Chicago)	279,25 (- 11)							
Mai	Cents/boissess							
Mais (Chicago)	158,50 (+ 2,25)							
Mai	Cents/boisess							
Soja (Chaps)	145,20 (+ 3,46)							
Mei	Dollars/t. courte							
Le chiffre cotre parenthèses indique l' variation d'une semane sur l'autre.								

frénésie nucléaire ont ce raison de l'uranium. Sur le marché spot, qui représente 10 % des transactions, les prix sont passés de 24 dollars la livre (soit 480 F le kilo) en 1982 à 17 dolison 480 r is kiloj en 1982 à 17 dol-lars à livre — environ 260 F le kilo — actuellement. L'essentiel des échanges est cependant régi par des contrats à moyen et à long terme dont les conditions financières res-tent le plus souvent confidentielles.

sent le pins souvent confidennelles.

Si les professionnels recommissent que l'uranium est payé pins cher dans le cadre de ces accords qui assurent la stabilité des approvisionnements, les prix ont malgré tout suivi une tendance baissière depuis quatre ans. Dans le budget de l'Etat nigérien, la matière première mucléaire ne représente plus que mucléaire ne représente plus que 12 % des recettes, soit 10 milliards de france CFA en 1985.

de france CFA en 1983.

Avec la crise, un contentieux latent est apparu entre Niamey et ses partenaires étrangers, qui exploitent l'uranium au sein de deux content l'uranium au seux de deux de deux d'uranium au sein de deux deux de deux de deux tent l'uranium au soin de deux compagnies. Il s'agit premièrement de la SOMAIR (Société des mines de l'air), qui regroupe depuis 1971, autour de l'Office des ressources minières nigérien (ONAREM), à hauteur de 33 %, la COGEMA (26,9 %), la Compagnie française de Mokhs (19,6 %), des firmes italiennes et allemandes; deuxièmement de la COMINAK (Compagnie minière d'Akouta), où sont associés l'Etat nigérien (31 %) la COGEMA (24 %), une firme espagnole et une japonaise.

gnole et une japonaise.

A l'origine, les différents parte-naires s'étaient engagés à « enle-ver » chaque année un certain ton-nage pour assurer les débouchés de l'uranium du Niger, rentabiliser l'aranium du Niger, rentabiliser l'aranium dont ils étaient actionnaires et satisfaire un partie de leurs besoins. L'explosion de la consommation de l'optimisme ambiant condonsirent même la SOMAIR à doubles aux arantes de l'arantes doubler ses capacités, de 1 100 à 2 300 tonnes, en 1978. Mais le retournement du marché l'a contrainte à ramener de 2 100 tonnes à 1 000 tonnes sa production réelle en moins de trois ans, Italiens et Allemands (qui ont amorti leurs investissements) ayant renoncé à leurs achats. La

COGEMA continue d'acheter 1 800 tonnes par an à la SOMAIR en versant 600 F par kilo; elle accepte même un surcoût de 20 % à 30 % sur les prix de référence des accords à long terme.

Si les Français estiment accorder ainsi une aide au Niger, le ministre des mines, M. Koutoubi, ae partage pas ce point de vue. « Le COGEMA pas ce point de vue. « La CUCIEMA est un actionnaire, pas un acheteur ordinaire. Elle a intérêt à ce que les lustaliations ne ferment pas. » A ses yeux, les pays européens ne jouent pas le jeu en limitant leurs achats d'uranium nigérien « alors qu'ils s'approvisionnent ailleurs auprès de sociétés dont ils ne sont souvent pas actionnaires ». Côté français, on ne parsît pas décidé à acheter davantage. Les amendes et autres tracas-

paraît pas décidé à acheter davantage. Les amendes et autres tracasseries infligées régulièrement par
Niamey irritent Paris, dont on peut
penser que les intérêts dans l'uranium du Niger ne sont pas vitans.

Ansai l'ONAREM essaie-t-il avec
des fortunes diverses d'écouler une
partie de sa production sur le marché fibre, auprès de clients de circonstance. Cinquante tounes d'uranium ont l'an passé transité par
l'Algérie, mais nul ne peut déterminer que l'était le destinataire final de
la marchandise.

Les débouchés extérieurs sont en
réalité étroits. La Libye, soupçounée
d'avoir voulu saboter les installations de la SOMAIR à Arlit en
1983, ne reçoit plus rien. M. Koutoubi affirme de surcroît que
l'ONAREM 2 cessé ses ventes au

PONAREM a cessé ses ventes an Pakistan. Avec une production qui plafonnera à 3 000 tonnes entre 1987 et 1991, le Niger sort ainsi de l'aranium comme d'un rêve inachevé. Entrevues dans le délire de la « fièvre jaune », les voies du développement restent à découvrir, probablement hors du sous-sol.

ERIC FOTTORINO.

(1) 1 F CFA égale 0,02 FF.
(2) De couleur jamae, le minerai extrait est ensuire concentré. Le produit obtent, qui contient 70 % d'uranium, est appelé pellow cake. Les réserves nigériennes sont évaluées à 200 000 nonnes exploitables, à moins de 90 dollars par kilo. Le Niger est le cinquième producteur mondial.

Le Monde

ÉTRANGER 3 Tchécoslovaquie : avant la visite de M. Gorbetchev. 4 La situation des camp palestiniens de Bevrouth.

DATES

2 il y a vingt ans, les colonels

POLITIQUE

5-6 La congrès du Parti 6 La rencontre entre M. Mitterrand et les dirigeants

7 Inculpé de diffamation envers des résistants, M. Jacques Verges a refusé le débat.

SOCIÉTÉ

- M. Mitterrand a ouvert, à Amiens, l'année capétienne. 8 Défense.

CULTURE

9 Le théâtre public à l'épreuve du libéralisme : une rencontre avec Robert Abirached, directeur du

COMMUNICATION

8 Les audiences publiques devant la CNCL des candidats à la reprise de TF 1.

ÉCONOMIE

13 Une initiative originale en Bourgogne : le chèque emploi-formation. La compagnie américaine Northwest Airlines com-mande trente Airbus long-

	COUMERS.	- 1
4	Revue des valeurs.	J
5	Revue des valeurs. Crédits, changes, gran	ds
	merchée	- 1

SERVICES

amet		_	_			11	
Aétéorologie						_	
dats croisés						11	
Spectacles .					-	10	

MINITEL

- Votre choix : Hachette ou Bouygues ?
- Repères : toute l'actus lité sportive.
- Gegnez « l'Année 88 Etes-vous une mêre juive ? Actualité, immobilier, Bourse, Météo, Télémerket, Loisirs, 36-15 Tapez LEMONDE

Les négociations sur les forces nucléaires en Europe

Moscou semble vouloir étendre l'« option zéro » aux missiles à courte portée

Le gouvernement américain n'a pas démenti, vendredi 3 avril, les informations publiées le même jour par le Washington Post selon les-quelles Moscon aurait proposé de manière inforquelles Moscon auran propose un management de la manageme les à portée intern er les euron (FNI), aux engins à courte portée (SRINF). Un porte-parole du département d'Etat s'est borné à

Selon le Washington Post, la nouvelle onverture du Kremlin aurait été faite par deux canaux différents: par M. Karpov, responsable du désarmement au ministère soviétique des affaires étrangères, lors d'une conversation privée le mois dernier avec des négociateurs américains, et par d'autres responsables soviétiques au cours de conversations avec des Allemands de l'Ouest. De fait, M. Ruehe, vice-président du groupe parlementaire socialémocrate ouest-allemand, a tenu récemment des propos en ce sens.

En substance, Moscou prendrait au mot le gouvernement américain, qui demande l'égalité des arsenaux des deux superpuissances en Europe dans le domaine des missiles à plus courte portée (entre 400 et 1 000 km), de la même manière que cette égalité vient d'être reconnue pour les missiles à portée intermédiaire (entre 1 000 et 5 500 km). D'accord, répondrait M. Gorbatchev, mais cette égalité doit être réalisée sur la base zéro, dans l'une comme dans l'autre catégorie.

Cette solution aurait pour elle d'être dans le logique de la position soviétique officiellement déclarée (priorité au désarmement plutôt ou'à la réduction d'armements), de épondre aux préoccupations des ns, qui dénoncent la supériorité de l'arsensi soviétique sur celui de l'OTAN en matière de SRINF, et enfin de correspondre à dire que : «Si les Soviétiques out de nouvelles propositions à faire, nous attendons d'en recevoir le détail. » Le sujet du désarmement sera au centre des entretiens informels que les ministres des affaires étrangères des douze pays de la Communauté doivent avoir ce samedi et ce dimanche à

l'approche des Américains, qui avaient demandé les premiers d'élargir « vers le bas » la définition des FNI (jusqu'à 400 ou 500 km de por-tée) et de régier le problème des deux catégories d'armes en même

Un « couloir dénucléarisé »

Moscou avait déjà fait un pas dans certe direction en faisant savoir que les engins de cette catégorie déployés récemment en RDA et en Tchécoslovaquie, en guise de représailles à l'implantation des Pershi américains, partiraient en même temps que ces derniers. En ce qui concerne les autres SRINF, en revanche, la position soviétique officielle était que le dossier devait faire l'objet d'une autre négociation à ouvrir immédiatement, mais sans calendrier préétabli ni garantie en ce qui concerne son aboutissement. M. Gorbatchev refusait également aux Américains le « droit à l'égalité », dans la mesure où ce droit devrait se traduire par de nouveaux olements occidentanz, voire par la conversion des Pershing-2 en Pershing-1, de plus courte portée. Tous ces problèmes pourraient maintenant être évacués si l'initiative soviétique se confirmait.

Quant au problème des SRINF encore plus « courts » (moins de 400 km), c'est celui-là sans doute qui serait renvoyé à la nouvelle

par ces bombardements. Mais son

Ouadi-Doum, demandera au moins

D'autre part, on a appris avec

étonnement, à N'Djamena, les

informations données par la presse américaine sur le rôle que des

hommes du 11° régiment parachutiste de choc, unité dépendant de l'état-major de

l'armée de terre française mais pouvant accomplir des missions pour le compte de la DGSE, aurait josé

dans la prise de Ouadi-Doum. Selon

deux journaux américains, les

Français auraient trompé la

garnison libyenne en lui transmettant de faux messages.

Rien, parmi les informations dont on

dispose ici, ne permet de confirmer de telles suppositions, qui paraissent pour le moins très hasardeuses.

Les hommes du « 11º choc » sont

très peu nombreux au Tchad. En revanche, quelques soldats français appartenant à d'autres unités de

l'armée de terre, sont allés, après les combats, au-delà du 16° parallèle : leur mission essentielle était de « neutraliser » le matériel piégé par les Libyens avant leur fuite et de

conduire des opérations d'évacuation des blessés. Ces

opérations entrent dans le cadre des

missions humanitaires telles qu'elles

ont été définies par M. Girand. En

revanche, celles de déminage

proprement dit sont effectuées par les Tchadiens sous la conduite de

prisonniers libyens qui les

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

renseignent sur l'emplacer mines, indétectables par le

physicars semaines.

ninement en lien sûr, hors de

TCHAD

Le «11e choc» au nord

du 16° parallèle?

L'ambassade de France à N'Djamena et le ministère français de la défense out catégoriquement démenti, le vendredi 3 avril, que les

soldats français sieut participé aux combats de Bir-Kora et Ouadi-Doum, dans le nord-est du Tchad. Ce démenti fait suite aux infor-

mations publiées par le Washington Post, qui affirme que quelque cent cinquante militaires, spécialistes de l'action claudestine, out

joné un rôle «crucial» dans les récents succès remportés par les

troupes tchadiennes. Le journal indique que ces bommes, répartis en

deux goupes, sont rattachés à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE): le premier, qui regroupe soixante « paras », opère depuis décembre dernier dans le Tibesti, organisant notam-

ment la réception d'armes et de fournitures parachutées dans cette

région ; le second a aidé les troupes tchadiennes pour la destruction

de cibles libyennes, toujours selon le Washington Post.

de notre envoyé spécial

Les déclarations du ministre de la

défense, M. Giraud, concernant une éventuelle intervention des troupes

françaises au nord du 16º parallèle (le Monde du 4 avril) ont été

accueillies avec satisfaction an

Tchad. Elles sont interprétées

comme un message très clair au colonel Kadhafi: il doit cesser de

faire bombarder le nord de ce pays, s'il ne veut pas s'exposer à une

Jusqu'à une époque récente, les

bombardements effectués à haute

altitude par les Tupolev-22 libyens

n'étaient pas très génants, en raison de leur imprécision et de l'intérêt

relatif de leurs cibles. Mais, depuis

quelques jours, il est clair que Tri-poli vent tout faire pour empêcher les Français de mettre la main sur le

précieux matériel saisi par l'armée tchadienne à Ouadi-Doum. Il y a, par exemple, dans cet arsenal, le SAM-6, missile de la deuxième

génération, qui permet de détruire un avion à très haute altitude. On y

trouve aussi le MI-24, hélicoptère d'assaut atilisé par les Soviétiques

Deux fois par jour, le matin et

vers midi, les bombardiers libyens làchent une vingtaine de bombes à

effet de souffle, en direction de la piste de Ouadi-Doum. Il s'agit de

casser le matériel abandonné, avant qu'il ne puisse être soumis à

du il ne puisse ette soumis a l'examen des experts français. Tout donne à penser qu'une bonne partie de ce matériel sera intéressant à étudier, même a'il est endommagé

Turnhout, en Belgique. - (AFP.)

négociation envisagée. Mais déjà une solution partielle pourrait lui être apportée avec la proposition de « couloir dénucléarisé » que la Tchécoslovaquie et la RDA viennent de présenter au gouvernement de Bonn. Si en effet les deux camps s'entendaient, comme le proposent Prague et Berlin-Est (et com SPD cuest-allemand en était déjà convenu avec le SED, le parti au pouvoir en RDA), pour retirer toute arme nucléaire à an moins 150 kilomètres en arrière de la ligne de démarcation, les SRINF de même

portée n'auraient plus d'objet. Avec ou sans un tel couloir, en tout cas, tout cela va faire faire de nouveaux pas à l'idée de la dénucléarisation totale de l'Enrope, dont M. Gorbatchev a très clairement fait son objectif. Une difficulté de plus en perspective pour la France et la Grande-Bretagne, qui entendent bien maintenir le principe de la dis-suasion nucléaire, mais aussi pour l'OTAN et son apparent militaire luimême, qui avaient tant insisté pour celui de la « réponse flexible » : les diverses catégories d'armes que l'on s'apprête à faire disparaître sont autant de barreaux sur l'échelle de cette « escalade contrôlée » que les stratèges de Bruxelles appelaient de leurs vœux. Sans parier du « couplage » euro-américain, qui reposait lui ausai en grande partie sur les

MICHEL TATUL

Une fuite à la centrale de Creys-Malville

Selon un communiqué publié dans la soirée du vendredi 3 avril par la direction de la centrale nucléaire de Creys-Maiville (Isère), une fuite de sodium non radioactif a été détectée au niveau d'un réservoir de stockage qui jouxte le réacteur. Cet incident ne présente pas, selon la direction, de danger sur le plan de la sécurité ni sur celui de l'hygiène publique, mais ses conséquences sur le plan technique et économique pourraient se révêler plus imporiantes que celles de l'incident survenu le 10 février dernier dans une

tuyauterie de la salle des machines. Depuis plusieurs semaines déjà. les mesures de contrôle faisalent apparaître une baisse inexpliquée du odium au niveau du barillet de stockage, d'une capacité de 700 tonnes, qui sert de « salle de transit » aux éléments combustibles avant leur introduction dans le réacteur. Selon les premières constatations, la fuite se scrait produite dans la double enveloppe d'un réservoir et pourrait ater une vingtaine de tonnes de sodium. Dans l'atmosphère d'azote de cet appareillage, la fuite de sodium ne présente pas de dan-

En revanche, l'évacuation de ce produit poserait de sérieuses difficultés aux spécialistes. En effet, l'incident pourrait empêcher tout chargement ou déchargement de combustible dans le réacteur. Depuis son conplage an réseau le 14 janvier 1986, le surgénérateur de Creys-Malville a produit plus d'un milliard deux cents millions de kilowatts/heure. Après l'incident mineur survenu en février dernier. Super Phénix ne fonctionnait qu'à moitié de sa puissance et devait de nouveau tourner à plein régime vers la fin de ce mois d'avril.

de vingt tonnes de sodium

pagande hostile » de la presse française. — La normelisation des relations franco-iraniennes risque d'être affectée per la «propagande hostile » des médias français à l'encomme de l'Iran, a commenté, le vendredi 3 avril, l'agence de preses officielle iranienne ima dans une dépêche datés de Paris. Les dernières conversations bilatérales n'ont rien donné, ajoute le correspondant de l'agence à Paris, citant des cabeervateurs politiques ». Selon lui, une eviolente campagne e contre l'Iran s'est développée dans les médies français sous l'influence des « éléments contre-révolutionnaires » iraniens, notamment depuis l'arrestation, le 21 mars demier, de six Tunisiens et de deux Français soupconnés d'appartenir à un réseau terroriste.

EN BREF

• SYRIE : entretiens Assadin. — Le roi Hussein de Jordanie a quitté Damas le yendredi 3 avril, au terme d'une visite de sept heures au cours de lequelle il a eu deux entretiens en tête-à-tête avec le président syrien, M. Hafez El Assad. Le souverain hachémite, dont c'était la cinquième visite en Syrie depuis décembre 1985, a évoqué les initiatives de paix pour la région, en prévision du voyage qu'il doit entrepren-dre la semaine prochaine au Maroc, puis aux Pays-Bas, en Belgique et en Grande-Bretagne. II entend exposer ses idées en faveur de la tenue, dans le courant de l'année, d'une conférence internationale visant à résoudre le conflit israélo-arabe. - (Reuter.)

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1987 a été tiré à 498 045 exemplaires

M. PIERRE JOXE invité du « Grand Jury

RTL-le Monde > M. Pierre Joxe, député de Saba-et-Leire, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, sern l'invité de l'émission boblomadaire « Le grand jury RTL-ie Monde», dimanche 5 avril, 1, 10 h. 12 h 10 h. dimanche 5 avril, de 18 k 15 à 19 k 30.

L'uncien ministre de l'Intérieur du gouvernement Fabins, qui aura participé au congrès socialiste de Lille, répondra aux questions d'Autré Passeron et d'Edwy Pionel, du Monde et de Paul-Jacques Truffant et de Dourinique Pennemis, de PTT. La tithet des differents de PTT. La tithet de PTT. La ti quia, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

sous-commission de la Chambre des représentants - chargés d'étudier les demandes de crédits concernant la recherche militaire et la mise au point de nouveaux armements - a porté, le jeudi 2 avril, un rude coup au programme d'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan. Elle a, en effet, considérablement réduit les crédits que demandait à ca titre la milliards de dollars à 3,3 pour l'année fiscale 1988. La commis de la défense, présidée par le démo-crate Leg Aspin (Wisconsin) pourrait

réduire encore plus ces crédits. ● MOZAMBIQUE : libération de trois prêtres italiens. — Les R. P. Ezio Toller, Vittorino Biasiolli et Onorino Venturini, libérés par les rebelles de la RNM (Résistance nationale du Mozambique), étaient attendus, le samedi 4 avril, à

Maputo. - (Reuter.) ● YOUGOSLAVIE : nouveau rejet d'une demande de commutation de peine pour Andrija Artuko vic. - La Cour suprême de Yougos lavie a rejeté, pour la seconde fois, une demande de commutation de peine en faveur du criminel de guerre Andrija Artukovic, condamné à mort en mai 1986, a indiqué, le vendredi 3 avril, l'agence Tanjug. - (AFP.)

• COLMAR : mise en liberté du meurtrier présumé du biolo-giste Pierre Wild. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar (Haut-Rhin) vient d'ordonner la mise en liberté de M. Michel eyer, cinquante-trois ana, inculpé d'homicide volontaire du biologiste Pierre Wild, tué le 16 février, dans la chambre forte de sa villa à Mulhouse (Haut-Rhin).

ISLANDE geysers et volcans avec votre voiture

cartery "Norröna" de la Smyril Line

En l'absence de M. Jean-Dominique Fratoni...

Le casino Ruhl a rouvert ses portes

Après plus de cinq ans de fermeture, le casino Rubi de Nice a rouvert ses portes, le vendredi 3 avril. Insuguré le 23 décembre 1974, il avait dû cesser son activité en raison de sa situation financière, le 4 janvier 1982, après une précédents fermeture de près de sept mois en 1979 et 1980.

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, avait scoordé le 24 décembre 1985 une autorisation d'exploitation d'un an expirant le 31 décembre 1987 – su bénéfice de la Société - expirant le 31 décembre 1987 - au benefice de la Societe niçoise des bains de mer (SNBM), proche de l'ancien président-directeur général du casino, M. Jean-Dominique Fratoni, en futre à l'étranger depuis mars 1980.

La réouverture de l'établissement a eu lieu dans un climat alourdi par plusieurs attentats visent des responsables de la nouvelle société d'exploitation (le Monde du 2 avril).

de notre correspondant régionai

Peu de publicité, aucune personnalité et un simple doigt de champagne : en attendant la soirée inaugurale du vendredi 10 avril, la réouverture du casino de la promenade des Anglait s'est déroulée dans la discrétion On ne s'est pas bousculé dans les salons de jeux (moquette à ramages violine et rouge, plafonds en stuc beige et boiseries) rénovés dans un style s'inspirant des années 30. La nouvelle direction a recruté trois cents employés, permi lesquels quatre-vingt-dix employés de ieu, dont sept femmes croupiers

Loew's de Mandelieu (Alpes-Markimes). Le Ruhl doit offrir à sa cientèle tous les jeux français et américains, mais le mise en service de sept tables de black jack a été différée jusqu'à l'installation de la rouletta ise. L'objectif affiché par les dirigeants de la SNBM est de se ser, en deux exercices, eu premier rang des casinos francais, avec une recette brute nale – dès la première année complète d'exploitation de 90 millions de francs.

ипал iemais obtenu ce classement, en prenent une seule fois la euxième place derrière Divorne-les-Bains (Ain) au cours de l'exercice 1975-1976, et en se contentant régulièrement per la suite du troisième rang (à l'exception de l'exercice tronqué da 1979-1980), derrière ses deux plus importants rivaux,

Divorme et le casino d'été du

Les responsables de l'établissement espèrent notemment améliorer leurs résultats grâce à l'installatio rapide de trois cents machines à prospection intensive et prioritaire auprès de la clie campagnes de promotion en d'Espagne et du Moyen-Orient,

March 1984 B

Burge Commence Co.

4 # 5 7 1 7# 1 3 1-6 1944

STREET, SECTION

724

THE REPORT A

A SE SE

PROPERTY AND

कि विकास समार

Bullet Walter Bur

Burn Jack St. 1987 J. 1988.

THE P I. IS HE

THE PART OF THE PARTY

「神経」という。 はいません

200 mg - 1 - 180 mg

を表して から (株)を

They wis &

The second

Maria garage a garage

Way an

A. 18.5 W

I regarded to the same

Maria de la composición dela composición de la composición de la composición dela composición dela composición dela composición de la composición de la composición dela composición de la composición dela composición dela

3 FUE / BANK

221

1

And the same

22 pag }

Carried Spile

Pat

Market Array

Très optimiste, M. Jacques decin, député et maire (RPR) de Nice, estime que le redémarrage du Ruhl pourreit faire rentrer dans les ceisses de is ville une somme de 40 millions de francs. Ce chiffre paraît toutefois d'autent plus difficile à atteindre que le prélèvement communal n'a été fixé qu'à 5 % du produit brus des jeux jusqu'à 62 millions de francs, et à 15 %,

La reprise d'activité du Ruh aurait été, en fait, plus prometteuse pour Nice sans les récents attentats qui font redouter une nouvelle guerre des casinos. Dirigés essentiellement contre un actionnaire de la SNBM, M. Henri Béraud, et un proche de M. Médecin, M. Mex Gilli, membre du comité de direction des jeux, ile visitient de toute évidence M. Fratoni, dont l'emprise sur la nouvelle société que transparente. Il reste que, si la climat créé par les poseurs de bombes devait se prolonger, le ministre de l'intérieur pourrait hésiter à renouveler l'autorisation qu'il a accordée à la SNBM en absolvent implicitement l'ancien président-directeur général du Ruht.

Mort du comédien Robert Dalban

Le comédien Robert Dalban est mort vendredi 3 avril d'une crise cardiaque dans un restaurant parisien. Il était âgé de quatre-vingt-

[Né le 19 juillet 1903 à Celles-sur-Belles (Deuz-Sèvres), Robert Dalban avait débuté comme comique troupier avant de jouer de nombreux mélo-drames dans les théfitres de quartier qui fleurissaient encore dans les années 20, puis des opérettes et des revues au Bats-

cian et à La Cigale. C'est en 1939 que Passeurs d'hommes. Il tourners ensuite une centaine de films où, dans des rôles secondaires, il promènera son physique aux traits marqués et sa gonaille popu-laire. Voué aux personnages de mauvais garçon ou de policier, Robert Dalban avait su montrer un certain lumour dans des films écrits par Michel Audiard et réalisés per Georges Lautner (les Tontons [lingueses).]

Ne dites plus marketing dites mercatique

2 avril, vient enfin nous délivrer d'un dilemme angoissant : com-ment ne pas utiliser de mots anglais dans le domaine économique et financier sans avoir l'air incompétent ? Le ministre d'État, ministre de l'économie des finances et de la privatisa-tion, M. Balladur, et le ministre de l'éducation nationale; M. Monory, ont conjointement signé l'arrêté qui met fin à notre perplexité et qui aligne la liste des mots francisés, dont il est dit qu'ils devront être « obligatoire-ment utilisés »... au moins dans les formulaires administratifs.

On ne paiera plus cash mais comptant, on ne versera plus de royalties mais des redevances. Le dispatching qui permettait de dispatcher ne sera plus qu'une répartition, et le know-how, que même des ministres se hasardaient à employer, restera tout simplement le savoir-faire. Une réunion de différents apporteurs de capitaux ce n'est pas un pool mais un tour de table. Quant à ce bon fixing, qui semblait mettre un terme aux cotations quotidiennes de la Bourse, il prend la

Au diable le frangisis ! Le très forme francisée de fixage sans sérieux Journal officiel, celus du que l'on soit assuré que les camque l'on soit assuré que les cam-bistes y trouveront leurs comptes. Le merchandising devient (faut-il s'en réjouir ?) la marchandisage, et le home cen-ter, qui désignait poétiquement le commerce d'équipement pour la maison, devient tout aussi poétiquement une maisonnerie.

Enfin le marketing, sans lequel il ne semblait pas possible de définir les besoins du consommeteur, s'efface au profit du mercatique et sera l'affaire du mercaticien ou de la mercaticienne. Plus d'hésitation non plus pour le fuel oil qui, quelle que soit son origine, s'orthographie désor-

Plus difficile, peut-être, sera l'abandon du mot off-shore pour celui d'extraterritorial, mais on regrettera que la transformation du GATT (accord général sur les en AGÉTAC n'entre que dans la liste des termes d'usage recom-mandé. Avec AGÉTAC on se sent prêt pour tous les arrangements,



